CHAMBRE DES DÉPUTÉS

5e législature. — Session extraordinaire de 1889.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 19e SÉANCE

Séance du jeudi 12 décembre.

SOMMAIRE

Excuses. — Demandes de congés.

Tirage au sort des bureaux.

Dépôt, par M. Delmas, au nom du 9e bureau, du rapport sur l'élection de la 1re circonscription de l'arrondissement de Sceaux.

Adoption du projet de loi tendant à autoriser le département du Lot à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins de grande communication et d'intérêt commun.

Dépôt et lecture, par M. Armand Després, d'une proposition de loi concernant la régularisation de l'indemnité touchée annuellement par les conseillers municipaux de la ville de Paris. — Demande de déclaration d'urgence : MM. Mesureur, Armand Després, Folliet. Retrait.

Discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. de Mahy, ayant pour but la création permanente d'un grand état-major et d'états-majors d'armée.— Demande, par M. de Mahy, de renvoi à la commission de l'armée : M. le ministre de la guerre. Adoption.

Discussion des conclusions du rapport du 11e bureau sur l'élection de M. Le Veillé dans la 1re circonscription de Limoges (Haute-Vienne) : MM. Le Veillé, Cabart-Danneville, rapporteur; le comte de Douville-Maillefeu. — Rejet, au scrutin, des conclusions du bureau. — Validation de l'élection et admission de M. Le Veillé.

Dépôt, par M. Francis Charmes, d'un rapport sur les propositions de résolution :

De M. de Lanessan; de M. Siegfried et plusieurs de ses collègues; de MM. Letellier et Georges Graux; de M. Henry Maret, relatives à la création de grandes commissions parlementaires.

De M. Barodet; de M. Clémenceau, relatives à la reprise des travaux laissés en suspens par la dernière Chambre.

Dépôt, par M. Chautemps, au nom du 3e bureau, du rapport sur l'élection de la 2e circonscription de Tulle (Corrèze).

Discussion des conclusions du rapport du 9e bureau sur l'élection de M. Paulin-Méry dans la 2e circonscription du 13e arrondissement de Paris : M. Delaunay, rapporteur. Ajournement à lundi.

Discussion des conclusions du rapport du 11e bureau sur l'élection de M. Ternisien dans la Cochinchine : MM. Ternisien, Linard, rapporteur.— Demande, par M. Leydet, d'annulation de l'élection : MM. Leydet, le rapporteur. — Rejet au scrutin. — Adoption, au scrutin, de la première partie des conclusions du bureau tendant à annuler les décisions de la commission de recensement de la Cochinchine. — Adoption de la seconde partie des conclusions du bureau, tendant à déclarer que M. Le Myre de Vilers a été régulièrement élu. — Admission de M. Le Myre de Vilers.

Règlement de l'ordre du jour : M. Jules Roche.

Dépôt, par M. Magnien, au nom de la 1re commission d'intérêt local, de sept rapports :

1er, sur le projet de loi tendant à autoriser le département du Puy-de-Dôme à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins vicinaux ;

2e, sur le projet de loi portant prorogation de surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Rambervillers (Vosges) ;

3e, sur le projet de loi portant prorogation de surtaxes perçues sur le vin et l'alcool à l'octroi de Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard) ;

4e, sur le projet de loi portant prorogation d'une surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Vire (Calvados) ;

Le 5e, sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Riom (Puy-de-Dôme) à emprunter 770,000 fr. et à s'imposer extraordinairement;

Le 6e, sur le projet de loi relatif au cantonnement des droits d'usage en bois de la commune de Benonces (Ain) dans la forêt domaniale de Portes (Ain);

Le 7e, sur le projet de loi, tendant à autoriser le département d'Ille-et-Vilaine à contracter à la caisse des chemins vicinaux un emprunt de 194,000 fr.

Dépôt, par M. Varlet, au nom de la 1re commission d'intérêt local, de quatre rapports :

Le 1er, sur le projet de loi portant prorogation d'une surtaxe perçue sur le vin à l'octroi de Saint-Cloud (Seine-et-Oise);

Le 2e, sur le projet de loi tendant à établir d'office sur la commune de Saint-Georges-de-la-Couée (Sarthe) une imposition extraordinaire;

Le 3e, sur le projet de loi tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Crespin (Aveyron);

Le 4e, sur le projet de loi portant prorogation et exhaussement d'une surtaxe perçue sur le vin à l'octroi de Mézières (Ardennes).

Dépôt, par M. le ministre des finances, d'un projet de loi portant prorogation d'une surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Brest (Finistère).

Dépôt, par M. le ministre de la guerre, d'un projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification à l'article 7 de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires.

Dépôt, par M. le garde des sceaux et M. le ministre des finances, d'un projet de loi portant ouverture au ministre de la justice et des cultes de crédits supplémentaires sur l'exercice 1890 (2e section : Service des cultes).

Dépôt, par M. Ribot, d'un rapport, au nom de la commission des crédits, sur le projet de loi tendant à porter la solde des officiers généraux du cadre de réserve au taux de leur pension de retraite.

Dépôt, par M. Ribot, d'un rapport, au nom de la commission des crédits, sur le projet de loi portant modification des crédits alloués pour l'exercice 1889 (budget sur ressources extraordinaires du ministère de la guerre) au titre des chapitres 17 à 20 *bis*, par la loi du 30 décembre 1888.

Dépôt, par M. le comte de Goyon, au nom de la 1re commission d'intérêt local, de deux rapports :

Le 1er, sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à emprunter 785,000 fr. et à s'imposer extraordinairement ;

Le 2e, sur le projet de loi tendant à délimiter les communes d'Hémonstoir (Côtes-du-Nord) et du Croixanvec (Morbihan).

Dépôt, par M. Leconte (Indre), au nom de la 1re commission d'intérêt local, de quatre rapports :

Le 1er, sur le projet de loi portant exhaussement du taux des surtaxes sur le vin et sur l'alcool perçues à l'octroi de La Mure (Isère);

Le 2e, sur le projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Saint-Pol-de-Léon (Finistère);

Le 3e, sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Grenoble (Isère) à emprunter une somme de 400,000 fr.;

Le 4e, sur le projet de loi portant prorogation et augmentation d'une surtaxe sur le vin et établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Moutiers (Savoie).

Dépôt, par M. du Breuil de Saint-Germain et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission de vingt-deux membres pour la revision des services administratifs.

Dépôt, par M. Dumay et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi relative au placement des employés et ouvriers de toutes professions.

Congés.

PRÉSIDENCE DE M. CHARLES FLOQUET

La séance est ouverte à deux heures.

M. Amédée Dufaure, *l'un des secrétaires,* donne lecture du procès-verbal de la séance d'avant-hier mardi.

Le procès-verbal est adopté.

EXCUSES. — DEMANDES DE CONGÉ

M. le président. MM. Hurard, Paulin-Méry et de Montfort s'excusent de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

MM. Barbe, Boissy-d'Anglas, Poupin, Francis Laur, Maxime Lecomte, Sabouraud, de Guilloutet, Franconie et Calvinhac s'excusent de ne pouvoir assister à la séance de ce jour, et demandent des congés.

Les demandes seront renvoyées à la commission des congés.

TIRAGE AU SORT DES BUREAUX

M. le président. L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux.

Il va y être procédé.

(L'opération a lieu dans la forme habituelle.)

DÉPÔT D'UN RAPPORT D'ÉLECTION

M. le président. La parole est à M. Delmas, pour le dépôt d'un rapport d'élection.

M. Delmas, *rapporteur.* Au nom du 9e bureau, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre le rapport sur les opérations électorales dans l'arrondissement de Sceaux.

Le rapport conclut à l'invalidation de M. de Belleval.

M. le président. Le rapport sera inséré au *Journal officiel*, et la discussion inscrite à la suite de l'ordre du jour.

ADOPTION D'UN PROJET DE LOI D'INTÉRÊT LOCAL

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi tendant à autoriser le département du Lot à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins de grande communication et d'intérêt commun.

Personne ne demande la parole?...

Je consulte la Chambre sur la question de savoir si elle entend passer à la discussion de l'article unique.

(La Chambre décide qu'elle passe à la discussion de l'article unique.)

« *Article unique.* — Le département du Lot est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trois ans à partir de 1890, 4 c. 75 additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté à l'entretien des chemins de grande communication et d'intérêt commun.

« Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871. »

(L'article unique du projet de loi est mis aux voix et adopté.)

DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. La parole est à M. Després pour le dépôt d'une proposition de loi en faveur de laquelle il demande l'urgence.

M. Armand Després. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, au nom de M. Pichon et au mien, une proposition de loi en faveur de laquelle je demande l'urgence.

M. le président. Veuillez donner lecture de l'exposé des motifs de votre proposition de loi.

M. Armand Desprès, *lisant :*

« Messieurs,

« De toutes les communes de la France, Paris est celle qui administre le plus fort budget. Les recettes et les dépenses ordinaires de la ville, sans compter les recettes et les dépenses extraordinaires, s'élèvent à la somme ronde de 258 millions. Ce sont les finances d'un Etat européen de second ordre.

« La somme de travail imposé aux conseillers municipaux qui sont, en plus, conseillers généraux et administrent un budget départemental de 32 millions de francs est considérable : 110 séances publiques, en moyenne, chaque année et 40 séances, au moins, de commissions. Cela constitue une occupation telle qu'à part les rentiers, personne ne pourrait entrer au conseil municipal, sans s'exposer à perdre tout ou partie de ses moyens d'existence ordinaires.

« L'usage a laissé s'établir depuis huit ans une tradition. Au budget du conseil municipal, il est inscrit une somme variant de 320,000 à 480,000 fr. destinée à rembourser les conseils municipaux de leurs déboursés, de leurs frais de déplacement, et de leur correspondance.

« Tous les ministères qui se sont succédé depuis 1881 ont toléré cet état de choses sans le régulariser. La cour des comptes a bien soulevé quelques objections. Elle ne voulait pas tenir le reçu d'un conseiller municipal pour une pièce comptable, mais il y a eu une transaction tacite, et les reçus ont été acceptés en bloc, bien entendu sous toute réserve du règlement d'administration publique sur la comptabilité.

« Un ministère, celui qui avait pour chef M. Goblet, a, en 1887, dans sa séance du 15 mars, proposé un projet de loi réglant les attributions du conseil municipal de Paris. Il était disposé dans ce projet, qu'« une indemnité annuelle serait allouée aux conseillers municipaux de Paris et que le maximum de cette indemnité serait fixée à 4,000 fr. ».

« Le projet du Gouvernement, envoyé à une commission, a été rapporté par M. Foliet, le 7 mars 1888, et il y est stipulé :

« Art. 26. — Le conseil municipal pourra allouer à ses membres, à titre de remboursement des frais que nécessite l'exercice de leur mandat, une indemnité qui n'excèdera pas 4,000 fr. par an.

« Les choses en étaient là, lorsque des crises ministérielles et des préoccupations politiques ont empêché le projet de loi de venir en discussion.

« Le moment est venu de reprendre au moins l'article de la loi en ce qui touche l'indemnité à allouer aux conseillers municipaux. La tolérance du Gouvernement ne suffit pas. Il n'y a, en effet, aucun intérêt à laisser violer, même dans de menus détails, les lois et les règlements d'administration publique, et il y aurait peut-être lieu de discuter d'urgence l'article ici visé avant le vote du budget de la ville de Paris, qui aura lieu vers le 28 décembre.

En conséquence, je propose à la Chambre de voter le projet de loi suivant :

« *Article unique.* — Dans la commune de Paris dont le budget des recettes et des dépenses annuelles dépasse 258 millions, le conseil municipal pourra allouer à ses membres, à titre de remboursement des frais que nécessite l'exercice de leur mandat, une indemnité qui n'excédera pas 4,000 fr. par an.

« Signé : A. DESPRÉS, S. PICHON. »

Je demande à la Chambre de vouloir bien déclarer l'urgence de cette proposition.

M. Mesureur. Je demande la parole contre l'urgence.

M. le président. M. Mesureur a la parole contre l'urgence.

M. Mesureur. Je ne retiendrai pas longtemps l'attention de la Chambre; je n'ai qu'un mot à lui dire. C'est la première fois que, devant l'Assemblée actuelle, se présente une question touchant à l'organisation municipale de Paris.

Nous croyons qu'il n'y a pas de question plus intéressante et plus importante. Mais, pour moi, je demande à la Chambre de ne pas l'aborder par un de ses petits côtés, de ne pas faire de loi de circonstance et d'exception à propos de l'organisation municipale de Paris, et de réserver toutes les questions qui y touchent pour les examiner d'ensemble.

Il n'y a d'ailleurs aucune urgence dans la proposition qui vous est faite. Elle n'est pas réclamée par le conseil municipal de Paris lui-même... (*Exclamations ironiques à droite*) ...par la population non plus. Il existe actuellement un *modus vivendi* qui donne satisfaction et au conseil municipal et aux légitimes revendications de la population.

M. Bigot. En violation de la loi !

M. Mesureur. J'estime donc que la proposition de l'honorable M. Després n'a, à l'heure actuelle, aucune raison d'être.

Nous vous demandons de ne pas détacher de l'ensemble de la loi municipale de Paris cet article de loi, alors qu'aucune question urgente, qu'aucune nécessité ne se présente à nous de voter cette disposition.

Le moment viendra où la Chambre actuelle aura à se préoccuper de l'organisation municipale de Paris, mais elle le fera par une étude d'ensemble embrassant à la fois l'administration municipale et l'organisation départementale de la Seine.

Des projets de loi dans ce but sont actuellement soumis au Sénat. D'autres seront soumis ultérieurement à la Chambre actuelle. Nous croyons qu'il est bon de réserver toutes ces questions et de ne pas y procéder hâtivement et par voie d'exception. Je vous demande donc de ne pas prononcer l'urgence sur la proposition de M. Després. (*Très bien! sur divers bancs.*)

M. Armand Després. Je ne conteste nullement qu'il y aurait un grand avantage à faire une loi d'ensemble sur l'organisation municipale de Paris. Seulement je prie la Chambre de remarquer que depuis huit ans il y a une irrégularité regrettable... (*Très bien! à droite*) dans les finances de la ville de Paris, à laquelle vous pouvez remédier rapidement. Depuis huit ans les conseillers municipaux de Paris touchent une somme variant entre 3,000 et 6,000 fr. pour les indemniser des dépenses que nécessite l'exercice de leur mandat. Si vous ne voulez pas voter la proposition de loi que nous vous soumettons, si vous voulez attendre le vote d'un projet complet sur l'organisation municipale de la ville de Paris et du conseil général de la Seine, vous laisserez se perpétuer encore pendant deux ans une irrégularité et un état de choses fâcheux, alors que dans votre esprit comme dans le mien il est naturel qu'il soit alloué aux conseillers municipaux de Paris une indemnité pour le travail considérable auquel ils doivent se livrer.

C'est une simple régularisation que je poursuis. Je désire ainsi mettre fin à un état de choses qui n'est pas admissible dans une bonne administration ; il y a des personnes qui touchent des indemnités, et il n'existe pas de pièces comptables constatant, vis-à-vis de la cour des comptes, qui est-ce qui touche et comment on touche. Il importe pour tous de mettre un terme à ces irrégularités, et cela dépend uniquement de vous.

Quant à nous, nous vous indiquons le moyen d'en sortir; il suffit, en effet, de voter l'article de loi que nous avons rappelé dans notre proposition. Il a déjà été, vous le savez, proposé à la Chambre par l'honorable M. Goblet, qui était certainement un esprit juste et savait combien de temps il faut attendre les lois et les règlements d'administration publique. J'ajoute que le rapporteur de la Chambre a appuyé sans hésitation le projet présenté par M. le ministre de l'intérieur. Il ne s'agit donc pas d'une nouveauté.

Je maintiens donc ma demande d'urgence. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Folliet.

M. Folliet. Messieurs, il ne m'apparaît pas que la proposition de l'honorable M. Després ait le caractère d'urgence qu'il lui attribue. J'aurais compris que M. Després reproduisît le projet d'organisation municipale de la ville de Paris qui a été déposé par le Gouvernement en 1887; mais je comprends plus difficilement qu'il demande à la Chambre de détacher de ce projet une disposition de détail qui, en fait, ne revêt aucun caractère d'urgence. (*Très bien! très bien!*)

J'engage même l'honorable auteur de la proposition à présenter un projet complet dont la Chambre sera saisie, qu'elle pourra faire étudier par une commission spéciale; tandis que la disposition isolée dont il s'agit n'offre, je le répète, encore une fois, aucun caractère d'urgence.

M. Armand Després. Il y a toujours urgence à régulariser une manière de faire qui n'est nullement conforme aux prescriptions de la loi.

M. Folliet. Une situation de fait existe depuis un certain nombre d'années; elle peut n'être pas régulière, mais cette irrégularité n'est pas plus flagrante aujourd'hui qu'elle ne l'était l'an dernier ou il y a deux ans, et cette situation n'exige pas une régularisation immédiate. Il y aurait, au contraire, un intérêt manifeste pour la Chambre à être saisie d'un projet d'organisation municipale de Paris.

Actuellement, la Chambre n'étant pas saisie d'un projet semblable, qui comprendrait une foule de questions qu'il serait très à propos de trancher d'une manière définitive, je crois qu'il n'y a pas lieu de prononcer l'urgence en faveur de la proposition de l'honorable M. Després. (*Très bien! très bien!*)

M. Armand Després. En présence de l'opposition faite par mes anciens collègues du conseil municipal, je retire ma demande d'urgence.

M. le président. Vous maintenez votre proposition?

M. Armand Després. Oui, monsieur le président.

M. le président. La proposition sera imprimée, distribuée et renvoyée à la commission d'initiative parlementaire.

RENVOI D'UNE PROPOSITION DE LOI A UNE COMMISSION

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. de Mahy, ayant pour but la création permanente d'un grand état-major et d'états-majors d'armée.

M. de Mahy. Monsieur le président, je demande simplement le renvoi de ma proposition de loi à la commission de l'armée qui vient d'être élue aujourd'hui même. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la guerre.

M. de Freycinet, *ministre de la guerre*

Je n'avais pas l'intention de monter à la tribune, et je n'ai qu'un mot à dire.

Je désire uniquement déclarer à la Chambre que je ne m'oppose pas au renvoi demandé par l'auteur de la proposition; mais je tiens à ce qu'il soit bien entendu que cette adhésion de ma part n'implique aucune adhésion au fond de la proposition.

Je me réserve de présenter mes objections dans le sein de la grande commission que vous venez de nommer. (*Très bien! très bien!*)

M. de Mahy. C'est bien ainsi que j'entends moi-même le renvoi.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition au renvoi?...

Le renvoi est ordonné.

SUITE DE LA VÉRIFICATION DES POUVOIRS

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport du 11e bureau sur l'élection de M. Le Veillé dans la 1re circonscription de Limoges (Haute-Vienne).

Votre 11e bureau vous propose, messieurs, d'annuler les opérations électorales dans la 1re circonscription de Limoges.

M. Le Veillé a la parole.

M. Le Veillé. Messieurs, votre 11e bureau vous propose d'annuler les opérations électorales dans la 1re circonscription de Limoges.

J'ai demandé la parole... (*Bruit de conversations.*)

M. le président. Monsieur Le Veillé, veuillez attendre que le silence le plus complet se fasse dans la Chambre.

Messieurs, il est impossible que la discussion ait lieu dans ces conditions. La salle des séances n'est pas faite pour les conversations. (*Très bien! très bien!—Le silence se rétablit.*)

M. Le Veillé. J'ai demandé la parole pour combattre à la tribune ces conclusions.

Avant toute chose, messieurs, j'ai le devoir de vous faire connaître quelles sont les impressions actuelles de mes électeurs à Limoges. Dans cet ordre d'idées, je ne puis mieux faire que de vous lire les passages essentiels de l'article d'un journal qui m'est parvenu ce matin même, sous forme d'une requête adressée à l'un de nos collègues, à M. Lavertujon, secrétaire de cette Chambre.

L'auteur de cet article demande à M. Lavertujon, au nom d'un certain nombre d'électeurs de la 1re circonscription de Limoges, de vouloir bien monter à la tribune, lui qui connaît parfaitement ce qui s'est passé dans l'ardeur de la lutte, et de parler en faveur de mon élection. Je me hâte d'ajouter que je doute que M. Lavertujon cède à ces sollicitations.

Voici ce que dit l'auteur de l'article :

« Je vous demande de monter à la tribune et de vous honorer en protestant hautement contre le roman ridicule que tous les habitants de Limoges ont lu avec stupéfaction dans les journaux d'hier. Le prétendu rapport sur ou plutôt contre l'élection de M. Le Veillé, désigné ainsi que vous et non moins régulièrement que vous comme député de la Haute-Vienne, apparaît à tout le monde — c'est le cri public et je n'en affaiblirai pas l'expression — comme un tissu de bourdes et de sottises ». (*Exclamations sur un certain nombre de bancs.*)

M. Bovier-Lapierre. Défendez-vous sans cette pièce!

M. Le Veillé. Je demande à celui qui m'interrompt de cette façon de me laisser maître de ma discussion. Il sait parfaitement que je ne suis pas l'auteur de cet article. Je le prie donc de me laisser continuer. Il appréciera et se prononcera, du reste, quand il s'agira de mettre son bulletin dans l'urne.

Je déclare tout de suite que les expressions dont s'est servi l'auteur de cet article n'atteignent en aucune façon l'honorable rapporteur du 11e bureau, car le rapport n'a pu être fait que sur les protestations qui ont été produites. Elles ne concernent et elles ne visent que les protestataires dont — je le démontrerai tout à l'heure — l'auteur du rapport a été dans l'impossibilité de reconnaître la véracité.

« A entendre son auteur, il semble que l'administration et ses amis aient réussi à accumuler, contre les opérations électorales de la 1re circonscription de Limoges, un amas formidable de griefs, et que cette montagne, en tombant sur la tête du malheureux élu, doive l'écraser, le pulvériser, l'anéantir sans rémission. Regardez-y de près : cette prétendue montagne n'est, en réalité, qu'un petit tas de balayures, bien péniblement recherchées... (*Bruit à gauche.*)

M. Bovier-Lapierre. C'est aimable pour le rapporteur.

M. Le Veillé. J'ai déjà déclaré, mon cher collègue, que les épithètes employées par le rédacteur de cet article ne peuvent en aucune façon atteindre M. le rapporteur. Je le répète pour la seconde fois et je vous prie de vouloir bien me croire. (*Parlez! parlez! à droite.*)

« Un coup de vent n'est pas nécessaire pour disperser ces brimborions, auxquels la patience administrative a pu seule donner quelque apparence de solidité : ce serait assez du souffle d'un enfant. Ajoutera-t-on foi, à Paris, à de telles billevesées? Ce n'est guère probable. Ce que je puis vous affirmer, c'est qu'à Limoges, beaucoup s'en sont indignés et tout le monde en a ri.

« Car enfin, ce n'est pas à cent lieues d'ici que s'est déroulée la période électorale; c'est à Limoges même et sous nos yeux. Nous avons tous été témoins des incidents et des épisodes de la lutte. Nous avons tous vu les troupes de l'administration prendre leurs positions et serrer leurs rangs à la veille du combat; nous avons tous assisté aux préparatifs du scrutin et ce ne sont pas, vous le savez comme moi, les amis de M. Le Veillé qui ont présidé à ces préparatifs. De M. Le Veillé, du reste, il n'était pas question une semaine avant le premier tour. On se demandait s'il y aurait ou non un candidat boulangiste. On parlait de tout le monde et de personne. Vous devez même vous rappeler, monsieur, qu'on annonçait le début du citoyen Bazire, une basse profonde, — et qu'à notre grande stupéfaction à tous, ce fut un trial, M. Le Veillé, que nous vîmes un beau matin descendre du chemin de fer. » (*Bruit à gauche.*)

Messieurs, je vous demande un peu de patience. Je vous prie de remarquer que j'use de mon droit de défense, droit que vous avez jusqu'ici réservé à tout le monde. J'espère que vous me l'accorderez également. (*Très bien! très bien! à droite.*)

M. Henri Lavertujon. Voulez-vous me permettre de vous demander dans quel journal cette lettre a paru?

M. Le Veillé. Si je le savais, mon cher collègue, je vous l'aurais dit moi-même. (*Exclamations à gauche et au centre.*)

M. Henri Lavertujon. Dans tous les cas, je déclare que je n'ai pas reçu cette lettre.

Si M. Le Veillé m'autorise à ajouter un mot, je le prierai de vouloir bien me tenir en dehors de ce débat. Je ne me suis pas mêlé de son élection devant le 11e bureau. Le hasard m'avait même désigné pour faire partie de la sous-commission chargée de l'examiner : je me suis récusé. Ne me sentant pas suffisamment impartial, j'ai préféré m'abstenir de la juger.

Voilà pourquoi je n'ai pas pris part à la discussion dans le 11e bureau, et voilà pourquoi tout à l'heure je ne prendrai pas part au vote. (*Très bien! très bien!*)

J'ajoute que je n'aurais même pas prononcé ces quelques paroles, si M. Le Veillé ne m'avait directement pris à partie. (*Très bien! très bien!*)

A droite. C'est une conduite très loyale.

M. Le Veillé. J'ai indiqué au début de ces observations, que j'avais reçu, ce matin, ces feuilles imprimées envoyées de Limoges, et qu'elles étaient adressées, sous la forme d'une requête, à M. Lavertujon.

La personne qui me communique l'article ne me dit pas si, préalablement, il en a donné le texte à M. Lavertujon. Par conséquent la bonne foi de notre honorable collègue n'a rien à faire dans la question.

Vous désirez connaître quel est le signataire de cet article? C'est un journaliste de Limoges.

Voix à gauche. Qu'est-ce que cela nous fait?

M. Le Veillé. Il est possible que cela ne vous fasse rien : mais cela m'intéresse beaucoup (*Très bien! très bien! à droite*), et je me permets, à ce titre, de donner lecture de l'article en question. Si vous voulez juger mon élection sans entendre ma défense, il est absolument inutile que vous restiez dans la salle pour me troubler par vos interruptions.

Le signataire est donc un journaliste de Limoges et j'ajoute même, pour que votre religion soit bien éclairée, qu'il n'est pas de mes amis et qu'il écrit dans un journal monarchiste. (*Exclamations et rires à gauche.*)

Si vous vouliez bien me faire connaître la cause de vos rires, vous me feriez plaisir. Permettez-moi de vous dire que dans la presse, quelle quelle soit, monarchiste ou républicaine, on rencontre des hommes loyaux, honnêtes, absolument incapables d'annoncer une fausse nouvelle. En tous cas, M. Lavertujon est présent et vos rires m'autorisent à lui demander à lui-même s'il ne considère pas ce journaliste comme un parfait honnête homme.

M. le président. M. Lavertujon vous a déjà répondu qu'il voulait rester étranger à la discussion de votre élection.

M. Le Veillé. Eh bien! alors que mes collègues n'insistent pas sur ce point.

Je continue ma citation :

« En attendant, les candidats s'escrimaient à qui mieux mieux. M. Georges Perin faisait appel à sa vieille garde radicale, de laquelle néanmoins une habile diversion détachait des bataillons entiers, etc... »

Je passe l'alinéa suivant, qu'il n'est pas nécessaire de lire, et j'arrive au passage qui relate mon arrivée à Limoges :

« Cependant M. Le Veillé était arrivé à Limoges. C'est à peine si on lui accorda un regard distrait. Inconnu la veille, il était tout aussi inconnu le lendemain. Il chercha, sans grand succès, à produire un peu d'effet dans ce vilain procès du Cirque, sur lequel j'aurai à revenir plus loin. Il posa enfin sa candidature. Par ci par là, entre le prodigieux amas d'affiches de M. Le Play et de son patron, de M. Perin et de son comité, il put trouver quelques petites places vides; il y colla sans bruit les bandes légères qui portaient son nom, ses petits placards de cinquante centimètres et sa petite profession de foi, « maigre » comme sa personne.

Cette expression seule suffit à vous indiquer qu'elle n'émane pas d'un ami. Son auteur aurait pu employer le mot « mince » pour me flatter; mais il a préféré se servir d'une expression, qui n'est pas très favorable à ma personne : « maigre ». (*On rit.*)

« Au jour du scrutin, M. Le Veillé eut un succès d'estime, et on annonça le lendemain que, satisfait de l'expérience, il allait repartir comme il était venu.

« Mais M Perin avait réuni moins de voix

que son concurrent M. Le Play : fidèle à sa parole, il immola sa candidature sur l'autel de la patrie, avec le sabre que lui tendirent en pleurant les eunuques du Gouvernement. Toujours digne et généreux, il quitta Limoges en secouant la poussière de ses sandales. On réussit, par toutes sortes de moyens, à empêcher une autre candidature radicale de se produire, et M. Le Play put enfin entonner à pleine voix le grand solo de la concentration...

« L'ivresse commençait à le gagner quand tout à coup il aperçut M. Le Veillé qui se dressait en face de lui et sur le visage duquel se dessinait un sourire goguenard. Le candidat boulangiste, voyant que M. Perin partait, s'était décidé à rester, et il commençait cette rude campagne qui devait se terminer par la défaite de M. Le Play et fournir plus tard à un député fort compétent en toute autre matière sans doute, mais très ignorant de l'élection qu'il a prétendu rapporter, les éléments du factum sur lequel je me permets, monsieur le député, d'appeler toute votre attention. »

Ici on fait mention de la campagne ardente que j'ai continuée dans la ville de Limoges.

M. Pichon. Vous nous lisez là les épreuves d'un article de journal ?

M. Le Veillé. Eh bien, après ?

M. Pichon. Cela prouve que vous connaissez le journal. Vous prétendiez ne pas le connaître.

M. Le Veillé. Je n'ai pas dit cela, ne vous en déplaise. L'auteur de l'article est M. Louis Guibert, journaliste. Si cela ne vous suffit pas, quelles explications vous faut-il donc ?

M. Gotteron. M. Louis Guibert est le chef de la réaction limousine. (*Exclamations à gauche.*)

M. Le Veillé. Si vous vous étiez donné la peine de m'écouter, vous sauriez que j'ai dit que M. Louis Guibert était un journaliste monarchiste de Limoges. Je n'avais donc nullement besoin de voir votre affirmation corroborer mes paroles. J'ai l'habitude de garder une attitude extrêmement nette et de dire la vérité en toutes choses, et je m'empresse aussi de reconnaître la loyauté partout où elle existe. (*Mouvements divers.*)

Je continue :

« Nous avons assisté, et vous avez assisté comme nous, monsieur le député, à la lutte inégale, vaillante, je dirais presque héroïque, de ce petit avocat sans causes et sans amis contre ce grand propriétaire entouré de sympathies qui tendaient les bras, et de dévouements qui s'offraient. Vous avez vu d'une part toutes difficultés aplanies, toutes choses facilitées, toutes dépenses aisément et largement couvertes; de l'autre, un personnel peu nombreux et sans grande influence, une évidente insuffisance de moyens et de ressources.

« Vous avez vu ce coffre-fort énorme aux prises avec cette modeste tire-lire; ce candidat bien accueilli et choyé de tous, écrasant cet inconnu de ses millions, de ses relations étendues, de sa position sociale, de sa notoriété personnelle, du nom illustre de son père... Et, comme si ce n'était pas assez de toutes ces supériorités, vous avez vu l'administration combattant à visage découvert pour M. Le Play, la préfecture collant amoureusement ses placards auprès des affiches du candidat de son cœur, le parquet poursuivant ses adversaires, et les juges les condamnant.

« Et c'est M. Le Play qui aurait été la victime de cette situation ? »

Je ne poursuivrai pas plus loin, pour le moment du moins, ces citations. Je vais prendre pied à pied le rapport de M. Cabart-Danneville et, si vous le permettez, si vous voulez bien, pour un instant, faire trêve aux conversations particulières... (*Rumeurs au centre et à gauche. — Approbation à droite et sur quelques bancs à l'extrémité gauche de la salle.*)

M. le président. L'orateur, messieurs, ne fait que revendiquer le droit qu'il a d'être écouté par la Chambre. (*Assentiment.*)

M. Le Veillé. Messieurs, nous assistons dans cette Chambre à un phénomène bien curieux, c'est que, quand un orateur de l'opposition est à la tribune, il se produit régulièrement sur les bancs de la gauche des cris, et, quand il réclame le silence, immédiatement des clameurs s'élèvent... (*Nouvelles rumeurs au centre et à gauche.*) Oui, messieurs, j'ai dit : Orateur de l'opposition, et je crois en être. (*Très bien! très bien! à droite et sur quelques bancs à l'extrémité gauche de la salle.*)

M. Jules Delafosse. C'est pour cela qu'on veut vous invalider !

M. Le Veillé. D'ordinaire, les républicains, surtout les radicaux, ont inscrit dans leurs programmes le principe du respect de la parole : je leur demande de vouloir bien se conformer, tout au moins pour aujourd'hui, à ce programme.

M. Leydet. Ne vous adressez pas à l'extrême gauche, qui vous écoute.

M. Le Veillé. Monsieur Leydet, je constate que vous êtes de ceux qui, en ce moment, donnent l'exemple du respect des principes républicains... (*Nouvelles rumeurs à gauche et au centre*)... et je n'ai qu'un regret, c'est que vos collègues ne vous suivent pas tous dans cette voie. (*Mouvements divers.*)

Voici le rapport de M. Cabart-Danneville :

« Ont obtenu :

« MM. G. Le Veillé ..... 7.292 voix.
Le Play..... 6.981 —

« M. Le Veillé, ayant obtenu la majorité, a été déclaré élu par la commission de recensement.

« Ainsi, dans l'intervalle du 1er au 2e tour de scrutin, le nombre des voix républicaines, qui était de 11,665, est descendu à 6,981. »

Ici, je ne m'arrête pas à des insinuations qui visent directement mes électeurs et ne les peuvent atteindre, car s'ils étaient appelés à procéder à un second tour de scrutin, nul doute, à mon avis, que les républicains qui ont porté leurs voix sur mon nom soient peu flattés de se trouver, par l'honorable rapporteur, traités de réactionnaires.

J'ai posé ma candidature sur le terrain nettement républicain, et je ne crois pas qu'il soit nécessaire, dans un rapport, de faire des insinuations de cette nature.

Je continue :

« M. Le Veillé obtient 4,487 voix de plus qu'au 1er tour. » C'est exact. Entre les deux tours de scrutin mon adversaire a gagné 800 voix. J'en ai gagné, quant à moi, près de 4,500 et je vous expliquerai moi-même à cette tribune pour quelles raisons et dans quelles conditions a pu se produire cette différence dans le nombre de voix que mon adversaire et moi nous avons respectivement recueillies.

« Il est vrai que, dans l'intervalle, dit encore M. le rapporteur, il a ajouté à son épithète de candidat du général Boulanger celle de « radical socialiste ».

Ici, messieurs, je ne dirai qu'un mot. J'estime que, quand un rapport est présenté à la Chambre, il ne doit, en aucune façon, égarer, mais, au contraire, éclairer sa religion. Il est nécessaire d'expliquer et de vérifier toutes choses.

M. le rapporteur a eu entre les mains, pendant près de trois semaines, non seulement les pièces, mais encore les journaux qui ont trait à toute la période de lutte. Il a eu entre les mains les articles que j'ava rédigés moi-même.

Voici une profession de foi bien légère, « mince », comme ma personne, ainsi que l'indiquait tout à l'heure le journaliste monarchiste. Elle commence par ces mots : « Le comité républicain national de Limoges, approuvé dans son choix par le général Boulanger, présente à vos suffrages le nom d'un socialiste dans la 1re circonscription. »

Dans le journal *le Rapide*, du 19 septembre, qui reproduisait cette profession de foi se trouve le même mot « socialiste ».

L'Electeur limousin, enfin, journal fondé quatre jours avant le vote pour me combattre, alors qu'on commençait à comprendre que je devenais dangereux, l'a également reproduit d'après des bandes collées à mon nom sur les murs et sur la première bande, on lit :

COMITÉ RÉPUBLICAIN NATIONAL DE LIMOGES

Georges Le Veillé

Avocat à la cour d'appel de Paris,

Républicain - Revisionniste - Socialiste.

Eh bien, je vous le demande à vous, messieurs, toute opinion de parti mise à part, est-ce que M. le rapporteur qui avait entre les mains ces articles de journaux, cette profession de foi qui faisaient mention de cette épithète « socialiste » avait quelque raison de prétendre qu'au premier tour de scrutin je ne l'avais pas prise et que je n'y avais eu recours que lors du second tour ? Il y a là un fait de loyauté sur lequel j'appelle votre attention, parce que nous en rencontrerons bien d'autres de même nature au cours de ce rapport. Il était bien facile à M. le rapporteur de vérifier les faits et de ne pas avancer une chose inexacte, destinée à tromper votre religion. »

Il continue ainsi :

« Mais cela ne suffit pas à expliquer le succès de M. Le Veillé. Les trois protestations jointes au dossier donnent seules une explication du fait. »

Et là, chose bien singulière, le rapporteur vous indique qu'il a acquis, comme la commission tout entière, la conviction que les signataires de cette protestation étaient tous honorables. Je n'y contredis pas pour mon compte, je n'en connais pas un; par conséquent, je ne puis discuter leur honorabilité; mais ce qui me frappe dans le rapport de l'honorable M. Cabart-Danneville, c'est qu'il analyse les deux protestations pour dire :

« Il semble qu'aucune des signatures apposées à la fin de la seconde protestation ne se trouve sur la première. » Ainsi, voici un rapporteur qui a eu pendant trois semaines, je le répète, les protestations entre les mains; il a acquis la certitude absolue que les signataires sont d'honnêtes gens, et il ne sait même pas si les signataires de la seconde protestation sont ceux de la première ! A quoi a-t-il bien pu passer son temps ? Je vous le demande. (*Rires.*) Il examine les protestations, il en regarde les signatures, et tout cela pour aboutir à les juger sur l'apparence; il ne sait pas si les signataires sont les mêmes, et il les juge honorables ! (*Exclamations à droite.*)

Je passe; cela suffit à vous indiquer quel ordre d'idées et quel esprit ont présidé à l'élaboration de ce rapport.

La première protestation est basée sur les faits suivants :

« Une manifestation avait eu lieu au Cirque le 2 septembre dernier; des repris de justice, embrigadés par des meneurs boulangistes, avaient assommé des citoyens paisibles. Ce fait est attesté par un jugement rendu contre ces meneurs, etc. »

Voilà donc le premier fait allégué.

Je vous rappelle pour mémoire que je me suis présenté dans Limoges n'y connaissant personne et y étant inconnu moi-même; j'y suis arrivé dans la nuit du 16 au 17 septembre. (*Exclamations et rires sur quelques bancs à l'extrémité gauche de la salle.*) Mon éminent ami Georges Laguerre était allé... (*Réclamations à gauche et au centre. — Interruptions.*)

Mais, messieurs, j'ai bien le droit de traiter d'éminent mon ami M. Georges Laguerre. (*Rumeurs à gauche. — Bruit.*)

Un membre. Certainement.

M. Le Veillé. M. Georges Laguerre était allé, dis-je, sur l'appel des revisionnistes de Limoges, faire une conférence au Cirque; la réunion était exclusivement privée. La police de Limoges, favorable, comme toute la police française, aux revisionnistes (*Exclamations et rires sur divers bancs*), s'était absolument refusée, à deux reprises différentes, et malgré la demande, même écrite, de nos amis, à établir un service d'ordre. Le cirque est construit en planches, et, au moment où les nôtres y pénétraient, munis de leurs cartes, une poussée formidable s'est produite; une trentaine d'individus environ défoncèrent les planches, quelques-uns même s'emparèrent de quelques gradins. Pendant plus d'une heure M. Laguerre se trouva dans l'impossibilité de prendre la parole. (*Rumeurs sur divers bancs à gauche et au centre.*) C'est ainsi, messieurs! Je suis heureux d'entendre vos protestations, qui viennent corroborer la mienne. (*Exclamations et rires à gauche et au centre.*) J'allais qualifier ces manœuvres d'une façon extrêmement vive, et je constate avec une grande satisfaction que vous pensez comme moi. (*Nouveaux rires sur les mêmes bancs.*) Ici ce n'est plus moi qui parle. Voici, messieurs, l'appréciation du journaliste en question :

« Le rapport prétend que « des repris de justice embrigadés par des meneurs boulangistes » ont « assommé des citoyens paisibles ». Je dis et vous savez comme moi, monsieur Lavertujon, que cela n'est pas vrai. Vous savez que ces citoyens paisibles criaient, sifflaient, hurlaient comme des énergumènes, depuis plus d'une heure, et empêchaient deux mille citoyens d'entendre un discours que ceux-ci témoignaient hautement le désir d'écouter. Vous savez que, s'il y a eu embrigadement, il y a été procédé non par les boulangistes — la personne prévenue du fait a été acquittée, — mais par des gens ayant annoncé qu'ils sauraient troubler la réunion projetée et empêcher M. Laguerre de parler. J'ai assisté aux débats de l'affaire devant le tribunal de première instance, et mes souvenirs de l'audience ne sont pas moins précis que ceux de la réunion.

« Je sais que le tribunal et la cour d'appel ont condamné les prévenus. Je n'ai pas le droit d'écrire ici ce que je pense de ce jugement et de cet arrêt; mais il m'est permis de dire que, moi, témoin, je n'aurais pas prononcé le premier, encore moins le second, par conséquent. »

Messieurs, voilà ce qui s'était passé et alors que 2,000 citoyens réunis avaient voulu maintenir à l'orateur son droit de parole : il s'était produit des bagarres et des bousculades, et ce ne sont pas ceux qui avaient défoncé le cirque qui ont été condamnés, mais ceux qui avaient expulsé les perturbateurs.

C'est là cependant ce qu'on me reproche, à moi candidat arrivé quinze jours après, comme l'un des griefs entachant mon élection. (*Exclamations à droite.*)

Oui, messieurs, c'est écrit tout au long dans le rapport, et M. le rapporteur ajoute : Je n'y attache pas beaucoup d'importance, mais cela a pu vicier l'élection dans une certaine mesure.

On parle encore d'une dépêche de M. Georges Laguerre, imprimée en gros caractères dans le *Rapide du Centre*, journal boulangiste, numéro du 22 septembre, félicitant les boulangistes de leur condamnation et ajoutant que leurs juges seraient jugés le lendemain!

En effet, le procès du Cirque avait été entamé la veille de l'élection. Je n'entends pas dire que ce fût une manœuvre électorale; vous le pensez bien? Il m'a servi au contraire, car j'y ai plaidé en qualité d'avocat. Ce qu'il y a de certain, c'est que M. Laguerre, qui savait pertinemment les faits, a envoyé une dépêche de félicitations à nos amis. Cette dépêche de félicitations a été rendue publique, mais non par mes soins, car je n'étais pas intéressé dans la question. Ce que M. le rapporteur oublie de dire, c'est que, dans l'*Electeur limousin*, a paru une lettre qui constituait une pression plus scandaleuse que la dépêche de Georges Laguerre, et qui — chose singulière, alliance de la carpe et du lapin! — émanait de M. Allemane qui venait défendre la candidature modérée. La voici :

« Le comité de la honte nationale... » C'était le comité qui soutenait ma candidature. « Le comité de la honte nationale, dit l'*Electeur limousin*, ayant annoncé faussement l'arrivée prochaine dans la Haute-Vienne de MM. Déroulède et Laguerre, etc... nous avions demandé à M. Allemane de nous soutenir; il nous répond :

« Paris, le 2 octobre 1889.

« Mon vieux camarade,

« A mon grand regret, je ne puis me rendre à l'appel de mes amis de Limoges ; de trop grandes préoccupations m'accablent en ce moment. Je le regrette d'autant plus que c'eût été un plaisir pour moi de serrer la main aux militants et de combattre les ennemis de la République.

« J'ose espérer que la besogne sera faite quand même, et que le césarisme sera traité comme il le mérite.

« J'engage les camarades à demander au sieur Déroulède où il a gagné sa croix, et au « grand républicain » Laguerre s'il se souvient du temps où il fréquentait les salons de M. Thiers et le confessionnal. » (*Applaudissements et rires sur plusieurs bancs à gauche.*)

J'aurais été surpris que deux ou trois applaudissements ne vinssent pas souligner cette phrase.

Vous critiquez, messieurs, une dépêche adressée à mes amis par Georges Laguerre, mais vous applaudissez une autre dépêche où l'on se permet de demander à M. Déroulède, qui est, je pense, un patriote, où il a gagné la croix de la Légion d'honneur. Eh bien, il l'a gagnée sur le champ de bataille, et le signataire de cette lettre n'en a pas fait autant. (*Très bien! très bien! à droite et sur quelques bancs à l'extrémité gauche de la salle.*)

« A la veille du scrutin, disent encore les protestations et M. le rapporteur, des brochures ont été distribuées relatant la vie du général Boulanger. »

La veille du scrutin! Il était facile encore à M. le rapporteur de se renseigner sur ce point. Voici un journal qui n'émane pas de mes amis, je vous le garantis, le *Petit Centre*; il indique bien que ce n'est pas la veille du scrutin que les brochures ont été distribuées, car il dit, à la date du 26 septembre : « Nous apprenons de source certaine que les camelots boulangistes ont envahi notre département, répandant l'or et les brochures à profusion. »

Ainsi, le 26 septembre, le journal *le Petit Centre* constate que la distribution des brochures a eu lieu, ce qui n'empêche pas M. le rapporteur de dire que les brochures ont été distribuées la veille du scrutin. Nous reviendrons du reste tout à l'heure sur ce point.

On ajoute : Ce fait a d'autant plus d'importance, que, la veille encore du scrutin, M. Le Veillé faisait dire partout que le Président de la République était assassiné, que le général Boulanger était rentré triomphant dans Paris et installé au ministère.

Comme si j'étais assez naïf pour penser qu'une cité ouvrière de 70,000 habitants va croire de pareils récits, alors qu'il existe encore des préfets et des magistrats pour punir les fausses nouvelles et placarder des affiches blanches!

M. Le Veillé, dit M. le rapporteur, la veille du scrutin, pour se donner une apparence officielle, a apposé des affiches sur papier blanc, et ce qui le prouve, c'est qu'il y a eu des condamnations prononcées: il y en a eu 63 dans Limoges et une seule à Ambazac, à 35 fr. d'amende.

M. le rapporteur ne connaît pas très bien son droit, je le lui pardonne; il n'est ni magistrat ni avocat. (*Rumeurs à gauche.*)

Mais il aurait pu se renseigner et savoir que pour apposer une affiche blanche on n'est pas passible de 35 fr. d'amende.

Ce qui est vrai, c'est que 63 affiches ont été placardées dans Limoges, et 35 dans Ambazac. M. le rapporteur n'en fait pas la différence. Il m'a demandé, sur le vu de mes affiches, ma parole que d'autres affiches n'avaient pas été placardées. Je la lui ai donnée. Evidemment, il ne pouvait pas me dire : vous donnez votre parole d'honneur, mais je n'y crois pas. Il dit : ce qui prouve qu'il y a eu différentes affiches, c'est qu'il y a eu des condamnations à des taux différents. Or, cela n'est pas exact, et quant aux affiches blanches, messieurs, en voici le spécimen. Je vous donne ma parole d'honneur que pas une affiche de couleur plus blanche n'a été placardée sur les murs de Limoges. Il suffit de regarder cette affiche pour voir qu'elle n'est pas blanche. (*Mouvements divers.*)

M. Le Hérissé. Comment, d'ailleurs, M. Le Veillé aurait-il pu faire croire qu'il était candidat officiel?

M. Le Veillé. Au surplus, j'ai pris soin d'en apporter une preuve plus décisive ; elle vous fera juger de l'intelligence de l'administration.

Si j'avais demandé à l'administration de timbrer mes affiches, elle eût refusé, puisqu'elle s'en faisait un grief contre moi. Mais j'ai prié mon imprimeur de faire passer des feuilles de papier identique au papier de cette affiche dans un lot de papier bleu, rouge, vert, et de soumettre le tout au timbre: l'administration a apposé sur toutes les feuilles, indistinctement, le timbre de 6 centimes, les considérant, par conséquent, comme papier de couleur.

D'ailleurs, ce qu'on vous reproche, m'a dit en dernière analyse M. le rapporteur, ce n'est pas la couleur de vos affiches, c'est d'avoir annoncé dans ces affiches que le ministère était renversé et que le général Boulanger était au ministère de la guerre.

Si je vous lisais cette affiche, vous verriez qu'il n'est aucunement question de cela.

Voici les derniers arguments de M. le rapporteur. Il vous dit : Il y a eu des menaces exercées à l'endroit d'un conseiller municipal, du préfet de la Haute-Vienne et de M. Maurice Lagrange, rédacteur au *Petit centre*.

Messieurs, j'appelle sur ce point votre attention. Vous allez voir combien peu sérieux sont les griefs qu'on me reproche et combien nombreux il a fallu les réunir pour en cacher la nudité.

Voici le journal qui relate le commencement de cette scène; il porte la date du 29 août 1889. Il indique quel a été le début de

la querelle entre MM. Lagrange et Baretaud, qu'on traitait tout à l'heure de meneur boulangiste, et qui est un des avocats les plus estimés de Limoges. Il est estimé à ce point qu'il a eu l'honneur de se battre avec un de nos collègues et d'être candidat contre lui aux élections dernières.

Il s'est trouvé, sur une question particulière, en désaccord absolu avec M. Maurice Lagrange, rédacteur au *Petit Centre*. Des menaces avaient été échangées, des lettres adressées au préfet de la Haute-Vienne et au procureur de la République par M. Lagrange, les prévenant qu'il ne sortirait plus sans son revolver.

Or, un jour, M. Baretaud le rencontrant en haut des marches d'un escalier, le saisit au collet et lui dit : « Eh bien, monsieur, avez-vous sur vous votre revolver ? »

Voilà le fait qu'on me reproche : menaces à M. Lagrange. Cela s'est passé, comme je l'indique, postérieurement au 29 août; c'est moi qui ai plaidé lors du second procès, le 23 septembre, et on me reproche le fait, à moi candidat, comme ayant exercé des pressions et des menaces sur les habitants de Limoges.

Le rapporteur continue :

« Des bruits perfides tels que l'annonce de l'assassinat du Président de la République, de l'entrée triomphale du général Boulanger à Paris, n'ont cessé de circuler pendant la période électorale », et enfin il relève « l'augmentation des impôts à dater du 1er janvier 1890. »

Je m'arrête un instant sur ce point : l'augmentation des impôts à dater du 1er janvier 1890.

On reproche au journal de mes amis, d'avoir mis dans la bouche de notre éminent collègue, M. Jules Roche, ces paroles : « Les impôts seront augmentés. » Mais M. le rapporteur, qui avait en mains cet article de journal, aurait pu ne pas négliger la ligne qui le commence et que voici : « Nous lisons dans le *Salut public* de Lyon. » Par conséquent, la bonne foi du journal qui soutenait ma candidature est absolue. Ce n'est pas lui qui assure le fait; il dit : « Nous l'empruntons au *Salut public* de Lyon », et il en laisse tout naturellement à ce journal la responsabilité. (*Mouvements divers.*)

Ce qui a été dit, le voici, la Chambre appréciera :

« Un économiste qui n'est pas un ennemi du gouvernement actuel examine l'excès des dépenses publiques qui se traduit pour nous par l'accroissement continu des impôts.

« Encore ce que nous payons ne représente-t-il pas tout ce que nous dépensons, et il faut vous attendre à payer encore davantage, car l'Etat emprunte sournoisement et s'endette de bien des façons. Il y a l'emploi des fonds des caisses d'épargne, il y a les garanties d'intérêts que l'Etat donne aux capitaux affectés à une foule de grands travaux publics, tels que ports, chemins de fer, canaux, sociétés de navigation, etc. Il y a surtout les dépenses du budget extraordinaire qui angmentent chaque année, la dette flottante qui est considérable, et à la consolidation de laquelle il faudra affecter des ressources spéciales, c'est-à-dire de nouveaux impôts. »

Je vous demande, messieurs, si vous invalideriez une élection pour cet article. Il y est bien question, vous le voyez, de l'augmentation des impôts. Eh bien, ce n'est pas moi ni mes amis qui avons fait cet article ; il est extrait de l'*Almanach limousin*, organe de mon adversaire, et, par conséquent, quand le journal qui soutenait ma candidature parlait de nouveaux impôts, il ne s'appuyait que sur des extraits des publications de mon concurrent.

M. le rapporteur dit encore qu'à la dernière heure mes amis, pour tromper les électeurs, avaient fait figurer dans le journal, un tableau intitulé « Etat des pertes faites au Tonkin depuis 1885 », et M. le rapporteur, avec une excessive bonne foi, ajoute : « Pour mieux semer cette opinion dans l'esprit des électeurs de Limoges, le journal allait jusqu'à dire que c'était une citation du *Journal officiel*. Et c'était mensonger. »

C'était mensonger ! Messieurs, je suis de ceux qui désirent que nos deuils et nos douleurs ne soient pas à chaque instant étalés...

M. le rapporteur. Voulez-vous citer la date du *Journal officiel ?* Vous verrez si ce n'est pas mensonger.

M. Le Veillé. Parfaitement ! Je vais vous donner cette date à l'instant même.

M. le rapporteur pouvait aller à la bibliothèque consulter le *Journal officiel;* il ne lui était pas difficile de se renseigner, et avant de déclarer dans son rapport que nos amis avaient commis des mensonges pour détourner l'opinion publique, il avait le devoir, comme j'en avais le droit et comme je l'ai fait, de consulter le *Journal officiel*.

M. le rapporteur. Le *Journal officiel* du 29 février 1889 ?

M. Le Veillé. C'est le *Journal officiel* du 28 février. (*Exclamations.*)

M. le rapporteur. Vous avez dit du 29.

M. Le Veillé. Messieurs, il y a là une confusion que véritablement M. le rapporteur aurait bien pu négliger.

Je ne pense pas qu'il y ait un seul de vous qui ne sache que dans les années bissextiles seules le mois de février compte 29 jours. Or, l'année 1889 n'est pas une année bissextile. (*Rires à droite.*)

Mais le *Journal officiel* du 28 février paraît le 29 dans les départements. Par conséquent, quand le journaliste a écrit « dans le *Journal officiel* du 29 février », il a entendu parler du journal qui est parvenu à Limoges le 29 février.

A gauche. Comment ! mais il n'y a pas de 29 février en 1889.

M. Le Hérissé. Il voulait dire le 1er mars.

M. Henri de Lacretelle. C'est vous qui créez le 29 février.

M. le rapporteur. Ce n'est ni dans le journal du 28 février, ni dans le journal du 1er mars.

M. Le Veillé. Je vous en prie, messieurs, ne me faites pas dire ce que je ne dis pas. Je lis : « Relevé à la date du 28 février dernier ; voyez le *Journal officiel* du 29. » Par conséquent, ce n'est pas moi qui marque cette date du 29, puisque je viens d'indiquer que le mois de février n'avait, cette année, que 28 jours. Je prends simplement la date fixée par le journal.

Eh bien, je dis que M. le rapporteur aurait parfaitement pu se renseigner comme je l'ai fait. Si je l'ai trouvé, moi, il pouvait le trouver aussi bien.

Voici ce que je lis dans le *Journal officiel*, à la date du 28 février 1889 :

« *M. Andrieux.* Et là, messieurs, il faut énumérer les hommes qui sont sortis des hôpitaux et qui ont été renvoyés comme impropres au service.

« En 1885 7779 hommes impropres au service.

« En 1886, 9,960 hommes impropres au service.

« En 1887 5,900 hommes impropres au service.

« Pour 1888 je n'ai les chiffres que jusqu'au mois de septembre et pendant cette période, de janvier à septembre 1888, je trouve 5,000 hommes impropres au service.

« *M. Le Provost de Launay.* Et il n'y a ni pensions ni secours pour les familles.

« *M. Andrieux.* Si bien que les chiffres sont ceux-ci pour une période de moins de quatre années :

« Impropres au service, 28,639.

« Morts, 7,930.

« C'est, par conséquent, un total de 36,569 hommes que je puis considérer comme perdus pour l'armée française pendant une période de quatre années. »

Regardez ce tableau que je vous présente :

« Etat des pertes que nous avons faites au Tonkin depuis 1885.

« La France a perdu au Tonkin depuis 1885, c'est-à-dire depuis la prétendue pacification du pays, et sans compter les hommes qui sont morts pendant la guerre contre la Chine, avant le traité de Tien-Tsin, en tout 36,569 hommes.

« Voyez le *Journal officiel* du 29. »

Le journal a pu se tromper d'un jour dans la date, il était facile de rectifier; mais ce qu'il y a de certain, c'est que le tableau n'est pas mensonger, car il est extrait du *Journal officiel*, comme le journaliste l'a dit. (*Vives exclamations à gauche.*)

M. Gotteron. Ce tableau est extrait du discours de M. Andrieux! (*Très bien! très bien! à gauche.*)

M. Le Veillé. Le discours de M. Andrieux était au *Journal officiel*, monsieur Gotteron. (*Nouvelles exclamations à gauche.*)

Un membre à l'extrémité gauche. Les chiffres de M. Andrieux ont été apportés à la tribune.

M. Laguerre. Dites donc, monsieur Le Veillé, que ces chiffres sont officiels et n'ont été contestés par personne.

M. Le Veillé. Permettez ! Je comprends parfaitement l'émotion de M. Gotteron, c'est mon adversaire politique, et il est député de la Haute-Vienne comme moi. Il n'appartenait pas à l'ancienne Chambre, et comme il n'a pas consulté, lui non plus, le *Journal officiel*, il ne sait pas si ces chiffres ont été contestés ou non.

M. Le Hérissé. Ils ne l'ont pas été.

M. Gotteron. J'ai lu la discussion !

M. Le Veillé. Puisque vous avez lu la discussion, monsieur Gotteron, vous avez dû voir que les ministres étaient à leurs bancs, que certains orateurs ont répondu à M. Andrieux et qu'aucun des chiffres indiqués comme exacts n'a été contesté. (*Très bien ! très bien! à droite.*)

M. Etienne, *sous-secrétaire d'Etat des colonies.* L'amiral Jaurès a répondu ; vous faites erreur!

M. Le Veillé. Je ne conteste pas que l'amiral Jaurès ait répondu, mais ce que je dis, c'est que ces chiffres sont officiels et pris dans des documents officiels.

M. le sous-secrétaire d'Etat des colonies. C'est une erreur absolue !

M. Le Veillé. Maintenant j'aborde un autre ordre d'idées.

Evidemment, si le rapport n'avait contenu que ces griefs contre moi, la Chambre ne les aurait pas retenus, mais il fallait corser un peu la situation et on l'a fait; voici comment :

« M. Le Veillé a fait répandre des bruits absolument calomnieux contre M. le Play. »

Ici, messieurs, j'entends dégager d'une façon absolue ma responsabilité; j'entends le faire hautement, non-seulement parce que je dis la vérité, mais encore parce qu'il existe dans cette Asssemblée un homme dont le nom a été prononcé à cette occasion, l'honorable M. Flourens. Des documents m'avaient été apportés, j'ai refusé d'en prendre connaissance, j'ai refusé d'en user.

J'ai l'honneur d'être avocat à la cour d'appel de Paris. Je suis de ceux qui pensent que l'avocat se déconsidère et que l'homme se dégrade lorsqu'il s'abaisse à prendre pour arme la calomnie et l'outrage. Dans la lutte dernière je n'ai jamais voulu compromettre ni ma dignité personnelle ni

ma dignité professionnelle. Je vois ici encore sur ces bancs un homme dont la grandeur de caractère m'est parfaitement connue : c'est celui qui, alors que je m'inscrivais au barreau de Paris a été le premier à m'enseigner quels étaient les devoirs et quels étaient les droits de l'avocat, c'est l'honorable M. Clausel de Coussergues.

J'ai toujours voulu marcher sur ses traces. Il m'a appris que l'avocat ne devait jamais descendre jusqu'à se servir de la calomnie; j'ai voulu toujours rester correct dans la lutte ; et je n'ai pas voulu que celui qui avait présidé à mon entrée au barreau pût me dire que j'avais violé les règles professionnelles et abaissé en quoi que ce soit la dignité du barreau. (*Très bien! très bien ! à droite.*)

Un membre à gauche. C'est le devoir de tous les citoyens.

M. Le Veillé. Mais il y en a fort peu qui l'appliquent... (*Exclamations sur un grand nombre de bancs à gauche et au centre.*)

Un membre à gauche. Il n'y a que les avocats qui ne le remplissent pas ! (*Bruit.*)

M. Le Veillé. S'il n'y a que les avocats qui ne le remplissent pas, nous sommes tout au moins deux dans cette Chambre qui n'y avons jamais manqué. C'est déjà quelque chose!

M. Gotteron. Vous n'êtes pas gracieux pour les avocats qui sont ici. Il y en a plus de deux qui se sont conduits comme vous le dites.

M. Le Veillé. Il y en a plus de deux si cela vous convient; mais je vous fais remarquer que ce sont vos amis qui parlent ainsi, ce n'est pas moi.

M. Gotteron. Il y a cent avocats au moins dans la Chambre, et je dis que vous n'êtes ni charitable ni gracieux pour eux.

M. Le Veillé. M. Gotteron est décidément admirable! (*Rires à droite et sur quelques bancs à l'extrémité gauche de la salle.*) Ses amis de gauche disent : Il n'y a que les avocats qui se servent des calomnies ; je lui réponds qu'il y en a au moins deux qui ne l'ont pas fait, et il trouve que je suis insolent vis-à-vis des avocats !

A droite. Ne répondez pas!

M. Le Veillé. Du reste, je vous en prie, laissez-moi continuer ma discussion.

Il a été question, pendant la période électorale, nous dit M. le rapporteur, de bruits absolument calomnieux lancés contre M. Le Play ; on disait qu'il faisait partie d'un conseil d'administration qui vendait de la poudre sans fumée aux ennemis de la France.

J'avais, et je vous l'ai déjà expliqué, une première raison de ne pas lancer contre M. Le Play soit des calomnies, soit des médisances ; mais, dans le cas présent, j'aurais eu un autre argument décisif, si le premier n'avait pas été suffisant, c'est qu'à côté de M. Le Play, dans ce conseil d'administration, je savais que l'un de mes amis les plus autorisés, l'un des hommes les plus éminents du parti auquel j'appartiens, figurait également; je savais que M. Naquet faisait partie de ce conseil d'administration.

Vous avouerez bien que je ne suis pas encore assez maladroit pour tirer sur mes propres amis dans l'intention d'atteindre mes adversaires. Avant tout, j'aurais écarté mes amis. Je constate ici que non seulement M. Le Play a pu répondre, cela est consigné dans le rapport; mais qu'encore — M. le rapporteur oublie de l'indiquer — dans le journal le *Rapide*, qui a paru le 5 octobre au soir avec la date du 6, la réponse de M. Le Play se trouve indiquée. Elle est évidemment entourée des considérants que tout journaliste sait ajouter à une rectification, mais il n'en est pas moins indiqué que M. Le Play a protesté et que nulle société allemande ne recevait de poudre sans fumée fabriquée par la compagnie qui comptait M. Le Play au nombre des membres de son conseil d'administration.

On a appelé aussi M. Le Play le candidat du pain cher; en suis-je responsable ?

Si je voulais entrer dans les détails de tout ce qu'on a écrit contre moi, je n'en sortirais pas. Je n'ai aucune raison de m'émouvoir au souvenir des amertumes de la lutte passée, mais il m'est permis de rappeler ce qui a été dit contre moi dans une commune où j'ai eu 374 voix contre 102 voix, et qui la première fois m'avait donné trois voix, je crois.

Pour empêcher que je pusse triompher, on est allé jusqu'à semer le bruit que moi arrivant, absolument nouveau, dans ce pays où l'on ne connaissait ni ma famille ni mon passé, je n'étais pas marié et que je m'étais contenté de ramasser dans la rue une fille que j'acoquinais avec moi. On a même dit et écrit que je n'avais jamais pu être soldat; que sais-je encore? On a prétendu que j'avais été renvoyé de chez le général Boulanger, qui jadis m'estimait, parce que je lui avais volé des chaussures. (*Rires.*)

Vous m'avouerez bien, messieurs, que c'est absurbe! Eh bien, si je n'avais pas été élu, si, grâce à ces manœuvres, j'avais échoué, je vous donne absolument ma parole qu'aucune protestation de ce genre ne se serait rencontrée sous ma signature, parce que j'aurais considéré que l'adversaire que j'avais en face de moi était resté absolument correct et que je ne devais pas faire remonter jusqu'à lui la responsabilité d'actes commis sans son aveu, par des sulbaternes sans conscience. Jamais M. Le Play n'a connu ces attaques portées contre moi, jamais il n'a donné d'ordres pour les commettre; je n'aurais donc pas voulu en faire remonter la responsabilité jusqu'à lui.

Que des amis à moi, si le fait est vrai, aient fait répandre dans les ateliers le bruit que M. Le Play était le candidat du pain cher, pouvais-je leur fermer la bouche et leur mettre un cadenas sur les lèvres!

Je vous l'ai dit, jamais je n'ai voulu me servir de la calomnie comme arme, je proteste contre ces allégations, jamais je n'ai dit un mot qui pût autoriser qui que ce soit à insulter M. Le Play, et je l'aurais fait d'autant moins que M. Le Play a été particulièrement correct et loyal à mon égard, et dans une circonstance où le journal fondé pour les besoins de sa cause, m'attaquait, quatre jours avant la lutte, dans un article intitulé : « D'où sort-il ? »

Tout le monde à Limoges connaît M. Albert Le Play, au moins de nom et de réputation. Mais son adversaire boulangiste, d'où sort-il?

Voici cet article :

« On a vu ce candidat étranger, absolument inconnu jusqu'alors, débarquer à Limoges, il y a quinze jours à peine, avec un paquet d'affiches sur le dos portant l'estampille : « Candidat du général Boulanger ». Quant à son passé, ses opinions, son genre de vie, personne ne songe à s'en préoccuper. De sorte que si, par le plus grand des hasards, — ce n'est là qu'une simple supposition, — on avait eu affaire à un indigne ou à un ennemi avéré de la République, les électeurs pourraient fort bien ne l'apprendre que le lendemain de l'élection, c'est-à-dire quand il serait trop tard.

« Avant de donner votre confiance à un étranger, braves électeurs, qui êtes prêts, me dit-on, à vous jeter ainsi dans les bras du premier venu, qu'il s'appelle Planteau ou Le Veillé, cherchez donc auparavant à faire la lumière sur ses origines.

« Et pour commencer, demandez donc à M. Le Veillé, avocat à la cour d'appel de Paris, candidat boulangiste à Limoges, s'il a quelque chose de commun avec l'avocat du même nom qui habite, 78, rue de Passy, à Paris.

« Si M. Le Veillé avoue —ce qu'il ne peut manquer de faire — que ces deux Le Veillé sont une seule et même personne, nous aurons peut-être à faire quelques révélations piquantes qui démontreront que ce jeune lieutenant de M. Boulanger ne dépare pas la collection de faiseurs qui forment l'entourage de ce soldat disqualifié et flétri.

« Monsieur Le Veillé, vous avez la parole. »

Et dans cet article fait, la veille même du scrutin, répandu à profusion dans les campagnes, on indique aux paysans qui, eux, n'aiment pas à voter à la légère, qui veulent connaître leur homme et qui ordinairement votent pour le candidat local, que mes origines peuvent être entachées, que ma famille et mon genre de vie ne sont pas connus.

Rapprochez cela des bruits répandus à Ambazac, et vous verrez quel préjudice de pareilles accusations peuvent me porter.

A cette occasion, je me suis adressé à M. Le Play lui-même ; je lui ai écrit une lettre particulière qui n'a pas été rendue publique; ces façons d'agir ne me paraissant pas honnêtes. J'avais confiance dans M. Le Play; je savais que je n'étais pas forcé, pour le faire agir, de donner une publicité quelconque à ma lettre. Je lui ai écrit en honnête homme et il m'a répondu en honnête homme, et, dès le lendemain, ces insinuations, qui touchaient ma vie privée, ont été rectifiées. On n'a pas démenti immédiatement, il est vrai, les imputations qu'on avait portées sur mon compte, mais du moins on a glissé dans un nouvel article le mot de politique ; on a dit : ce n'est pas la moralité privée, mais la moralité politique de M. Le Veillé que nous entendons viser. L'article, alors, me touchait moins. Ayant devant moi un adversaire aussi loyal, je n'avais pas le droit de me servir de l'arme de la calomnie, et je ne l'aurais pas fait.

J'en aurais fini si je n'avais pas à vous rappeler que les adversaires que j'avais en face de moi au premier tour de scrutin n'ont pas usé précisément de la même modération. Voici une petite affiche qui porte en tête : « M. Le Play jugé par lui-même »; elle porte le visa de M. Georges Perin, elle est extraite de l'*Almanach limousin*.

Elle fait toutes sortes de citations pour arriver à dire que M. Le Play n'est pas républicain, mais que c'est un bonapartiste qui se couvre d'une étiquette mensongère. Eh bien, j'ai été incité au second tour de scrutin à reproduire cet extrait; je m'y suis refusé.

Je n'ai pas, en effet, à discuter les opinions présentes de mon adversaire; il avait le droit, il y a quinze ou vingt ans, d'avoir des opinions différentes ; mais moi, en ma qualité de partisan d'une République ouverte, je n'avais pas le droit de demander à M. Le Play ce qu'il avait pensé dans sa jeunesse, et je n'avais qu'à considérer qu'il pouvait professer aujourd'hui des opinions républicaines après avoir professé il y a vingt ans des opinions monarchistes.

Je ne l'ai pas voulu; je n'ai donc semé contre lui aucun bruit. Or, à la veille du scrutin j'ai trouvé placardée sur les murs de la ville une affiche émanant du comité de M. Georges Le Play, — la voici, — où l'on dit :

« Ralliez-vous tous autour du drapeau républicain qui est entre les mains de M. le docteur Le Play, candidat de concentration.

« Entre un jeune homme étranger et inconnu dont la candidature signifie : Réaction, Révolution et Guerre, et un compatriote, etc... »

Ainsi, après avoir, dans un article de journal, déclaré que je n'avais jamais pu

être soldat, on me donnait comme le partisan de la guerre! Vous voyez, messieurs, combien cela était perfide. En effet, si je ne pouvais pas être soldat, si je n'avais rien à craindre de la guerre prochaine, je pouvais être partisan de la guerre. J'ai été forcé de répondre à cette manœuvre, non par une affiche, mais par un article de journal, dans lequel je disais :

« Vous devenez méchant et déloyal, vous me proclamez candidat de la guerre. Insensé! Dans la lutte prochaine, je partirais au premier rang, simple caporal; vous, vous chaufferiez vos pieds aux flammes du foyer. Ma poitrine et non la vôtre affronterait les balles ennemies, et, derrière moi, je laisserais au logis ma femme et un enfant. La peur de demain vous affole! »

Voilà les amertumes contre lesquelles j'ai eu à lutter. Pourquoi et comment suis-je arrivé à triompher?

C'est parce que, dans la vieille cité limousine, il y a 70,000 habitants. La circonscription tout entière en compte 93,000; la ville de Limoges comprend donc à elle seule les trois quarts des électeurs de toute la circonscription, et notamment 6,000 ouvriers à peu près. Au premier tour de scrutin, cette cité essentiellement ouvrière, attachée par tradition à M. Georges Perin, son député depuis dix-sept ans, a porté 5,000 de ses suffrages sur ce dernier.

Mais lorsqu'au 2e tour elle s'est trouvée en présence de deux candidats se réclamant tous les deux de la République, l'un candidat de la République modérée, et l'autre candidat de la République avancée, elle ne s'est pas préoccupée de savoir s'ils portaient ou non l'étiquette de boulangiste. Elle s'en est d'autant moins occupée que, dans tous mes articles et dans toutes mes conférences, j'ai parfaitement indiqué pourquoi et comment j'étais boulangiste. Partout et en toute occasion j'ai déclaré que j'avais accepté, moi, républicain, fils de républicain, le général Boulanger comme combattant dans les rangs de l'armée républicaine, mais que je n'avais jamais accepté qu'il devînt un jour ou l'autre le maître qui me donnerait des ordres. (*Interruptions à gauche et au centre.*)

Non, messieurs, aucun de nous ne l'a accepté comme maître. Mes amis et moi nous l'avons considéré comme le porte-drapeau de la République (*Exclamations à gauche et au centre*); nous avons voulu que sa popularité pût servir aux idées que nous représentons; mais jamais nous n'avons songé à la dictature, et vous le savez bien! (*Applaudissements sur quelques bancs à l'extrémité gauche de la salle. — Bruit à gauche et au centre.*)

Et cela, je l'ai formellement déclaré à mes électeurs; et quand je me suis présenté devant eux dans les circonstances que je viens de rappeler, j'avais en face de moi un concurrent qui allait dans toutes les fabriques, qui se faisait présenter et recommander chaudement aux ouvriers réunis dans la cour à l'appel de la cloche, par les patrons, en disant carrément à leurs ouvriers formant le cercle : « Je vous présente M. Le Play » et qui faisaient voter un ordre du jour de confiance. Mais les ouvriers n'étaient pas tous précisément conquis par ces procédés-là.

Quant à moi, le soir, je les réunissais dans une salle de Limoges, et pendant deux heures, livrant ma personne, mes principes et mes actes à leur appréciation, je leur permettais de me poser des questions, de discuter avec moi mon programme politique, le mandat qu'ils entendaient me confier. Et j'avais d'autant plus de mérite à le faire que, deux jours même après le 1er tour de scrutin, je venais d'avoir ce qu'on a coutume d'appeler une affaire d'honneur, et que j'avais été blessé, légèrement il est vrai, mais blessé; j'ai continué quand même la campagne électorale.

Eh bien, messieurs, ces hommes m'ont donné leurs voix parce qu'ils sentaient que j'étais des leurs et qu'ils savaient pertinemment que j'étais capable de quelque énergie. Et pourquoi étais-je des leurs? Parce que j'avais été jeté à dix-huit ans sur le pavé de Paris, presque abandonné par une famille qui n'entendait pas subvenir à mes besoins et qui ne le pouvait pas d'ailleurs, étant pauvre.

Ma famille, vieille famille de républicains, qui est arrivée à se créer un petit commerce à force de travail, de peines et de fatigues, devait le continuer encore parce qu'il y avait derrière moi trois enfants pour lesquels il fallait travailler. Elle a estimé qu'à l'âge de dix-huit ans j'étais de force à me soutenir moi-même et à lutter seul contre les difficultés de la vie. Je me suis donc trouvé jeté sur le pavé de Paris sans secours et sans soutien.

Eh bien, les ouvriers de Limoges ont su ce que j'avais fait alors et ils m'ont nommé.

Ils savaient que, pour terminer mes études de droit et pour vivre, j'avais été forcé de me faire pion dans une institution. (*Mouvements divers.*) Oui, messieurs, j'ai été maître répétiteur à l'école Monge, et nombre de nos collègues se souviennent certainement de m'avoir confié l'éducation de leurs enfants. Les ouvriers de Limoges savaient qu'après avoir donné ma journée tout entière à ceux pour lesquels je travaillais, je consacrais encore ma soirée à nourrir l'intelligence d'un jeune homme, le fils de notre honorable collègue M. Clémenceau, qui, certes, ne me démentira pas. Après avoir travaillé pour les autres, depuis six heures du matin jusqu'à dix heures du soir, je commençais à m'appartenir à moi-même.

Ils savaient qu'au service militaire, alors que mon droit n'était pas encore terminé et que j'étais dans une situation qui ne me permettait guère d'attendre des jours meilleurs, je travaillais encore à la lueur d'une bougie une grande partie de la nuit... *Interruptions à gauche.*)

Ah! cela ne vous touche pas, messieurs!... (*Applaudissements à droite et sur quelques bancs à l'extrémité gauche de la salle.*)

Cela ne vous touche pas, vous qui peut-être n'avez pas passé par là; mais, quand des ouvriers qui savent apprécier le travail et la fatigue, ont eu à choisir entre un homme qui possède à lui seul près de 25 millions de fortune et l'un de ceux qu'ils reconnaissaient comme étant des leurs, qui avait peiné pour parvenir et qui s'était fait lui-même, ils n'ont pas hésité!

Messieurs, je termine.

Je ne sais quel verdict vous allez rendre tout à l'heure, mais ce que j'affirme, et je vous en donne ma parole d'honneur, c'est que je n'ai absolument rien fait d'incorrect et de déloyal dans la lutte dernière; je puis quitter cette tribune, condamné par vous, mais je rentrerai à Limoges la tête haute et celui qui, dans la circonscription, voudrait profiter de l'invalidation prononcée par vous, et relever le drapeau abaissé, celui-là aurait tort et n'obtiendrait qu'un succès de réprobation. Il aurait tort, parce que tout le monde sait à Limoges que je n'ai rien fait d'incorrect. Votre religion, à vous, peut être trompée, mais ils sont là-bas nombreux qui savent comment j'ai lutté, et ce n'est pas ceux-là dont on trompera la religion. Un verdict pourra vous être arraché...

Plusieurs voix au centre. Par qui?

M. Le Veillé. Je crois être assez formel et suffisamment compréhensible. Je dis qu'un vote défavorable pourrait vous être arraché à l'aide des griefs invoqués contre moi, et qui vous paraissent tous être valables : à vous de les peser dans votre conscience.

Assurément je ne fais à nul d'entre vous, messieurs, l'injure de supposer qu'il puisse mettre de parti-pris son bulletin dans l'urne.

On répand d'oreille en oreille que M. Georges Perin sera de nouveau mon adversaire. Cela n'est pas.

Et du reste M. Georges Perin, quand il a été appelé dans le sein de la sous-commission — l'a dit formellement, en mon absence, car nous n'avons pas été entendus contradictoirement — il a parfaitement déclaré qu'il ne venait là que convoqué par la sous-commission même et non de son propre mouvement, et qu'il n'avait à élever contre ma validation ou mon invalidation aucune espèce de protestation. M. Le Play a agi d'une façon identique.

Ainsi donc, je me trouve dans cette situation de n'être attaqué que par des protestataires dont les signatures ne sont même pas suivies de l'adresse, et qui, par conséquent, ne présentent aucune espèce de garantie, tandis que mes deux adversaires sont venus déclarer dans la sous-commission qu'ils ne désirent pas mon invalidation, et qu'ils n'ont aucun grief à élever contre moi!

Messieurs, rappelez-vous que jusqu'à présent, en ces matières, votre jurisprudence est fixée avec précision. Vous avez eu à juger bien des protestations relatives à des élections; vous avez invalidé jusqu'ici pour corruption, fraude ou ingérence du clergé.

Eh bien, dans mon élection, aucun de mes adversaires ne proteste; ils se désintéressent, et, seuls, des comparses agissent sans mandat. D'autre part, vous ne trouvez aucun des trois chefs d'accusation que je viens d'énumérer. En m'invalidant, vous formuleriez une jurisprudence nouvelle. Encore une fois, messieurs, je ne sais quel sera votre verdict, mais je le dis en toute confiance : j'ai sauvegardé ma dignité personnelle et ma dignité professionnelle; je puis retourner devant mes électeurs, parce que l'honneur est sauf! (*Applaudissements à droite et sur quelques bancs à l'extrémité gauche de la salle.*)

M. Cabart-Danneville, *rapporteur*. Messieurs, M. Le Veillé nous ayant donné les chiffres obtenus par ses concurrents et par lui-même au 1er tour de scrutin, je ne les répèterai pas ici, je ne m'occuperai que du résultat du 2e tour.

Voici comment se répartissent alors les voix :

Ont obtenu :

MM. Le Veillé.....	7.292	voix.
Le Play.....	6.981	—
Divers, voix perdues, bulletins nuls.....	387	

M. Le Veillé avait donc 311 voix de plus que son adversaire; mais de ces 311 voix nous devons en retrancher 57.

En effet, 39 repris de justice, faillis ou condamnés antérieurement ont voté au 2e tour de scrutin; par conséquent, ces 39 voix doivent être retranchées à la majorité obtenue par M. Le Veillé.

M. le baron Reille. Elles doivent être retranchées des suffrages accordés aux deux concurrents!

M. Le Hérissé. On doit les retrancher aux deux concurrents, cela ne change donc rien au résultat.

M. le rapporteur. En général, la jurisprudence de la Chambre...

M. Jolibois. Vous êtes dans l'erreur! La jurisprudence de la Chambre, c'est que les voix doivent être comptées; on peut seulement faire condamner ceux qui ont indûment voté.

M. le rapporteur. Ils ont été condamnés!

M. Jolibois. Eh bien, on ne peut demander autre chose.

M. le rapporteur. Il y a en outre dix-huit soldats qui ont voté au 2e tour... (*Exclamations et rires à droite.*)

M. Jolibois. Pour qui? Vous ne pouvez le savoir. Est-ce M. Le Veillé qui les a fait voter?

M. le rapporteur. Je n'en sais rien, mais je croyais qu'en général la jurisprudence de la Chambre était de retrancher les voix à celui qui avait obtenu le plus de suffrages... (*Dénégations sur divers bancs à droite. — Aux deux!*)

Si vous retranchez 57 voix aux deux candidats, la différence ne sera pas changée. (*On rit.*) Par conséquent, elle reste toujours de 311 voix, et cette différence est bien petite!

A droite. Pas si petite que cela!

M. Jolibois. Il y a beaucoup de nos collègues validés, qui n'en avaient pas autant.

M. Bergerot. On en a validé un qui n'avait que 3 voix de majorité.

M. le rapporteur. Or, cette différence tient à ce qu'on a cherché à tromper le suffrage universel.

Comme le disait tout à l'heure M. Le Veillé, on a fait circuler dans la 1re circonscription de Limoges le bruit que le Président de la République avait été assassiné (*Mouvements divers*), que le général Boulanger était rentré triomphalement à Paris... (*Exclamations.*)

M. Le Hérissé. Qui ça, on?

M. le rapporteur. Et ces bruits, on les a appuyés sur les deux faits suivants :

On a distribué dans toute la circonscription de Limoges une brochure portant comme titre : « Acquittement du général Boulanger », et cette brochure était répandue à flots par des camelots qui criaient : « Acquittement du général Boulanger par ses pairs! » (*Sourires.*)

Tout dans cette brochure était absolument destiné à tromper les électeurs. Voici comment elle commence : « La revision du procès intenté au général Boulanger a eu lieu... »

M. Le Veillé. Continuez donc!

M. le rapporteur. Non, parce que les camelots ne lisaient pas tout.

M. Le Veillé. Ils ne lisaient rien du tout; il n'y a jamais eu de camelots; je ne m'en suis jamais servi. (*Exclamations à gauche.*)

M. le rapporteur. Et les camelots qui distribuaient la brochure?

M. Le Veillé. Du reste il est dit au commencement de cette brochure qu'il y avait 11,000 jurés. Quel est le paysan du Limousin qui puisse croire qu'il y ait jamais eu en France un jugement rendu par 11,000 jurés?

M. le rapporteur. Cela peut-être vrai pour ceux qui ont lu la brochure, mais ce n'est pas vrai pour ceux qui n'ont connu la brochure que par ce qu'on leur en a dit. (*Exclamations à droite.*)

Vous savez bien, messieurs, que, lorsque les paysans et les ouvriers rentrent le soir, fatigués de leur journée, ils ne lisent pas les brochures qui leur sont adressées; ils en entendent parler par ceux qui les distribuent et qui cherchent uniquement à falsifier la vérité pour les intérêts de leur cause.

La brochure dont je vous parle s'exprime ainsi :

« Lorsque l'émotion est calmée, le président Laisant, après avoir constaté le désistement du ministère public, fait donner successivement lecture aux jurés des questions suivantes :

« Première question : Le général Boulanger est-il coupable d'avoir trafiqué avec un marchand d'épaulettes?

« Réponse : Non, à l'unanimité. »

Et ainsi de suite pour toutes les questions.

La brochure se termine par ces mots :

« Le verdict du 27 août a fait justice des infamies de la haute cour. »

Cette brochure a été répandue exactement comme pour l'élection de M. Léouzon-Leduc, que vous avez invalidé. (*Bruit à droite.*)

Il y a en outre le fait des affiches blanches.

M. Le Veillé s'intitulait candidat du général Boulanger; des affiches blanches destinées à donner à sa candidature une couleur officielle ont été placardées, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal du commissaire central et de trois jugements rendus par la justice de paix de Limoges et la justice de paix d'Ambazac.

Voici, messieurs, ce que porte l'un des jugements :

« Il résulte suffisamment des constatations mentionnées dans les procès-verbaux susvisés et des comparaisons et confrontations faites à l'audience, que le papier des affiches incriminées produites à la barre ressemble au type employé par l'administration préfectorale de la Haute-Vienne, dont le spécimen a été également présenté au tribunal. »

De plus, messieurs, pourquoi aller choisir du papier blanc si on ne voulait pas tromper les électeurs? Pourquoi, de plus, aussitôt que l'attention de la police ou de la gendarmerie a été portée sur ces affiches blanches, les a-t-on fait recouvrir avec des affiches de couleur verte ou rouge? (*Exclamations à droite.*) Voilà des faits qui prouvent absolument qu'on avait l'intention de tromper les électeurs. (*Nouvelles exclamations et rires ironiques à droite.*)

Ce n'est pas votre avis, messieurs de la droite, c'est possible; mais c'est le mien, et je le dis.

Il y a eu en outre les fausses nouvelles, l'augmentation de 8 pour 100 des impôts. Ce bruit a été mis en circulation dans toute la circonscription, et comme cela ne suffisait pas, voici ce que disait le journal de M. Le Veillé, journal dont il renie la paternité, mais où il écrit ceci : « Pour faciliter cette entente » — il s'adresse à ses électeurs — « à partir de ce jour, je détaillerai dans ce journal mes idées personnelles. » Eh bien un journal où l'on écrit, qui soutient votre candidature, est votre journal et vous devez accepter la responsabilité de tous les articles qui y paraissent. (*Réclamations à droite.*)

M. Le Hérissé. C'est tout au plus vrai pour le directeur du journal.

M. le rapporteur. Le *Rapide du Centre* avait imprimé que M. Jules Roche, dans une conversation particulière, aurait dit qu'aussitôt constituée la Chambre émettrait un emprunt de deux milliards.

M. Jules Roche démentit la nouvelle et le journal, dans son numéro du 30 septembre, inséra le démenti, mais savez-vous, messieurs, ce qu'il ajouta? Le voici :

« Voulez-vous savoir, candides électeurs de MM. Le Play, Lavertujon et Gotteron, ce qu'un député opportuniste, franc et sincère... *rara avis...* » — car pour ce journal nous sommes tous opportunistes, depuis M. Clémenceau jusqu'à M. Léon Say (*On rit*) — « ... aurait pu nous dire au sujet de l'emprunt en expectative? Cet opportuniste se serait exprimé ainsi :

« Comme cet emprunt de deux milliards, — si nous l'effectuions en pleine paix — pourrait effaroucher les timorés et les imbéciles qui, vous le savez, constituent les neuf dixièmes de nos électeurs, il est sous-entendu que nous n'y aurons recours qu'à la veille de la guerre dont nous nous occupons, — de concert avec M. Bismarck, — d'arrêter le prétexte et l'époque aussi prochaine que possible naturellement, car nous sommes pressés.

« L'ordre du jour du général Miribel marque la première étape de cette ingénieuse campagne.

« Les récriminitions et les rodomontades, auxquelles il est convenu que va donner lieu cet ordre du jour en Allemagne, marqueront la seconde étape.

« Le dédain et les railleries par lesquels nous risposterons marqueront la troisième. De là à passer aux défis et à la provocation, il n'y a qu'un pas. Ce pas franchi, nous n'avons plus qu'à étendre la main pour cueillir les lauriers... si nous pouvons, mais les milliards sûrement, ce qui pour nous est le point essentiel.

« Electeurs de MM. Le Play, Lavertujon et Gotteron, qui appartenez à l'école politique du célèbre Gribouille (lequel se jetait à l'eau pour éviter la pluie), retenez bien cela, encore une fois.

« C'est tout ce que je vous demande pour le moment.

« Dans quelques semaines vous le comprendrez. »

Ce n'était pas seulement la guerre avec l'Allemagne dont on nous menaçait, c'était aussi de la guerre en Cochinchine, avec le royaume de Siam et dans le Cambodge.

A côté de ces menaces, on nous représentait des tableaux contenant les pertes faites au Tonkin. Ces pertes sont absolument fantastiques.

M. Le Veillé prétendait tout à l'heure que le *Journal officiel* du 29 février existait. Or, le 29 février n'a jamais existé en 1889.

M. le rapporteur. Pour qu'une année soit bissextile, il faut que son millésime soit divisible par 4.

M. Le Veillé. Je l'ai dit avant vous!

M. Jules Delafosse. C'est vous qui avez parlé du 29 février dans votre rapport.

M. le rapporteur. Je vous demande pardon! J'ai dit que pour faire croire à ce tableau mensonger, le journaliste prétendait que les chiffres qu'il donnait étaient tirés du numéro du 29 février 1889, sachant bien que le 29 n'existait pas. (*Bruit.*)

Oui, c'est tout simplement une escobarderie. Cela vous va, de ce côté (la droite), je le sais bien. (*Vives protestations à droite.*)

M. Le Provost de Launay. Le mot « escobarderie » devient donc parlementaire, puisqu'il ne donne lieu à aucune répression?

M. le président. L'expression n'avait évidemment rien de blessant dans la pensée de l'orateur.

M. le comte Armand. Monsieur le président, vous ne défendez pas ce côté de la Chambre, j'ai le regret de le constater.

M. le président. Je défends tous les côtés de la Chambre.

M. le comte Armand. Pas en ce moment!

M. le président. Voulez-vous monter à la tribune pour un rappel au règlement?

La Chambre jugera, et je me soumettrai à son jugement.

M. le comte Armand. Cela n'en vaut pas la peine.

M. le baron de Mackau. Nous nous bornons à prendre acte du précédent.

M. le rapporteur. J'en arrive aux calomnies indignes répandues contre l'honorable M. Le Play.

Voici ce que dit le journal de M. Le Veillé :

« M. Le Play, qui se présente à Limoges comme candidat républicain, est-il le même Le Play qui est président de la société de fabrication de dynamite, gros monopole concédé par un sieur Flourens, alors ministre des affaires étrangères, et qui fit même obtenir à la société en question de

grosses fournitures pour l'Allemagne et l'Italie.

« Est-ce que la présidence de ce gros monopole, constitué avec l'aide de la juiverie opportuniste, ne rapporte pas, bon an mal an, à son fortuné titulaire, quelque chose comme 150,000 fr.

« MM. Flourens et Le Play ne sont-ils pas beaux-frères ?

« Nous posons au comité Le Play cette question, certainement fort indiscrète de notre part, mais qui a pour but d'éclairer les quelques républicains de bonne foi fourvoyés dans cette galère.

« Si, d'ailleurs, le comité n'a pas de renseignements, nous sommes prêts à lui en donner sur le *dynamitard* en question ; et il comprendra sans peine pourquoi ce candidat de la juiverie limousine dépense tant d'argent pour devenir député. »

Le 11e bureau, messieurs, a pensé que toutes ces calomnies, que ces manœuvres avaient pu certainement altérer la majorité, cette majorité dont la moitié est de 160.

Par conséquent, le 11e bureau vous propose d'annuler les opérations électorales de la 1re circonscription de Limoges. (*Très bien! très bien! sur divers bancs. — aux voix! aux voix!*)

M. le comte de Douville-Maillefeu. Je demande la parole.

M. le comte de Douville-Maillefeu. Messieurs, je suis de ceux qui ont l'honneur d'appartenir au 11e bureau.

Je n'ai pas adopté les conclusions de sa sous-commission. Au nom de la minorité du 11e bureau et conformément à ce que j'avais dit dans son sein, je tiens à répéter ici devant vous et devant le pays que je veux protéger le suffrage universel; je veux que nous ayons la liberté, c'est-à-dire qu'on sache supporter la licence de la parole et de la presse...

Un membre à gauche. Et les mensonges?

M. le comte de Douville-Maillefeu. Qui donc juge les mensonges? Est-ce que le mensonge est puni dans la loi actuelle de la presse? Est-ce que vous n'avez pas le droit de mentir dans cette Chambre? Si vous mentez, c'est vous qui êtes responsables, c'est vous qui en supportez les conséquences. (*Interruptions.*)

C'est mon opinion, je suis pour la liberté, c'est-à-dire pour que tous sachent supporter la licence des paroles et des écrits.

Il faut choisir : je suis toujours contre le despotisme et pour la liberté; je supporte les inconvénients de la liberté quand ils se produisent, et je les préfère encore aux avantages du despotisme. (*Très bien! sur divers bancs.*)

En ce qui concerne l'ingérence du clergé, je suis de ceux qui ne s'en préoccupent pas le moins du monde. Mais, sans l'intervention du clergé, je n'aurais jamais été envoyé siéger sur ces bancs! Au moment des élections, un grand nombre de prêtres ont dit pis que pendre de moi et ont répété du haut de la chaire que voter pour moi, c'était voter pour Satan. (*On rit.*) Cela ne m'a jamais empêché d'obtenir la majorité dans ma circonscription et d'être élu contre toutes les puissances sociales et religieuses.

J'estime que l'ingérence du clergé ne peut nuire qu'à ceux qui recherchent son appui aux candidats qui, tout en étant républicains, ont envie d'avoir des voix cléricales, et de ceux-là je n'en ai cure.

Un membre à gauche. On n'articule aucun grief pour ingérence du clergé dans cette élection.

M. le comte de Douville-Maillefeu. J'ai demandé si on avait signalé des faits de violences et de corruption ; si des patrons avaient menacé des ouvriers; si l'on citait des personnes qui, d'une manière ou d'une autre, avaient cherché à faire voter un électeur contre sa conscience? On m'a répondu : Non; tout se borne à des articles de polémique, à des discussions plus ou moins vives dans les journaux, pendant la période électorale.

Dans ces conditions, aujourd'hui comme dans le bureau, je valide l'élection. Je n'ai pas autre chose à dire. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. le président. Je mets aux voix les conclusions du 11e bureau, tendant à l'annulation des opérations électorales dans la 1re circonscription de Limoges.

J'ai reçu une demande de scrutin, signée par MM. Leydet, F. Mathé, Dellestable, Delcassé, Jules Lasbaysses, Ducoudray, Louis Million, Montaut (Seine-et-Marne), Guillemaut, Brugnot, Maurice-Faure, Terrier, Guyot-Dessaigne, Labrousse, Pajot, Gaston Rivet, Bovier-Lapierre, le comte de Douville-Maillefeu, H. Mathé, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le président. MM. les secrétaires m'informent qu'il y a lieu à pointage.

Il va être procédé à cette opération.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à quatre heures vingt-cinq minutes, est reprise à cinq heures moins un quart.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du dépouillement du scrutin, après vérification, sur les conclusions du 11e bureau, tendant à l'annulation des opérations électorales de la 1re circonscription de Limoges :

Nombre des votants.....	460
Majorité absolue.....	231
Pour l'adoption.....	221
Contre.....	239

La Chambre des députés n'a pas adopté.

En conséquence, la validité des opérations électorales est prononcée. M. Le Veillé est admis.

DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. Francis Charmes. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre le rapport de la commission chargée d'étudier diverses propositions relatives à la création de grandes commissions parlementaires et à la reprise des travaux laissés en suspens par la dernière Chambre.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

M. Bizarelli. Je demande la parole.

M le président. Vous avez la parole.

M. Bizarelli. La Chambre, j'en suis certain, pensera que la question qui fait l'objet du rapport dont le dépôt vient d'être opéré doit être promptement résolue. En conséquence, je lui demande de fixer la discussion de ce rapport à une date prochaine, tout au moins de la mettre à l'ordre du jour à la suite des vérifications d'élections, tant de celles qui y figurent déjà que de celles qui pourront y être inscrites de manière à éviter toute interruption dans ce débat. (*Très bien! très bien.*)

M. le président. M. Bizarelli demande que la discussion du rapport que vient de déposer M. Charmes soit mise à l'ordre du jour à la suite des vérifications d'élections, tant de celles qui figurent déjà à l'ordre du jour, que de celles qui y seraient inscrites ultérieurement.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi ordonné.

DÉPÔT D'UN RAPPORT D'ÉLECTION

M. Chautemps. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre le rapport du 3e bureau sur les opérations électorales de la 2e circonscription de l'arrondissement de Tulle (Corrèze).

Le rapport conclut à l'invalidation.

M. le président. Le rapport, concluant à l'annulation des opérations électorales, sera inséré au *Journal officiel* à la suite du compte rendu de la séance, et la discussion en sera inscrite à la fin de l'ordre du jour.

INCIDENT

M. le président. L'ordre du jour appelait la discussion des conclusions du 9e bureau sur l'élection de M. Paulin-Méry; mais je dois dire que M. Paulin-Méry a pu se croire autorisé par la décision précédente de la Chambre...(*Exclamations sur divers bancs.*)

Permettez, messieurs, il faut que vous connaissiez exactement la situation.

A la dernière séance, lorsque, au nom de M. Paulin-Méry, qui m'avait écrit, j'ai proposé déjà le renvoi de cette discussion, il s'agissait du renvoi « à la suite de l'ordre du jour », et voici dans quels termes j'ai prononcé :

« Il n'y a pas d'opposition à l'inscription de la discussion de l'élection de M. Paulin-Méry à la suite de l'ordre du jour?...

« L'inscription est ordonnée. »

M. Paulin-Méry a donc dû croire que la discussion de son élection était renvoyée à la suite de l'ordre du jour.

M. Delaunay. Je demande la parole.

M. le président. Vous avez la parole.

M. Delaunay. Comme rapporteur de cette élection, je crois devoir fournir quelques explications à la Chambre.

C'est la quatrième fois, messieurs, que cette discussion est appelée, et c'est la quatrième fois qu'on en demande la remise. A la fin de la dernière séance je me suis mis en rapport avec les amis de M. Paulin-Méry et je les ai priés de vouloir bien me faire savoir si M. Paulin-Méry consentait ou non à ce que son élection fût discutée dans la séance de ce jour. J'ai insisté pour que M. Paulin-Méry voulût bien me donner une réponse; il ne m'a rien fait savoir. J'en ai conclu, en ce qui me concerne, qu'il acceptait la discussion de son élection pour la séance d'aujourd'hui.

J'ajoute que c'est à l'unanimité que votre 9e bureau a conclu à l'annulation des opérations électorales de la 2e circonscription du 13e arrondissement de Paris, par défaut d'application de la loi lors du dépouillement du scrutin.

Voilà, messieurs, l'état de l'affaire et les observations que j'ai cru devoir présenter à la Chambre avant qu'elle procède à un vote. (*Mouvements divers.*)

M. le président. Messieurs, M. Ternisien est prêt à discuter son élection, qui, d'un commun accord, a été renvoyée à cette séance. D'ailleurs, je crois qu'il y a un droit acquis pour M. Paulin-Méry... (*Exclamations sur divers bancs à gauche.*), puisque, à la dernière séance, la Chambre a ordonné le renvoi de la discussion de son élection à la suite de l'ordre du jour.

M. Leydet. L'essentiel est que nous ne soyons pas arrêtés dans notre travail.

M. Pichon. Alors je demande que d'une façon ferme la Chambre mette en tête de l'ordre du jour de samedi la discussion de l'élection de M. Paulin-Méry, et que cette discussion ait lieu, M. Paulin-Méry absent ou présent. (*Très bien! très bien! à gauche. — Mouvements divers.*)

M. le président. Voici la lettre que m'écrit M. Paulin-Méry, à la date du 11 décembre 1889 :

« Monsieur le président,

« L'état de ma santé ne me permet pas de

me rendre à la Chambre. Je vous prie de vouloir bien faire remettre à lundi 16 décembre, date fixe, la discussion de mon élection. J'écris dans ce sens à M. Delaunay, le rapporteur de mon élection. J'espère que mes collègues voudront bien ne mettre aucun obstacle à cette demande. »

M. Le Provost de Launay. Cela ne se refuse jamais, en pareil cas !

M. le président. D'ailleurs, je crois que tout à l'heure on va demander l'inscription à l'ordre du jour de samedi d'une discussion de crédit à laquelle le Gouvernement est intéressé.

Dans ces conditions, la Chambre pourrait fixer à lundi la discussion de l'élection de M. Paulin-Méry. (*Assentiment.*)

M. Pichon. Si la discussion des crédits auxquels M. le président fait allusion n'absorbe pas toute la séance de samedi, je demande qu'on discute l'élection de M. Paulin-Méry immédiatement après.

A droite. Vous êtes donc bien pressé ! — M. Paulin-Méry est malade !

M. le président. La Chambre est maîtresse de son ordre du jour, mais je dois lui rappeler que la discussion de l'élection de M. Goussot a été fixée à samedi.

Sur divers bancs. A lundi l'élection de M. Paulin-Méry !

M. le président. Y a-t-il opposition à la fixation à lundi, en tête de l'ordre du jour, de la discussion de l'élection de M. Paulin-Méry ? Ce serait beaucoup plus sûr qu'une inscription au cours d'une séance qui pourrait être occupée par d'autres discussions.

M. Delaunay. Sans remise, alors !

M. le président. Il n'y a pas d'opposition ?...

La discussion de l'élection de M. Paulin-Méry sera inscrite en tête de l'ordre du jour de lundi.

SUITE DE LA VÉRIFICATION DES POUVOIRS

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du 11e bureau sur l'élection de M. Ternisien dans la Cochinchine.

Le 11e bureau propose : 1° d'annuler la décision de la commission de recensement de la Cochinchine ; 2° de déclarer que M. Le Myre de Vilers a été régulièrement nommé député de la Cochinchine le 6 octobre 1889.

La parole est à M. Ternisien.

M. Ternisien. J'ai l'honneur de prier la Chambre de vouloir bien m'accorder sa bienveillante attention, parce que je me trouve dans des conditions particulièrement difficiles pour défendre mon élection. J'ai, en effet, à combattre l'impression produite par la décision d'un bureau qui, à la presque unanimité, propose non seulement d'annuler les opérations électorales, mais de proclamer mon concurrent M. Le Myre de Vilers et ensuite, bien malgré moi, je serai obligé de porter la question sur le terrain juridique ; or ces discussions sont souvent délicates et toujours ennuyeuses.

En échange de votre bienveillance, messieurs, je vous promets d'être aussi concis, aussi précis que possible ; je m'engage à ne pas parler latin comme on le fait assez habituellement en ces matières de droit, et surtout, ainsi que le demandait M. le rapporteur, à interpréter de la façon la plus large les textes dont je vais tout à l'heure vous donner lecture.

Je ne viens pas ici ergoter ; je viens discuter de bonne foi. Si votre conviction est faite dans le sens des conclusions du bureau, vous annulerez les opérations électorales ; mais si, comme je l'espère, vous reconnaissez, après avoir pris connaissance des documents que j'aurai l'honneur de faire passer sous vos yeux, que ces conclusions ne sont admissibles ni en fait ni en droit, vous voudrez bien les repousser.

Vous savez ce qui s'est passé en Cochinchine : un 1er tour de scrutin a lieu, puis un 2e ; M. Vilers obtient la majorité des suffrages.

Je proteste, et je dis qu'on ne peut pas tenir compte des voix données à M. de Vilers, parce que sa déclaration n'a pas été faite conformément à la loi du 17 juillet 1889 sur les candidatures multiples.

D'abord la loi telle qu'elle a été votée par le Parlement et promulguée en Cochinchine permettait-elle d'admettre la déclaration de M. de Vilers ? En second lieu, même la modifiant, — je dirai tout à l'heure comment, — pour la rendre applicable, en faisant toutes les concessions que demande M. le rapporteur, c'est-à-dire en interprétant cette loi dans le sens le plus large, la candidature de M. Le Myre de Vilers était-elle légale ?

Comme l'a dit à une précédente séance M. Reinach avec infiniment d'esprit et de justesse, cette loi du 17 juillet n'est pas seulement une loi contre les candidatures multiples, c'est une loi contre les candidatures illégales ; or, j'espère, messieurs, vous convaincre que vous vous trouvez en ce moment en présence d'une candidature illégale.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler les dispositions de la loi du 17 juillet. Vous les connaissez mieux que moi, d'autant mieux que vous en êtes, en très grand nombre, les auteurs.

Cette loi exige une déclaration ou visée ou écrite par le candidat ; elle prescrit au candidat de faire légaliser sa signature ; elle stipule qu'après cette déclaration un récépissé définitif sera délivré par le préfet du département, ou, aux colonies, par le gouverneur, qui représente le préfet.

Je vous prie de remarquer ce fait : La loi du 17 juillet a été régulièrement promulguée en Cochinchine ; on a eu le bon esprit, de l'envoyer par la poste sur original, c'est-à-dire avec le décret signé par le Président de la République, et là-bas, avec toutes les formes légales, elle a été promulguée. On la voit au *Journal officiel* de la Cochinchine du 29 juillet 1889.

Il était à présumer que, puisque nous nous trouvions en présence d'un texte régulièrement promulgué, on allait l'appliquer tel quel, parce qu'il faut appliquer une bonne ou une mauvaise loi du moment qu'elle est promulguée. Si vous ne voulez pas le faire, il faut qu'un texte nouveau, c'est-à-dire une loi nouvelle, vienne la remplacer.

Ces principes, il me semble, sont élémentaires en droit constitutionnel : il n'est pas admissible qu'une autorité quelle qu'elle soit, sauf le Parlement, modifie la loi. Mais, messieurs, pour me conformer aux promesses que j'avais l'honneur de vous faire tout à l'heure, j'abandonne ce terrain, je fais cette première concession ; j'arrive alors à la situation particulière indiquée dans le rapport et inventée un peu pour les besoins de la cause. Nous allons nous demander si, même dans ces conditions la candidature de M. Le Myre de Vilers devait être acceptée.

Messieurs, la loi du 17 juillet promulguée, aucune candidature, à part les candidatures des personnes qui s'étaient rendues dans la colonie pour faire leur déclaration, n'était annoncée. Quelques jours seulement avant les élections, le surlendemain de la promulgation, par dépêche télégraphique cette fois, du décret qui convoquait les électeurs, on voit arriver une première dépêche de M. le sous-secrétaire d'Etat, qui donne des instructions modifiant la loi du 17 juillet.

Puis, quelques jours après, une autre dépêche télégraphique qui dit : Par dérogation à la loi, nous avons accepté la déclaration de M. de Vilers ; nous lui avons donné un récépissé de déclaration définitive, et, en conséquence, nous autorisons notre gouverneur à laisser afficher les proclamations de M. Le Myre de Vilers, à laisser distribuer ses bulletins, etc.

Vous voyez déjà, messieurs, à quel point nous en sommes arrivés sur ce terrain des concessions.

Une première question se pose : Le décret de convocation est envoyé, et comment ? Par dépêche télégraphique.

Est-ce que vous admettez qu'en droit constitutionnel on puisse soutenir ici qu'on peut utilement télégraphier des décrets et des lois ?

Un membre au centre. Parfaitement !

M. Ternisien. La cour de cassation, qui, en pareille matière, fait autorité, se charge de répondre pour moi.

Plaçons la question au point de vue du droit. M. le sous-secrétaire d'Etat aura à répondre, et je ne doute pas qu'il ne tienne à intervenir.

M. Etienne, *sous-secrétaire d'Etat des colonies.* Je ne désire pas intervenir, à moins que cela ne soit nécessaire.

M. Ternisien. Vous le ferez, puisqu'il s'agit de vos actes.

Permettez-moi de vous répondre avec un arrêt de la cour de cassation. Vous savez que c'est grâce à une décision de la cour de cassation que j'ai été exécuté, l'année dernière, à pareille époque. Cette fois, la cour de cassation me vient en aide.

Voici un arrêt de la cour de cassation, du 20 janvier 1886, qui vous dit que pour un simple pourvoi en cassation vous ne pouvez employer la dépêche télégraphique.

Vous ne pouvez pas, lorsqu'il s'agit d'un mandat à donner, vous servir du télégraphe, et cela se comprend parce que vous n'avez pas la signature. Et, lorsqu'il s'agira d'une loi, vous croyez que vous pourrez l'envoyer par dépêche télégraphique ! Cela me semble encore, au point de vue constitutionnel, tout simplement monstrueux.

Je vais même encore abandonner ce point pour me conformer aux promesses que j'ai eu l'honneur de vous faire au début, et nous allons voir ce qui reste enfin de cette loi du 17 juillet modifiée par des instructions télégraphiques. Et comme une procédure particulière a été créée pour rendre cette loi applicable, nous allons voir si M. le sous-secrétaire d'Etat lui-même s'est conformé à cette procédure qu'il a instituée. Ici nous allons marcher de surprise en surprise.

D'abord, que M. le rapporteur me permette de lui dire, et cela en critiquant un des premiers paragraphes de son rapport, qu'il a commis une erreur lorsqu'il a affirmé que la commission de recensement avait changé d'opinion en ma faveur. Le rapport dit qu'une première fois un de mes concurrents, M. Laurans, avait fait cette même objection, et qu'après avoir décidé qu'il n'y avait pas lieu de s'y arrêter, cette même commission de recensement avait pris une seconde décision contraire. Je souligne ce fait parce que vous devez remarquer qu'il a une très grande importance. On vous montre la commission de recensement qui un jour dit blanc et sur la même question le lendemain dit noir. Eh bien, le fait est inexact.

Je sais que M. Le Myre de Vilers l'a consigné dans sa protestation ; mais, à l'appui de mon dire je vais tout de suite vous donner connaissance du procès-verbal de la commission de recensement.

Le voici :

« La réclamation déposée par le sieur Robin au bureau de la section de Saïgon ville ne peut être considérée comme un

rappel au règlement par la commission de recensement général des votes; la commission en donne acte au déposant. »

J'invite M. le rapporteur, s'il n'ajoute pas foi à ce que j'ai l'honneur de lui dire, à vouloir bien relire ce document, et je lui serai très obligé de me signaler le point sur lequel la commission parle de M. Laurans.

Voici la pièce; j'ai eu l'honneur de la lui demander tout à l'heure ; il voudra bien, s'il le peut, me contredire sur ce point.

Avant de discuter cette procédure spéciale créée par le ministère pour rendre la loi applicable, permettez-moi de vous donner connaissance de ses instructions.

Elles sont consignées dans un télégramme daté du 4 septembre 1889.

Voici comment s'exprime M. le sous-secrétaire d'Etat :

« Colonies à gouverneur général de Saïgon :

« Conformément circulaire, 24 juillet, assurez exécution loi du 18 juillet 1889 — et il ne pouvait en être autrement puisqu'elle était promulguée —relative candidatures multiples, en vous conformant prescriptions suivantes pour article 2. Déclaration pourra être faite par télégramme pour candidats absents de la colonie, lesquels auront faculté transmettre cette déclaration par intermédiaire département. Dans ce cas département vous avisera, en même temps qu'il n'existe pas déclaration antérieure et devrez alors envoyer par câble récépissé définitif que je transmettrai au candidat. »

Je vous prie, messieurs, de bien remarquer ces expressions, car c'est sur ce membre de phrase que mon argumentation va porter.

Je comprends cette disposition, prise par M. le sous-secrétaire d'Etat, disant au gouverneur, son subordonné : « C'est vous qui m'enverrez le récépissé définitif. » Effectivement le gouverneur seul, qui est là-bas, sur place, peut savoir si, en dehors des déclarations faites en France, il n'y en aurait pas d'autres faites dans la colonie.

Mais, à côté de cet argument, je vais vous prouver, je l'espère, que par ces prescriptions, et si vous ne vous y conformez pas rigoureusement, au lieu de vous opposer aux candidatures multiples vous les facilitez.

Voici la fin du télégramme :

« Si déclaration faite directement sur place ou par voie télégraphique, sans intermédiaire département, devrez m'en aviser par câble et je vous autoriserai de même, après entente avec intérieur, à délivrer récépissé définitif. Tenez la main à ces prescriptions et aux autres dispositions de la loi. »

M. le sous-secrétaire d'Etat, comme vous le voyez, instituait une procédure. Il veut rendre la loi applicable, — on ne peut que lui en être reconnaissant, — et il dit aux candidats qui sont en France : « Vous viendrez me faire la déclaration, je l'enverrai en Cochinchine et le gouverneur m'enverra un récépissé définitif parce qu'étant sur place, il peut contrôler. Et alors moi, sous-secrétaire d'Etat, je vous le remettrai.

Est-ce ce qu'a fait M. le sous-secrétaire d'Etat? Non! M. le sous-secrétaire d'Etat a reçu effectivement une déclaration de M. Le Myre de Vilers, mais cette déclaration a cela de remarquable qu'elle n'est pas légalisée. Voici, en effet, le certificat de dépôt de cette déclaration, donné par M. le sous-secrétaire d'Etat lui-même : « Je donne récépissé définitif à M. Le Myre de Vilers de la déclaration signée par lui et déposée au sous-secrétariat d'Etat... » Ce certificat ne porte aucune mention de la légalisation de la signature.

M. Linard, *rapporteur*. Quelle est la date?

M. Ternisien. 6 septembre 1889.

Par conséquent, vous voyez que l'un des caractères essentiels de la loi du 17 juillet 1889 disparaît complètement; vous lui enlevez, chose grave, son caractère personnel qui est son caractère constitutif.

On a tenu tellement à ce caractère que la Chambre a repoussé une proposition de M. Arnault tendant à autoriser les candidats à faire leur déclaration par ministère de notaire ou par ministère d'huissier. M. Arnault disait pour bien préciser le caractère de son amendement :

« Les notaires et les huissiers sont des officiers publics chargés de constater l'identité; par conséquent l'identité du candidat, et la sincérité de sa signature sera aussi bien constatée par l'huissier ou par le notaire que par les préfets ou les maires. »

La Chambre a repoussé cet amendement parce qu'à tort ou à raison elle a voulu que ce fût le candidat qui fît cette déclaration.

C'est ce caractère personnel qui disparaît complètement.

Je vous ai dit tout à l'heure que, si vous observiez rigoureusement comme M. le sous-secrétaire d'Etat le disait lui-même, cette dernière prescription à savoir que le récépissé définitif doit être donné par le gouverneur, vous pouviez vous opposer aux candidatures multiples. Mais si vous ne le faites pas, vous les favorisez et voici comment.

Messieurs, supposez que, glissant sur cette dernière prescription, M. le sous-secrétaire d'Etat se substitue au gouverneur et le remplace pour délivrer le récépissé définitif. Qu'arrivera-t-il? C'est qu'il abandonne par là même tout moyen de contrôle pour savoir si une candidature multiple a lieu aux colonies. Le cas pourrait se présenter. Je vais vous en donner la preuve par des faits cette fois incontestables.

Supposez que j'envoie, dès le jour de l'ouverture de la période électorale, une déclaration signée et légalisée à mes amis d'une colonie avec laquelle vous n'êtes pas reliés par un télégraphe, par exemple à la Guyane et à la Réunion, et que je leur dise : « Vous ne présenterez ma déclaration qu'à l'expiration des délais légaux, c'est-à-dire le cinquième jour avant l'élection. »

D'un autre côté, en même temps, je vais chez vous, sous-secrétaire d'Etat, et je fais une déclaration télégraphique pour la Cochinchine. A la Réunion et à la Guyane votre gouverneur ne peut pas vous prévenir que j'ai chargé mes amis de faire une déclaration de candidature; vous voyez que j'ai posé légalement, mais non pas d'une façon honnête, trois candidatures, l'une pour la Cochinchine, l'autre pour la Réunion et la troisième pour la Guyane.

Je crois, messieurs, que sur ce point, étant donnés ces faits, il n'est pas admissible qu'il y ait le moindre doute dans l'esprit de MM. les membres de la Chambre.

Mais à cette première partie de mon argumentation... (*Bruit de conversations.*)

M. le président. Veuillez faire silence, messieurs!

M. Ternisien. Je vous en conjure, messieurs, veuillez m'écouter. Je sais que ces discussions juridiques sont insipides, vous en avez eu à satiété l'autre jour; mais ma situation est critique, je vous en prie, prêtez-moi votre attention. (*Parlez! parlez!*)

Savez-vous quel est l'argument que m'oppose M. le rapporteur pour combattre ma théorie et pour soutenir que M. le sous-secrétaire d'Etat peut se substituer au gouverneur qui, seul, peut savoir s'il y aura, oui ou non, des candidatures multiples?

Il me dit : « M. le sous-secrétaire d'Etat — je cite ce passage du rapport, il est à retenir — est le chef direct du gouverneur de la Cochinchine et le représentant autorisé des intérêts politiques de nos colonies. »

J'avoue que je ne m'attendais pas à cette raison, car si nous avons ici un représentant autorisé de nos intérêts politiques, c'est bien assurément M. le ministre de l'intérieur, et jamais M. le ministre de l'intérieur ne se serait permis de donner des récépissés au nom de ses préfets.

Ce n'est pas admissible! Le ministre de l'intérieur, à certains moments, peut se substituer à son subordonné, lorsque ce dernier ne veut pas exécuter une loi. Vous avez vu par exemple M. le ministre de l'intérieur se mettre aux lieu et place d'un maire, prendre, en matière de voirie municipale, une décision que le maire n'avait pas voulu prendre; mais il fallait pour cela qu'il y eût un refus formel de la part du maire.

Messieurs, je ne doute pas que l'on ne trouve de meilleures raisons à m'opposer, mais je suis persuadé que si, pour soutenir cette théorie, vous vous trouvez en présence du seul argument donné par M. le rapporteur, vous ne vous y arrêterez pas.

Je crois vous avoir démontré, messieurs, qu'en mettant la loi du 17 juillet 1889 de côté, et, restant en présence des instructions données par M. le sous-secrétaire d'Etat, vous ne vous trouverez pas en présence d'une candidature acceptable; et pourquoi?

1° Parce que vous avez reçu, monsieur le secrétaire d'Etat, une déclaration non légalisée, et il n'y avait pas à transmettre de déclaration, c'était une déclaration qu'on venait vous apporter, par conséquent vous deviez la faire légaliser;

2° Parce que vous ne pouviez pas vous substituer à votre gouverneur, quoique étant son chef;

3° Parce que, comme je viens de vous le prouver par des faits, vous laissiez la possibilité à des déclarations multiples de se produire;

4° Et enfin parce que vous enlevez à cette loi du 17 juillet tout caractère personnel, ce qui est le caractère propre de cette loi.

Par conséquent, la candidature de M. Le Myre de Vilers, dans les conditions où elle s'est produite, est-elle légale? comme le disait M. Reinach, — il me permettra de lui emprunter son expression. — Pour moi je n'hésite pas à déclarer qu'elle ne l'est pas!

Eh bien, messieurs, sur ce terrain je vais abandonner encore ce raisonnement qui, en droit, ce me semble, ne laisse pas grand'chose à désirer, et je vais me transporter avec vous sur le terrain de l'équité.

Seulement je prierai M. Le Myre de Vilers, par l'organe de M. le rapporteur, lorsque je lui ferai des concessions, je le prierai, dis-je, de suivre mon exemple et de ne pas se mettre dans l'esprit que nous allons lui apporter la députation sur un plateau d'argent. Si nous voulons rendre la loi applicable, il faut que chacun y mette un peu du sien; et alors nous pourrons nous entendre. Donc, au lieu de nous en tenir à une argumentation juridique, je vous dis : Plaçons-nous sur le terrain de l'équité, et voyons si M. de Vilers avait, oui ou non, la possibilité de faire ce qu'ont fait tous les députés coloniaux qui ne se sont pas rendus sur place pour solliciter les suffrages de leurs concitoyens.

M. Le Myre de Vilers est arrivé en France... (*Bruit persistant de conversations.*)

Sur divers bancs à gauche. Parlez plus haut! — Attendez le silence!

M. Ternisien. Il m'est difficile de parler plus fort.

M. le comte de Douville-Maillefeu. Mais on vous entend très bien!

M. Ternisien. Je le répète, messieurs, je fais table rase de tous ces arguments juridiques, et, me plaçant avec vous sur le terrain de l'équité, je vous demande simplement si, oui ou non, M. Le Myre de

Vilers avait la possibilité de se déclarer utilement candidat en Cochinchine.

Eh bien, je dis oui, et je vais rappeler encore à M. le rapporteur des dates qu'il ne pourra pas contester.

M. Le Myre de Vilers est arrivé en France le 31 juillet. La loi sur les candidatures multiples, la seule qui était applicable et qui devait l'être dans un délai de...., puisque la Constitution faisant une obligation de convoquer les électeurs, est du 17 du même mois.

Par conséquent, à quinze jours près, on savait exactement dans quel délai on devait se mouvoir.

Qu'a fait M. Le Myre de Vilers? A-t-il fait comme tous les autres candidats à la députation? Il en avait le temps. A-t-il envoyé une déclaration portant sa signature légalisée? Non. Cependant, encore une fois, il en aurait eu le temps. La loi est du 17 juillet, il arrive le 31; il avait donc deux mois pour envoyer cette lettre. Il l'a fait, à la vérité, mais d'une façon — et je le regrette pour lui — absolument illégale, et je vais vous en donner la preuve.

Voici, en effet, la lettre que M. Le Myre de Vilers a écrite à M. le gouverneur de la Cochinchine, le 24 août 1889 :

« Monsieur le gouverneur,

« J'ai l'honneur de vous prévenir que je suis candidat aux prochaines élections législatives de Cochinchine.

« Veuillez, monsieur le gouverneur, me donner acte de cette déclaration et agréer les expressions de mes sentiments de haute considération.

« LE MYRE DE VILERS. »

Cette lettre, il l'adressait avant le décret de convocation des électeurs, et il pouvait le faire à ce moment, parce qu'il n'y avait pas encore de jurisprudence et que jamais la loi n'a dit à quel moment les déclarations devaient se produire. Je ne dis pas que depuis il n'y ait une jurisprudence qui tende à s'établir, mais ce n'était pas le cas à cette date. Et M. de Vilers a bien senti lui-même qu'il devait envoyer cette déclaration.

Mais, encore une fois, cette déclaration n'est pas légalisée, et elle est arrivée trop tard. Voilà pourquoi, voulant suppléer à cette lettre, il s'est adressé à M. le sous-secrétaire d'Etat, qui avait déjà ouvert une porte par laquelle M. Hurard avait passé.

Si je prononce le nom de cet honorable député, c'est que déjà il a été dans le rapport, et qu'on s'en est servi contre moi pour établir un précédent.

Nous allons parler tout à l'heure des précédents, lorsque nous nous trouverons en présence d'une candidature illégale, et, sans revenir sur l'élection, vous me permettrez bien de faire un parallèle entre les résultats.

On vous a dit qu'il serait difficile à la Chambre de ne pas accepter les conclusions de votre bureau, parce que la Chambre avait déjà jugé dans un sens qui m'était défavorable, et qu'ayant validé l'élection de M. Hurard elle ne pouvait pas faire autrement que de m'invalider.

Eh bien, messieurs, cette fois encore, au lieu d'employer ce gros mot juridique de précédents, permettez-moi de vous parler le langage de l'équité, que vous comprendrez.

Quel est celui d'entre vous qui a réellement entendu les raisons données pour demander la validation de M. Hurard, lorsque ce jour-là — vous n'avez qu'à consulter le *Journal officiel* — en moins d'une heure vous avez validé cent et quelques députés.

M. le rapporteur. Il n'y avait pas de protestation au dossier.

M. Ternisien. Il n'y avait pas de protestation, me dit-on. C'est possible. En tout cas, ne venez pas nous dire que ce soit là un précédent; en admettant que c'en soit un, vous l'auriez créé inconsciemment, permettez-moi de vous le dire, car il n'y a eu aucune discussion. (*Marques d'approbation sur quelques bancs à gauche. — Réclamations sur d'autres.*)

Un membre au centre. M. Hurard n'avait pas de concurrent.

M. Ternisien. Je m'en rapporte à M. Linard lui-même ; il n'est pas une des objections que j'ai l'honneur de présenter à la Chambre et qui, je l'espère, ont un caractère sérieux, il n'en est pas une, dis-je, qui ait été résolue.

Par conséquent, quand il s'agit de précédents, glissons. Ou, si vous voulez que nous revenions aux précédents, parlons de celui que la Chambre a créé en validant l'élection de M. Joffrin.

A gauche. Le cas n'est pas le même!

M. Ternisien. Messieurs, c'est exactement le même cas!

M. de Lamarzelle. Absolument!

M. Ternisien. Et je viens dire à la Chambre : en présence de la candidature d'un inconnu pour nous, qu'avez-vous fait? Vous avez déclaré que cette candidature était légale. Comment, ayant écarté toute personnalité, avez-vous pu dire en droit : Nous validons celui qui vient après, car du moment où le précédent candidat était incapable, il n'existait pas, et l'on ne peut pas admettre des voix en faveur d'une personne qui légalement n'existe pas?

A droite. C'est tout à fait cela!

M. Ternisien. C'était là l'argumentation. Eh bien, je viens vous dire : Je crois avoir établi que la candidature de M. de Vilers était illégale; voyez si, en équité, vous pouvez accepter les conclusions de votre 11e bureau.

Là encore, abandonnons la question de droit; n'envisageons toujours que la question d'équité. Cette fois nous allons être obligés de consulter les protestations de M. de Vilers lui-même, qui vont nous fournir des renseignements étranges. Messieurs, vous avez un scrupule. Vous savez qu'avec un déplacement de 32 voix j'aurais la majorité; mais par le fait je suis en minorité; et vous vous dites avec raison : « Il n'est pas possible de proclamer député un monsieur qui a moins de voix que son concurrent. » Eh bien, laissons la question, arrivons à une série de faits qui eussent été, ce me semble, de nature à faire changer la majorité si un incident que je vais vous faire connaître ne s'était pas produit.

Avant l'ouverture de la période électorale, le conseil des ministres a décidé que les préfets ou fonctionnaires qui solliciteraient les suffrages de leurs concitoyens devraient commencer par opter entre la situation de candidat ou celle de fonctionnaire.

Qu'a-t-on fait en faveur de M. de Vilers, qui se trouve dans des conditions toutes particulières? Car, si jamais la loi devait être appliquée à quelqu'un, c'était bien certainement à M. Le Myre de Vilers. En effet, il a été pendant près de quatre ans gouverneur de la Cochinchine, et il a retrouvé là-bas comme électeurs tous ceux qu'il avait fait venir jadis dans cette colonie. Et tout à l'heure, pour répondre à M. de Vilers, je ferai passer sous vos yeux quelques-unes des expressions dont il s'est servi dans une lettre au président de la Chambre pour protester contre mon élection.

Non seulement vous ne le mettez pas en demeure d'opter, mais encore il reste résident général. Vous voyez quelle peut être, au point de vue politique, la situation de ce candidat! Et contre qui porte-t-il sa candidature? Contre un homme qui a été obligé d'aller en Cochinchine, mais qui n'a pour lui ni les attaches ni les créatures que M. le résident général de Madagascar avait à sa disposition.

Nommez-moi garde champêtre avec les appointements de M. de Vilers, et je m'engage à faire de la candidature officielle sous toutes les latitudes et sous tous les climats! (*On rit.*) Comment pourrait-il en être autrement?

La première chose que vous deviez faire, c'était de mettre M. Le Myre de Vilers en demeure d'opter entre son poste de résident général et sa situation de candidat. Les chances eussent alors été égales.

Vous avez peut-être agi comme vous l'avez fait — sans intention, et même je n'en doute pas. Mais je vais vous soumettre des considérations beaucoup plus sérieuses, et vous allez voir à quelles conséquences nous pouvons arriver avec les procédés télégraphiques.

Lorsque la période électorale s'est ouverte, quelle était la situation? Vous aviez une loi qui était applicable, puisqu'elle était promulguée. Or, voilà qu'un beau jour M. le sous-secrétaire d'Etat des colonies envoie, par une dépêche télégraphique, le décret de convocation, et, trois jours après, sans commentaire, sans aucune explication, on le voit autoriser M. le gouverneur de la Cochinchine à accepter la candidature de M. Le Myre de Vilers.

Messieurs, n'oubliez pas que le monde électoral de Cochinchine se compose de 85 p. 100 d'employés, et — je m'en rapporte à vos consciences — quand une déclaration se produit dans ces conditions, qu'est-ce que ces malheureux devaient y voir? Non pas, si vous voulez, une candidature officielle, mais une invitation à voter pour celui dont on acceptait la candidature.

Je commence par vous dire que je n'accuserai jamais M. le sous-secrétaire d'Etat d'avoir fait dans ce cas de la candidature officielle. Il peut s'en rapporter à ma parole, et il sait mieux que personne que, si à un moment donné j'avais voulu faire état de documents pour prouver que je n'étais pas le candidat officiel, rien ne m'était plus facile.

A côté de ce fait, il y en a un autre qui a aussi son importance. Je veux vous parler d'un incident politique qui s'est produit en Cochinchine pendant la période électorale, et je vous donnerai connaissance d'une dépêche télégraphique qui a été adressée à Londres — et vous savez à qui — par un fonctionnaire de Cochinchine aujourd'hui révoqué et qui était l'un des partisans les plus chauds de M. Le Myre de Vilers, qui a fait de la propagande en sa faveur.

M. le rapporteur. Non!

M. Ternisien. Vous dites : Non! Veuillez fouiller votre dossier, vous trouverez une affiche que cet individu a placardée pour inviter ses amis à voter pour M. Le Myre de Vilers.

M. le rapporteur. Je ne l'ai pas.

M. Ternisien. Voulez-vous me faire passer le dossier? Je me charge de l'y trouver. Je ne tiens pas à rester sous le coup d'une protestation pareille.

Quand je dis qu'il y a une affiche et que je l'affirme sur l'honneur, je veux que la Chambre soit bien convaincue que je ne parle pas sans avoir la preuve de ce que j'avance.

M. le rapporteur. Cela n'a aucune importance, du reste.

M. Ternisien. Si, cela a une grande importance, et cela m'étonne un peu que vous ne l'ayez pas cherchée. Tenez, je la vois dans votre dossier ; elle est à la fin : une affiche bleue.

M. le rapporteur. Je ne la vois pas.

M. Ternisien. Mais si, je la vois d'ici. (*On rit.*)

Veuillez me la passer, que j'aie le plaisir de la montrer à la Chambre.

(M. le rapporteur fait remettre un placard à l'orateur.)

M. Ternisien. Cette affiche commence ainsi :

« A mes nombreux amis... »

Vous voyez que ce n'est pas un monsieur d'une petite importance ; je ne veux pas citer de nom.

M. le rapporteur. C'est un professeur révoqué.

M. Ternisien. Oui, c'est un professeur révoqué. Ce n'est pas pour moi qu'il faisait voter ; c'était un des plus chauds partisans de M. Le Myre de Vilers, et remarquez-le, savez-vous à quel moment cette affiche est placardée ? La veille du scrutin, à six heures du soir.

« A mes nombreux amis,

« Je suis révoqué. Je m'y attendais ; j'aurais même désiré que l'arrêté de révocation fût pris ici ; je serais maintenant de retour en France.

« Le décret du 17 mars 1879, organisant l'enseignement en Cochinchine, donne au gouverneur le droit de me révoquer.

« Au lieu de cela, nos gouvernants (les âmes damnées d'Etienne) ont pris un arrêté de suspension qui me prive de tout traitement (aux termes du même décret). On nous met à la torture, ma femme et moi, avant de nous faire mourir. On cherche à nous affamer en nous retenant ici sans aucune solde. Fort heureusement pour moi, j'ai songé à faire quelques économies pendant les bonnes années de séjour en Cochinchine ; autrement, j'en serais réduit aujourd'hui à faire des dupes.

« Mes chers amis,

« Je vous ai déjà fait connaître la façon dont Etienne m'a menti et trompé. Vous pouvez lire ce qu'il a écrit à M. Le Myre de Vilers : « J'ai prescrit stricte neutralité, suis résolu à la faire observer ».

« Vous savez tous à quoi vous en tenir sur la véracité de ces déclarations. Je ne vous ferai pas l'injure de croire que vous ayez songé un seul instant à céder aux menaces de l'administration et à voter pour le candidat d'Etienne. Je suis sûr que, comme moi, vous voterez pour M. Le Myre de Vilers. »

Ainsi, j'étais le candidat de M. Etienne, et vous voyez comment on me traite. Je n'ai pas précisément l'air d'être un candidat officieux, car il me semble que si l'on voulait favoriser une candidature, le vrai moyen, c'était de mettre M. Le Myre de Vilers en mesure d'opter. Il y a là un fait incontestable.

Remarqnez que lorsqu'un préfet d'un département du Midi veut aller pour sa candidature dans le Nord, on l'oblige à faire cette déclaration et en même temps à choisir entre les deux situations.

M. Le Hérissé. Mais on conserve sa place vacante pour la lui rendre après l'élection !

M. Ternisien. Je n'entre pas dans cet ordre de considérations, mais comme j'ai vu que certains membres de la Chambre souriaient à la lecture de ce document, qu'ils me permettent de le compléter en disant à la suite de quel incident cette affiche a été posée. Ce professeur révoqué, après avoir fait de moi l'ami de M. Etienne, le suppôt de sa politique, savez-vous en quels termes il s'exprime en s'adressant à un journal du pays ? Le voici :

« Je sais de sources absolument certaines, de M. Etienne lui-même, que si le parti opportuniste conserve le pouvoir, on veut faire révolter Si-Wottha de nouveau. A la faveur des troubles, on compte s'emparer d'une partie du Siam que l'on convoite depuis longtemps. Comme ce serait une nouvelle entreprise tonkinoise, beaucoup plus néfaste peut-être que la première, j'ai crié casse-cou en France !

« J'ai dévoilé les projets machiavéliques de nos gouvernants.

« Toute la presse *intransigeante et boulangiste de Paris et de la province criera au peuple de France*, la veille des élections générales :

« Electeurs, ne votez pas pour les opportunistes si vous ne voulez pas avoir un nouveau Tonkin !... »

Je n'ai pas besoin de vous dire que l'auteur de cette lettre, après l'avoir envoyée aux journaux, s'était transporté dans une colonie anglaise, à Singapore, et que de là il faisait parvenir au général Boulanger, la dépêche dont le texte suit :

« Boulanger, Londres. — Si opportunistes conservent pouvoir, recommenceront aventures coloniales. Etienne refuse accepter soumission Vottha, veut faire révolter ce prince. But criminel inavouable. Goupy Mayenne fournira explications complémentaires. »

Que diriez-vous, messieurs, d'un candidat partisan d'une politique pareille ?

Voici donc l'affiche qui invite ces messieurs à vouloir bien faire voter leurs nombreux amis contre moi, parce que je suis le candidat de M. Etienne.

Vous jugerez ce document comme il mérite de l'être, je m'en rapporte absolument à votre justice. (*Mouvements divers.*)

Je tiens cependant à ajouter encore un mot.

Un des membres du bureau qui est allé en Indo-Chine, mais qui y est resté très peu de temps, interrogé sur le point de savoir quelle pouvait être l'impression produite sur le corps électoral par ces paroles et le texte de ce télégramme, a répondu : C'était de nature à donner 100 voix de plus à M. Ternisien. Savez-vous pourquoi ? C'est que là-bas on est partisan de l'annexion du Cambodge.

Je vous en prie, messieurs, ne faites pas l'injure aux électeurs de la Cochinchine de les supposer aussi imprudents, j'allais dire aussi ignorants. Ils savent ce que coûtent les insurrections, et si même ils en avaient été partisans dans un bon but, c'est-à-dire pour arriver à l'annexion, à l'occupation, soyez assurés que ce n'est pas au destinataire de la dépêche qu'ils se seraient adressés.

Je puis affirmer une chose, c'est qu'il est très étonnant qu'il me soit resté un si grand nombre de voix. (*Bruit.*)

Le mot « grand » est relatif ; vous savez que le collège électoral de la Cochinchine est très restreint.

Je ne voudrais pas abuser de vos instants, mais je dois répondre à quelques objections et, surtout, vous signaler certains faits.

A la date du 13 novembre 1889, voici une lettre que M. de Vilers écrivait à M. le président de la Chambre en lui transmettant une protestation :

« J'ai l'honneur de vous adresser une protestation contre la proclamation de M. Ternisien, en qualité de député de Cochinchine.

« Bien que j'aie obtenu la majorité des suffrages, la commission de recensement de Saïgon, malgré les instructions du gouvernement de la République... » — je crois que c'est la première fois que M. de Vilers prononce ce mot de République — « ...n'a pas voulu tenir compte des bulletins à mon nom, sous le prétexte que la déclaration de ma candidature n'était pas régulière. »

Je ne voudrais pas être indiscret, moi qui suis candidat officiel, mais M. le sous-secrétaire d'Etat me permettra de lui demander comment il se fait que M. de Vilers ait su qu'il avait télégraphié — car il ne pouvait agir que par le télégraphe — à la commission de recensement de ne pas me déclarer député.

M. le sous-secrétaire d'Etat aux colonies. Nous n'avons jamais dit cela.

M. Ternisien. Remarquez que je vous cite mon auteur. Voici le texte ; je vous prie de bien retenir les expressions :

« Bien que j'aie obtenu la majorité des suffrages, la commission de recensement de Saïgon, malgré les instructions du gouvernement de la République, n'a pas voulu tenir compte des bulletins à mon nom. » Quelles sont donc ces instructions ? Il est incontestable que vous n'avez pas pu intervenir, car je ne voudrais pas vous faire l'injure de croire que vous l'ayez fait plutôt dans un sens que dans l'autre.

M. le sous-secrétaire d'Etat des colonies. Je ne suis intervenu que pour déclarer à la commission de recensement que le Gouvernement tenait pour valable la candidature de M. de Vilers. Voilà comment nous sommes intervenus ; je n'ai pas donné d'autres instructions.

M. Ternisien. Vous voyez comment votre pensée a été reproduite !

Voix à gauche. Qu'est-ce que cela fait ?

M. Ternisien. Comment, qu'est-ce que cela fait ? Je suis bien obligé de demander, lorsqu'un débat est soumis à la commission de recensement, comment il se fait que le Gouvernement puisse d'une façon ou d'une autre intervenir au débat. Vous me donnez des explications ; je suis très heureux de pouvoir les opposer aux termes mêmes de la lettre de M. de Vilers.

Car M. Le Myre de Vilers se pose, à l'heure actuelle, comme un candidat qui ne voulait pas de la députation, auquel on l'a offerte et qui a bien voulu l'accepter.

Mais remarquez que ce ne sont pas seulement des considérations, mais des faits que je vais opposer tout à l'heure aux quelques réflexions qu'il a faites, et je serai très bref, croyez-le bien.

D'abord il y a ce fait de la commission qui se déjuge. Je vous ai dit ce qu'il en était ; j'ai lu les procès-verbaux de la commission de recensement : vous vous prononcerez sur ce point.

Mais M. de Vilers, en ce qui concerne sa candidature, sachant très bien que sa situation de candidat résident général allait être invoquée contre lui, cherche à en tirer parti lui-même, et voici comment il l'explique.

« M. le Myre de Vilers n'a pas sollicité les suffrages de ses anciens administrés, il s'est contenté de répondre qu'il accepterait le mandat de député, en cas de nomination. Ses adversaires lui ont fait même un grief de cette réserve commandée par sa situation antérieure. »

Je poserai cette simple question à M. le Myre de Vilers :

Mais, si vous n'avez pas sollicité les suffrages de vos anciens administrés, pourquoi alors avez-vous fait des déclarations ?

M. le Myre de Vilers dit qu'il était « sans journal, sans comité, sans correspondant, sans qu'à aucun moment son adresse à Paris fût connue en Cochinchine, qu'il n'avait personne pour le représenter là-bas ».

Il n'y pas un mot dans cette phrase qui soit vrai. Tout le monde, en Cochinchine, connaît l'adresse de M. Le Myre de Vilers à Paris, et lorsque M. Le Myre de Vilers vient dire qu'il n'avait pas de comité et de représentant, qu'il me soit permis de répondre que sa candidature était patronnée par M. le président du conseil colonial, c'est-à-dire par l'homme qui, par sa situation politique, a le plus d'influence en Cochinchine. Si vous en doutiez, je vous prierais de lire la profession de foi de M. Le Myre de Vilers, qui n'est autre chose que la réponse à une lettre que

lui adressait M. Blanchet, président du conseil colonial.

Lorsque M. Le Myre de Villiers dit qu'il n'avait pas de comité, je lui répondrai par les nombreuses affiches qui ont couvert les murs de Saïgon, par les hommes que l'on envoyait dans l'intérieur du pays et qui portaient partout ses affiches et les nombreuses circulaires et professions de foi qu'il a adressées aux électeurs de la Cochinchine.

Je ne veux pas vous donner plus d'explications. Je crois vous avoir démontré, en fait et en droit, que vous vous trouviez en présence d'une candidature illégale.

Croyez-vous, dans ces conditions, pouvoir non seulement annuler les opérations électorales de la Cochinchine, mais encore proclamer mon adversaire?

Je n'insiste pas; je ne veux même pas résumer mon argumentation; je vous laisse le soin de décider sur ce point. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Linard, *rapporteur*. Messieurs, je ne demande à la Chambre que quelques instants de sa bienveillante attention pour lui exposer les faits qui ont motivé la décision du 11e bureau.

Je ne suivrai certainement pas M. Ternisien dans toutes les considérations qu'il a présentées; car beaucoup sont étrangères au débat qui nous occupe. J'examinerai seulement un point essentiel, celui de savoir si la déclaration de candidature, faite par M. Le Myre de Vilers le 6 septembre, est valable, tant au point de vue du droit qu'en fait.

Les électeurs de la circonscription de la Cochinchine ont donné, au 1er tour de scrutin, le plus grand nombre de suffrages à M. Le Myre de Vilers; M. Ternisien venait ensuite; puis, deux autres candidats.

Personne n'ayant obtenu la majorité absolue, on dut recourir à un 2e tour de scrutin.

Je fais remarquer à la Chambre qu'à ce 1er tour de scrutin aucune protestation ne se produisit de la part de M. Ternisien, qui a bien voulu reconnaître le fait. Il a ajouté toutefois qu'il n'avait pas fait de protestation parce que le 2e tour de scrutin pouvait lui donner la victoire.

M. Ternisien. Voulez-vous me permettre un mot?...

Je n'ai pas fait de protestation parce que j'étais absent de Saïgon à ce moment.

M. Rabier. On ne fait pas de protestation quand le 1er tour de scrutin n'a pas donné de résultat!

M. le rapporteur. Un 2e tour de scrutin eut lieu le 6 octobre; il donna le plus grand nombre de suffrages à M. Le Myre de Vilers. M. Ternisien vint ensuite. Sur 3,800 électeurs environ, M. Le Myre de Vilers obtint une majorité de 60 voix.

Sans cette question de validité de déclaration de candidature, il est évident que M. Le Myre de Vilers devait être proclamé député; mais la commission de recensement, saisie de la protestation de M. Ternisien prit alors la détermination, que vous connaissez, d'annuler les bulletins déposés au nom de M. Le Myre de Vilers.

La question est donc bien posée. M. Le Myre de Vilers avait obtenu la majorité des voix; la commission de recensement des votes de Saïgon a cru devoir annuler les bulletins portant le nom de M. Le Myre de Vilers et proclamer M. Ternisien.

Nous avons donc à examiner, purement et simplement, la validité de la déclaration de candidature de M. Le Myre de Vilers. (*Très bien! très bien! au centre.*)

La déclaration — je ne parle pas de celle du 24 août, qui a été considérée comme nulle parce qu'elle ne pouvait pas arriver en temps utile, ainsi que nous le verrons tout à l'heure — la déclaration faite le 6 septembre est ainsi conçue.

C'est un certificat de déclaration, car je n'ai pas pu me procurer la déclaration elle-même:

« Le lieutenant-gouverneur de la Cochinchine, soussigné, certifie que le ministre du commerce et des colonies l'a informé, par dépêche en date du 7 septembre 1889, que M. Le Myre de Vilers avait déposé dans les bureaux du ministère une déclaration par laquelle il faisait connaître, en conformité de l'article 2 de la loi du 17 juillet 1889, qu'il se présentait comme candidat aux élections législatives du 22 septembre 1889, dans la circonscription de la Cochinchine, et que récépissé définitif en a été délivré à l'intéressé par les soins du département.

« Saïgon, le 9 septembre 1889.

« Signé : DANEL. »

« Pour copie conforme à l'original que nous avons sous les yeux.

« Saïgon, 18 octobre 1889.

« *Le maire de Saïgon...* »

Donc, M. Le Myre de Vilers a fait sa déclaration au ministère des colonies. La signature de M. Le Myre de Vilers, en somme, n'avait pas besoin d'être légalisée; comme ancien gouverneur de la Cochinchine et de résident général à Madagascar, cette signature était déposée au ministère et, par conséquent, parfaitement connue. (*Mouvements divers.*)

M. Ternisien. Mais ce n'est pas du tout ce que veut la loi du 17 juillet 1889.

M. le rapporteur. La légalisation de la signature n'importe donc pas dans ce cas. Nous avons à examiner si les conditions prescrites par la loi du 17 juillet 1889 ont été remplies par M. Le Myre de Vilers.

Au centre. C'est cela!

M. le rapporteur. En déposant sa déclaration au ministère des colonies et en se faisant délivrer un récépissé par M. le sous-secrétaire d'Etat, M. Le Myre de Vilers a accompli les formalités exigées par la loi du 17 juillet 1889 : car, ainsi que je l'ai fait observer dans mon rapport, M. le sous-secrétaire d'Etat aux colonies est le chef direct du gouverneur de la Cochinchine et, par conséquent, il a qualité pour lui délivrer une pièce politique quelconque. (*Interruptions sur divers bancs.*)

M. Benazet. Au point de vue de la légalisation, cette théorie juridique est bien grave.

M. le rapporteur. En fait, M. Le Myre de Vilers pouvait-il envoyer à Saïgon, au gouverneur de la Cochinchine, une déclaration, et en obtenir un récépissé en temps utile? Non.

En effet, la période électorale s'est ouverte le 28 août, jour de la promulgation du décret. Pour arriver en Cochinchine, vingt-huit jours au moins sont nécessaires. Il ne faudrait donc pas manquer un courrier, même par la voie anglaise, qui est la plus rapide. Or, du 28 août au 17 septembre, le délai est seulement de vingt jours, cette dernière date étant la limite extrême pour le dépôt des déclarations. M. Le Myre de Vilers disposait donc d'un laps de temps de vingt jours alors que le voyage de la Cochinchine exige vingt-huit jours au moins.

Il était donc impossible de recourir à la voie postale : la voie télégraphique s'imposait donc. M. Le Myre de Villers a dû faire télégraphier sa déclaration au gouverneur de la Cochinchine, et il ne pouvait pas agir autrement sous peine de voir sa déclaraition ne pas parvenir à Saïgon en temps utile.

Voilà la question de fait.

M. Ternisien affirme qu'aucun candidat aux colonies n'a agi ainsi. Il commet une erreur. M. Hurard a fait télégraphier sa déclaration à la Martinique par le ministère des colonies; on a câblé également la déclaration du candidat à la Guyane. Voilà deux précédents.

Un membre à gauche. C'est inexact! M. Franconie a protesté à cet égard. Il a envoyé sa déclaration écrite par le paquebot; puis il en a adressé un exemplaire au ministère des colonies pour montrer qu'il s'était conformé à la loi.

M. le rapporteur. Je puis donc conclure qu'en droit comme en fait, la déclaration de M. Le Myre de Vilers faite au ministère des colonies et le récépissé qui lui en a été délivré sont parfaitement valables. Je répète qu'il était matériellement impossible de faire parvenir cette déclaration en temps utile à Saïgon par la voie postale.

Je n'entrerai pas dans les considérations que M. Ternisien a fait valoir.

Sur divers bancs. Aux voix! aux voix!

M. le rapporteur. Messieurs, je conclus.

Le 11e bureau n'a eu à examiner que la question de la validité de la déclaration de M. Le Myre de Vilers: je n'ai donc pas à m'occuper des considérations politiques que M. Ternisien a cru devoir vous présenter.

En conséquence, je vous demande d'approuver la décision de votre 11e bureau, c'est-à-dire d'annuler la déclaration faite par la commission de recensement des votes de Saïgon et de proclamer élu M. Le Myre de Vilers qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. (*Très bien! très bien! — Aux voix! Aux voix!*)

M. Ternisien. Je demande la parole.

M. le président. M. Ternisien a la parole pour répondre à M. le rapporteur.

M. Ternisien. Messieurs, deux mots seulement. (*Parlez!*)

Je n'ai que deux faits à vous signaler brièvement.

M. le rapporteur a émis l'avis que M. le sous-secrétaire d'Etat avait le droit de se substituer au gouverneur de la Cochinchine pour accepter une déclaration de candidature.

Sur ce point, je crois avoir fait la lumière. Je vous ai montré que M. le ministre de l'intérieur lui-même, qui est le grand chef de l'administration centrale, ne pouvait pas se substituer à un préfet et donner à son lieu et place un certificat ou un récépissé d'une déclaration de candidature.

M. le rapporteur a ajouté que la signature de M. le Myre de Vilers, apposée au bas de la déclaration remise au ministère du commerce et des colonies, n'avait pas besoin d'être légalisée, parce que cette signature était connue, M. le Myre de Vilers ayant été résident général en Cochinchine.

J'avoue que je ne m'attendais pas à cette affirmation, qui me surprend beaucoup. Comment! on met en cause la qualité de résident général de M. le Myre de Vilers quand il devient candidat!

Je réponds par un argument de fait. Quand un préfet quitte ses fonctions administratives pour devenir candidat...

M. Jolibois. Ce n'est pas dans la loi.

M. Ternisien. Sans doute, mais je veux pousser l'argument jusqu'à l'absurde.

M. Jolibois. Vous arguez d'une décision ministérielle qu'on ne peut pas invoquer ici.

M. Ternisien. Je fais toutes les concessions que l'on veut sur le terrain du droit, et je m'en tiens au fait. Un préfet, celui des Basses-Pyrénées, par exemple, veut se présenter comme candidat dans le Nord : il abandonne ses fonctions administratives...

M. Jolibois. Il n'y est pas forcé!

M. Ternisien. Ne sera-t-il pas obligé,

quand il voudra faire acte de candidat dans le Nord, de faire légaliser sa signature?

Voilà le fait que j'oppose à M. le rapporteur. La loi prescrit la légalisation de la signature, et elle fait de cette légalisation une formalité essentielle. Personne ne peut s'y soustraire.

Au centre. Aux voix! aux voix!

M. Ternisien. Je n'ajoute qu'un seul mot pour rectifier un fait avancé par M. le rapporteur.

M. Franconie n'a nullement envoyé sa déclaration de candidature par le télégraphe. Il l'a adressée, signée et légalisée par la voie ordinaire, la poste; ensuite, par mesure de prudence, un accident pouvant se produire et sa lettre s'égarer, il a confirmé sa déclaration par le câble.

Quant au cas de M. Hurard, qui a été cité comme un précédent, vous ne pouvez pas vous y arrêter : d'abord, parce que M. Hurard n'avait pas de concurrent, et ensuite parce que c'est précisément pour lui que le précédent que l'on m'oppose a été créé. (*Bruit.*)

Au centre. Aux voix!

M. Ternisien. Je termine, messieurs, en vous priant d'en finir avec toute cette législation bâtarde.

Il y a juste un an, à pareille époque, j'avais obtenu 250 voix de majorité et cependant mon élection était annulée parce que M. le sous-secrétaire d'Etat d'alors avait modifié la loi électorale par dépêche télégraphique. Vous m'avez invalidé, et, comme la question n'était pas douteuse, je me suis incliné devant votre décision.

Aujourd'hui, je vous tiens ce langage : Un autre sous-secrétaire d'Etat, par dépêche télégraphique, a touché à une loi. Accepterez-vous la théorie de la Chambre précédente ? Oui, incontestablement, parce que c'est la seule équitable. (*Mouvements divers.*)

M. le président. Votre 11e bureau, messieurs, vous propose :

1° D'annuler la décision de la commission de recensement de la Cochinchine;

2° De déclarer que M. Le Myre de Vilers a été régulièrement élu député de la Cochinchine, le 6 octobre 1889.

Sur divers bancs. La division! la division!

M. le président. La division étant demandée est de droit. Il sera donc procédé à deux votes successifs.

M. Leydet. Cela n'implique pas l'annulation des opérations électorales?

M. le président. Nullement. Il s'agit d'abord de l'annulation de la décision de la commission de recensement de la Cochinchine.

M. le comte de Douville-Maillefeu. Si on vote « non », quelle sera la conclusion?

M. le président. Si vous votez « non », la conclusion sera que M. Ternisien a été régulièrement proclamé.

M. le comte de Douville-Maillefeu. Très bien! c'est très clair! (*Bruit.*)

M. le président. Messieurs, je vous en prie, les responsabilités du président sont assez graves pour qu'il n'en assume pas volontiers d'autres que celles qui lui incombent. Par conséquent, s'il restait quelque doute dans l'esprit de certains de nos collègues, je les prie de les exprimer avant le vote.

M. Leydet. Je propose à la Chambre de voter l'annulation des opérations électorales.

A droite. Pourquoi? pourquoi?

M. le président. Ceci, messieurs, est un amendement qui s'éloigne évidemment des conclusions du bureau et qui est même en contradiction avec elles. Par conséquent, je dois le mettre aux voix le premier.

M. Leydet propose d'annuler les opérations électorales de la Cochinchine.

M. le comte de Douville-Maillefeu. C'est ce qu'il y a de mieux à faire.

Plusieurs membres à droite. Pourquoi?

M. le président. C'est à M. Leydet à motiver sa proposition, s'il le juge convenable.

M. Leydet. Je demande la parole. (*Mouvements divers.*)

M. le président. La parole est à M. Leydet.

M. Leydet. Je n'ai que deux mots à dire à la Chambre. D'une part, l'honorable M. Ternisien n'a pas la majorité, et d'autre part M. Le Myre de Vilers s'est présenté dans des conditions qui ne paraissent pas de nature à permettre la validation de son élection. (*Exclamations en sens divers.*)

Chacun appréciera. Il y en a en Cochinchine — et c'est sur ce mot que je termine — 85 p. 100 de fonctionnaires électeurs. (*Très bien! très bien! sur divers bancs à droite. — Mouvements divers.*)

Un membre. Quelle sera la conséquence de l'adoption de la proposition de M. Leydet?

M. le président. Les opérations électorales seront annulées, et il faudra procéder à une nouvelle élection.

M. le rapporteur. Messieurs, je demande, au nom du 11e bureau, que l'on ne mette pas aux voix l'invalidation de M. Ternisien. Les opérations électorales en Cochinchine ont été régulières. Vous n'avez donc qu'à faire respecter la décision des électeurs en votant les conclusions de votre 11e bureau. (*Très bien! — Aux voix!*)

M. le président. M. le rapporteur, au nom du 11e bureau, s'oppose à l'adoption de l'amendement de M. Leydet.

Je mets aux voix cet amendement, ainsi conçu : « J'ai l'honneur de proposer l'annulation des opérations électorales de la Cochinchine. »

Il y a une demande de scrutin, signée de MM. Félix Mathé, Leydet, Ducoudray, Jules Lasbaysses, Louis Million, Guillemaut, Montaut (Seine-et-Marne), Delcassé, le comte de Douville-Maillefeu, Brugnot, Pajot, Dellestable, Labrousse, Maurice-Faure, Guyot-Dessaigne, Bovier-Lapierre, H. Mathé, Gustave Rivet, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants	484
Majorité absolue	243
Pour l'adoption	71
Contre	413

La Chambre des députés n'a pas adopté l'amendement.

Il reste donc à la Chambre à statuer sur les conclusions du 11e bureau, qui tendent :

1° A annuler la décision de la commission de recensement de la Cochinchine;

2° A déclarer que M. Le Myre de Vilers a été régulièrement nommé député de la Cochinchine, le 6 octobre 1889.

Insiste-t-on sur la division?... (*Oui! oui!*)

La division est de droit.

Je mets donc aux voix la première partie des conclusions du bureau, tendant à annuler la décision de la commission de recensement de la Cochinchine.

Il y a une demande de scrutin, signée de MM. Félix Mathé, Leydet, Ducoudray, Gustave Rivet, Dellestable, Jules Lasbaysses, Guillemaut, Louis Million, Delcassé, Labrousse, Guyot-Dessaigne, Bovier-Lapierre, Montaut (Seine-et-Marne), H. Mathé, Pajot, le comte de Douville-Maillefeu, etc.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants	476
Majorité absolue	239
Pour l'adoption	447
Contre	29

La Chambre des députés a adopté.

Je mets aux voix maintenant la 2e partie des conclusions du 11e bureau, tendant à déclarer que M. Le Myre de Vilers a été régulièrement nommé député de la Cochinchine le 6 octobre 1889.

(Cette 2e partie des conclusions est mise aux voix et adoptée.)

M. le président. En conséquence, M. Le Myre de Vilers est admis.

RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Je pense que la Chambre ne veut pas continuer son ordre du jour?

Voix nombreuses. Non! non! à samedi!

M. le président. La suite de l'ordre du jour est renvoyée à samedi.

M. Jules Roche. Au nom de la commission des crédits, et d'accord avec le Gouvernement, je prie la Chambre de vouloir bien inscrire en tête de l'ordre du jour de sa prochaine séance la discussion du projet de loi relatif aux dépenses secrètes.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition?...

La discussion sera mise en tête de l'ordre du jour de samedi.

M. Joseph Reinach. Je prie la Chambre de vouloir bien mettre en tête de l'ordre du jour de mardi la discussion du rapport de la 1re commission d'initiative sur la prise en considération de la proposition de loi relative au régime de la presse. (*Exclamations sur divers bancs.*)

M. le comte de Douville-Maillefeu. A la suite de l'ordre du jour!

M. le président. M. de Douville-Maillefeu demande que cette discussion soit mise à la suite de l'ordre du jour.

M. Joseph Reinach. Je demande la mise à l'ordre du jour après les vérifications de pouvoirs!

M. le comte de Douville-Maillefeu. Je demande l'inscription à la fin de l'ordre du jour, et je dépose une demande de scrutin.

M. le président. Je ne vois plus bien, messieurs, quel est le désaccord qui existe entre vous.

M. le comte de Douville-Maillefeu. Nous voulons montrer notre horreur de toute atteinte portée au régime de la presse. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à droite.*)

M. le président. Vous la montrerez dans la discussion. (*On rit.*)

M. le comte de Douville-Maillefeu. Pardon! nous voulons flétrir, dès à présent, cette proposition. (*Exclamations sur divers bancs. — Applaudissements sur d'autres.*)

M. le président. Monsieur de Douville-Maillefeu, je ne puis vous permettre d'employer de pareilles expressions vis-à-vis d'un de vos collègues qui use de son droit d'initiative.

M. le comte de Douville-Maillefeu. Vous m'avez arraché mon impression en m'interpellant à trois reprises... Je vous la donne. (*On rit.*)

M. le président. Vous n'avez pas à prendre une pareille attitude.

M. le comte de Douville-Maillefeu. Je ne suis pas le seul à être de cet avis; les applaudissements l'ont prouvé.

M. le président. Je ne peux pas ad-

mettre que vous parliez ainsi d'une proposition, quelle qu'elle soit, qui a été déposée par un de vos collègues.

M. le comte de Douville-Maillefeu. Pourquoi ? On a bien flétri ici les ministres du Seize-Mai ! (*Exclamations.*)

Il y a un précédent, je l'invoque. Mon langage est parlementaire.

M. le président. En tous cas, je vous engage à le modérer un peu.

M. le comte de Douville-Maillefeu. Je n'accepte pas ces observations. (*Rumeurs.*)

M. le président. Monsieur de Douville-Maillefeu, je vous rappelle à l'ordre.

M. le comte de Douville-Maillefeu. Parfaitement! j'aime mieux cela. Vous usez de votre pouvoir, j'en suis enchanté. (*Exclamations et rires sur divers bancs.*)

Je n'accepte les observations d'aucun de mes collègues.

M. le président. Messieurs, je vous en prie, veuillez faire silence. Nous allons procéder...

M. le comte de Douville-Maillefeu. Je le répète, je n'accepte les observations de personne, que de vous, monsieur le président; j'en souffre, je les supporte de vous, mais pas d'autres !

M. le président. Eh bien, puisque vous acceptez mes observations, il n'y a plus rien à dire.

M. le comte de Douville-Maillefeu. Aussi je ne dis rien. (*Rires.*)

M. le président. M. Reinach demande que la discussion sur la prise en considération de sa proposition soit mise à la suite de l'ordre du jour, après la vérification des pouvoirs. M. de Douville-Maillefeu fait la même proposition...

M. le comte de Douville-Maillefeu. Je demande la mise à la suite de tout ordre du jour. (*Nouveaux rires.*)

M. Bizarelli. Je demande qu'en tout cas cette discussion ne vienne qu'après la discussion du rapport de M. Charmes sur les grandes commissions.

M. Joseph Reinach. Je suis d'accord avec M. Bizarelli.

Un membre à l'extrémité gauche de la salle. Nous demandons qu'on refuse l'inscription à l'ordre du jour. (*Exclamations.*)

M. Le Hérissé. La question préalable, alors! Je demande la question préalable.

M. le président. Vous n'avez pas le droit de refuser toute inscription à l'ordre du jour d'une proposition sur laquelle la commission d'initiative a statué.

Il faudrait pourtant, messieurs, vous habituer à vous conformer à votre règlement et à respecter les droits de vos collègues, quel que soit votre avis sur le fond des choses. Nous sommes ici pour discuter les questions et non pour les étouffer. (*Applaudissements.*)

M. le comte de Douville-Maillefeu. Je n'insiste pas pour ma proposition; je me rallie à celle de mon honorable ami M. Bizarelli.

M. Joseph Reinach. Je suis d'accord avec M. Bizarelli.

M. le président. Il y a eu un malentendu. M. Reinach était venu tout à l'heure me demander la mise à l'ordre du jour de sa proposition après la discussion du rapport sur les grandes commissions.

Par conséquent, tout le monde est d'accord... (*On rit.*) Permettez! D'accord sur l'inscription à l'ordre du jour, mais non sur le fond.

M. Le Provost de Launay. C'est une retraite de M. Reinach, et une retraite en mauvais ordre. (*Bruit.*)

M. le comte de Douville-Maillefeu. Je demande la parole sur mon rappel à l'ordre.

M. le président. Eh bien ! je le retire. (*Rires et applaudissements.*)

M. le comte de Douville-Maillefeu. Je vous prie, monsieur le président, d'accepter mes excuses.

M. le président. Il n'en est pas besoin, mon cher collègue. Vous savez très bien l'affection que j'ai pour vous et avec quels regrets je suis obligé quelquefois de vous rappeler au silence.

Voici quel serait l'ordre du jour :

Samedi à deux heures, séance publique :

Discussion d'un projet de loi d'intérêt local concernant l'octroi de Locmaria-Plouzané...

Le rapporteur, d'accord avec le Gouvernement, demande l'inscription en tête de l'ordre du jour de la 1re délibération sur le projet de loi tendant à porter la solde des officiers généraux du cadre de réserve au taux de leur pension de retraite, projet dont le rapport, déposé aujourd'hui, sera distribué samedi.

Il n'y a pas d'opposition? (*Non! non!*)

L'inscription est ordonnée.

Discussion du projet de loi portant ouverture au ministre de l'intérieur d'un crédit extraordinaire destiné aux dépenses secrètes de sûreté générale;

Discussion des conclusions du rapport du 9e bureau sur l'élection de M. Goussot;

Discussion des conclusions du rapport dn 11e bureau sur l'élection de M. Sabouraud;

Discussion des conclusions du rapport du 9e bureau sur l'élection de M. Laur;

Discussion des conclusions du rapport du 9e bureau sur l'élection de M. Naquet;

Discussion des conclusions du rapport du 9e bureau sur l'élection de M. de Belleval;

Discussion des conclusions du rapport du 3e bureau sur l'élection de M. Vacher;

Discussion des propositions de loi relatives à la création de grandes commissions parlementaires et à la reprise des travaux laissés en suspens par la dernière Chambre;

Discussion sur la prise en considération de la proposition de M. Reinach sur le régime de la presse.

Il n'y a pas d'observation?...

L'ordre du jour est ainsi réglé.

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le ministre des finances un projet de loi portant prorogation d'une surtaxe perçue sur l'accool à l'octroi de Brest (Finistère).

Le projet sera imprimé, distribué et renvoyé à la commission d'intérêt local.

J'ai reçu de M. le ministre de la guerre un projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification à l'article 7 de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires.

Le projet de loi sera imprimé, distribué et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission de l'armée.

J'ai reçu de M. le ministre de la justice et des cultes un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1890 au ministre de la justice et des cultes (2e section. — Service des cultes).

Le projet de loi sera imprimé, distribué et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission des crédits.

DÉPÔT DE RAPPORTS

M. Magnien. J'ai l'honneur, au nom de la 1re commission d'intérêt local, de déposer sur le bureau de la Chambre sept rapports :

Le 1er, sur le projet de loi tendant à autoriser le département du Puy-de-Dôme à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins vicinaux;

Le 2e, sur le projet de loi portant prorogation de surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Rambervillers (Vosges);

Le 3e, sur le projet de loi portant prorogation de surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard);

Le 4e, sur le projet de loi portant prorogation d'une surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Vire (Calvados);

Le 5e, sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Riom (Puy-de-Dôme) à emprunter 770,000 fr. et à s'imposer extraordinairement;

Le 6e, sur le projet de loi relatif au cantonnement des droits d'usage en bois de la commune de Renonces (Ain), dans la forêt domaniale de Portes (Ain);

Le 7e, sur le projet de loi tendant à autoriser le département d'Ille-et-Vilaine à contracter à la caisse des chemins vicinaux un emprunt de 194,000 fr.

M. Varlet. J'ai l'honneur, au nom de la 1re commission d'intérêt local, de déposer sur le bureau de la Chambre quatre rapports :

Le 1er, sur le projet de loi portant prorogation d'une surtaxe perçue sur le vin à l'octroi de Saint-Cloud (Seine-et-Oise);

Le 2e, sur le projet de loi tendant à établir d'office sur la commune de Saint-Georges-de-la-Couée (Sarthe) une imposition extraordinaire;

Le 3e, sur le projet de loi tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Crespin (Aveyron);

Le 4e, sur le projet de loi portant prorogation et exhaussement d'une surtaxe perçue sur le vin à l'octroi de Mézières (Ardennes.

M. le président. Les rapports seront imprimés et distribués.

J'ai reçu de M. Ribot, au nom de la commission des crédits, deux rapports :

Le 1er, sur le projet de loi tendant à porter la solde des officiers généraux du cadre de réserve aux taux de leur pension de retraite;

Le 2e, sur le projet de loi portant modification des crédits alloués pour l'exercice 1889 (budget sur ressources extraordinaires du ministère de la guerre) au titre des chapitres 17 et 20 *bis* par la loi du 30 décembre 1888.

J'ai reçu de M. Goyon, au nom de la 1re commission d'intérêt local, deux rapports :

Le 1er, sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à emprunter 785,000 fr. et à s'imposer extraordinairement;

Le 2e, sur le projet de loi tendant à délimiter les communes d'Hémoustoir (Côtes-du-Nord) et de Croixanvec (Morbihan).

J'ai reçu de M. Leconte (Indre), au nom de la 1re commission d'intérêt local, quatre rapports :

Le 1er, sur le projet de loi portant exhaussement du taux des surtaxes sur le vin et sur l'alcool, perçues à l'octroi de la Mure (Isère);

Le 2e, sur le projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Saint-Pol-de-Léon (Finistère);

Le 3e, sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Grenoble (Isère) à emprunter une somme de 400,000 fr.;

Le 4e, sur le projet de loi portant prorogation d'une surtaxe sur le vin et établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Moutiers (Savoie).

Les rapports seront imprimés et distribués.

DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. du Breuil de Saint-Germain et plusieurs de ses collè-

gues une proposition de loi tendant à la nomination d'une commission de vingt-deux membres pour la revision des services administratifs.

J'ai reçu de M. Dumay et plusieurs de ses collègues une proposition de loi relative au placement des employés et ouvriers de toutes professions.

Les propositions seront imprimées, distribuées et renvoyées à la commission d'initiative parlementaire.

CONGÉS

M. le président. La commission des congés est d'avis d'accorder :

A M. Franconie, un congé de dix jours;

A M. Barbe, un congé jusqu'au 18 décembre;

A M. Boissy-d'Anglas, un congé de trois jours;

A M. Poupin, un congé de huit jours;

A M. François (Alfred), un congé de huit jours;

A M. Lecomte (Maxime), un congé de huit jours;

A M. Sabouraud, un congé de deux jours;

A M. de Guilloutet, un congé d'un mois;

A M. Calvinhac, un congé de dix jours;

A M. Laur, un congé de quatre jours.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Les congés sont accordés.

(La séance est levée à six heures trente-cinq minutes.)

Le Chef du service sténographique de la Chambre des députés,
EMILE GROSSELIN.

M. Delmas, *rapporteur.* — Département de la Seine, arrondissement de Sceaux, 1re circonscription.

Les élections du 6 octobre ont donné les résultats suivants :

Electeurs inscrits, 29,141, dont le quart est de 7,286.

Nombre des votants, 21,894.

Bulletins blancs et nuls, à déduire, 348.

Suffrages exprimés, 21,267, dont la majorité absolue est de 10,634.

Ont obtenu :

MM. Louis de Belleval.....	12.195	voix.
Benjamin Raspail.....	9.325	—
de Polignac.....	24	—
Goudry du Jardinet....	10	—
Durand.....	5	—

M. de Belleval a été proclamé député comme ayant réuni un nombre de voix au moins égal à la majorité absolue des suffrages exprimés et supérieur au quart des électeurs inscrits.

Les opérations se sont faites régulièrement.

Le dossier de cette élection contient un nombre considérable de protestations émanant d'électeurs des communes dont voici la nomenclature :

Choisy-le-Roi et Thiais	82	signatures.
Villejuif.....	51	—
Fontenay-aux-Roses..	44	—
Châtillon.....	37	—
Montrouge.....	93	—
Gentilly.....	129	—
Gentilly-Kremlin.....	26	—
Kremlin et Bicêtre ...	97	—
Antony.....	58	—
Malakoff.....	47	—
Arcueil-Cachan.....	97	—
Ivry.....	302	—
Bagneux.....	29	—
Fresne-les-Rungis....	22	—
Ensemble.....	1.114	signatures.

Toutes les signatures sont légalisées.

Ces protestations visent uniformément des faits de corruption, embauchage, intimidation, violences, diffamations.

Le dossier contient, en outre :

Une déclaration de deux électeurs d'Arcueil-Cachan, qui ont entenu M. de Belleval s'écrier, dans une réunion publique tenue le 21 septembre : « L'heure de la délivrance va bientôt sonner; nous fusillerons d'abord les chefs du parti républicain, et nous enverrons le reste à Cayenne et dans les prisons » ;

Une déclaration de M. Soutan, conseiller municipal de Villejuif, déterminant les menaces proférées à son égard par le sieur Lanoir, principal agent de M. de Belleval;

Une protestation des présidents et délégués des comités républicains des vingt-cinq communes de la 1re circonscription de Sceaux, affirmant tous les faits généraux relatés dans les autres protestations;

Une déclaration de huit électeurs de la commune de Vanves, affirmant que, dans la réunion publique tenue à Vanves le 4 octobre, M. de Belleval a prononcé les paroles suivantes : « Les 160 députés opportunistes élus sont des Prussiens plus dangereux à l'intérieur que ceux qui sont sur les bords du Rhin » ;

Une déclaration du sieur Buffet, demeurant à Malakoff, dénonçant divers faits de corruption par l'argent et d'embauchage d'individus étrangers à la commune ;

Une déclaration de quatre électeurs de Kremlin-Gentilly, établissant des faits de corruption sur les pensionnaires de Bicêtre, d'embauchage pour empêcher les défenseurs de la candidature Raspail de se faire entendre, enfin de menaces et voies de fait entre plusieurs d'entre eux;

Une déclaration de dix électeurs de Villejuif, affirmant que, à l'issue de la réunion publique tenue dans la soirée du 27 septembre à Ivry, ils ont vu le sieur Lanoir, principal agent de M. de Belleval, entraîner chez le marchand de vin Desfèvres la bande de camelots qu'il avait amenés pour obstruer la séance et leur distribuer de l'argent;

Une déclaration du sieur Bénard, pensionnaire à l'hospice d'Ivry, certifiant avoir vu un sieur Sarrazin, pensionnaire comme lui, distribuer, dans le préau même de l'hospice, de l'argent au nom de M. de Belleval ;

Une protestation de trente-neuf électeurs de la commune d'Ivry, constatant qu'ils ont vu le sieur Beldon, afficheur public et tambour de ville, recouvrir systématiquement d'affiches administratives des affiches de M. Raspail, et « rien que celles-là » ;

Une protestation de M. Raspail résumant tous les faits généraux ci-dessus.

Tous les documents qui précèdent, recouverts d'un nombre considérable de signatures légalisées, concordent à établir les faits de corruption, embauchage, menaces, violences, diffamations, qui ont été la caractéristique des dernières élections, particulièrement dans le département de la Seine, qui, plus que tout autre, par le développement de la presse, par la foule de déclassés qui s'y réfugient, peut fournir avec abondance les éléments des nouveaux procédés électoraux introduits dans nos mœurs par le boulangisme.

Mais le dossier contient, en outre, des pièces d'un ordre plus important, à notre avis, en ce qu'elles engagent la responsabilité personnelle du candidat. Ce sont les affiches ou circulaires portant la signature même de M. de Belleval et qui, sauf à lui à fournir la preuve des faits allégués, ont un caractère véritablement diffamatoire vis-à-vis de son concurrent.

La première, intitulée « Appel de la dernière heure », signée par un soi-disant comité des patriotes, contresignée par M. de Belleval, dit textuellement : « Vous chasserez du Parlement le renégat Benjamin Raspail, lequel, par tous ses votes à la Chambre, s'est allié avec les Constans, les Rouvier et les Wilson..... Qui plus est, en pleine réunion publique, ce faux représentant du peuple a eu l'audace de dire que la somme de 3 fr. par jour était suffisante à un ouvrier chargé de famille pour bien vivre. »

Cette affiche est signée : le président, Richard ; le vice-président, Titard. Des renseignements recueillis il résulte que l'un est un ancien commissaire de police révoqué après le 16 Mai, l'autre est un malheureux de mœurs équivoques.

La seconde affiche, signée « Un groupe d'ouvriers d'Ivry », et contresignée par M. de Belleval, dit :

« Ouvriers, camarades d'usines et d'ateliers,

« Benjamin Raspail a déclaré publiquement que la somme de 3 fr. 50 par jour était suffisante à un ouvrier pour nourrir lui, sa femme et ses enfants.

« Compagnons,

« Ceux d'entre vous qui sont de l'avis de M. Raspail pourront voter pour lui. Ceux qui, au contraire, ne sont pas de son avis, ceux qui n'entendent pas que nos femmes et nos enfants crèvent de faim, voteront contre le sieur Raspail. »

A cette affiche se rattachent, en tant qu'éléments d'appréciation, deux pièces qui ont paru, pour ainsi dire, à la même heure.

L'une, du 4 octobre, intitulée : deuxième à Benjamin Raspail, et signée directement par M. de Belleval, s'exprime ainsi : « Ecrasé sous le poids des votes criminels qu'il a émis dans ces quatre dernières années... M. Raspail déclare n'avoir jamais dit qu'un ouvrier pouvait très bien vivre avec un salaire de 2fr. 50 par jour. Pourtant, plus de 200 personnes m'ont affirmé que M. Raspail avait tenu ce propos, qui est de notoriété publique dans sa circonscription. »

L'autre pièce est un numéro du *Revisionniste*, journal de M. de Belleval, répandu à un nombre considérable d'exemplaires et distribué à domicile dans la journée du 5 octobre. Dans deux articles intitulés, le premier : « Raspail et les ouvriers », le second : « 3 fr. 50 », ce journal affirme et commente le propos prêté à M. Raspail.

La troisième et dernière des affiches que nous avons particulièrement retenues, signée directement par M. de Belleval seul, commence par ces mots :

« Réponse au député fainéant.

« L'homme qui, pendant la guerre de 1870, donnait des poignées de main, à Arcueil, aux officiers prussiens, et qui est, pour ce fait, montré au doigt dans sa propre commune, le sieur Raspail... etc., etc. »

Elle se termine ainsi :

« Le suffrage universel dira qu'il repousse..... l'homme qui a voté pour Constans et les pots de vin.

« Au candidat officiel, au traître, au renégat, le suffrage universel préfèrera celui qui s'est fait révoquer en défendant les droits des électeurs, des honnêtes gens en blouse, exploités par les canailles en redingote, Constans, Rouvier, Thévenet. »

Cette affiche, placardée dans la soirée du 5 octobre, termine la série des efforts électoraux du candidat boulangiste. Cependant, on peut y rattacher, toujours au point de vue de l'appréciation du bureau, une circulaire répandue à profusion, la veille du scrutin, signée : Fédération des comités revisionnistes, et portant, comme en-tête de paragraphes, les imputations suivantes :

1° Raspail a voté contre le suffrage universel.

« 4° Raspail a voté pour les tripoteurs.

« 5° Raspail approuve les fraudes électorales.

« 6° Raspail ami des concussionnaires et partisan des pots de vin.

A la suite de ces imputations diffamatoires, M. Raspail a introduit une action en diffamation contre M. de Belleval. L'affaire est fixée au rôle du 18 décembre.

Entendu par votre 8e sous-commission, M. de Belleval a récusé tous les faits énoncés dans les protestations; il a nié les propos qui lui sont attribués en ce qui concerne le sort réservé aux républicains, le lendemain du triomphe de son parti. D'autre part, il déclare tronquées ou falsifiées les paroles qu'il aurait prononcées sur la façon dont sont nourris ou traités les pensionnaires de Bicêtre, et sur la qualification de Prussiens appliquée aux 160 élus républicains du 22 septembre.

Quant à l'imputation dirigée contre M. Raspail, par les affiches, journaux ou circulaires du candidat boulangiste, 1° d'avoir déclaré que 2 fr. 50 ou 3 fr. 50 par jour devaient suffire à un ouvrier pour nourrir lui, sa femme et ses enfants, 2° d'avoir fraternisé en 1870 avec les Prussiens, M. de Belleval nous a déclaré qu'il n'en avait pas la preuve, mais qu'il l'avait entendu dire.

Il a ajouté que, de son côté, il intentait une action correctionnelle contre M. Raspail, pour citation d'un passage de son volume : *Sommes-nous en République?* citation tronquée et présentant comme son opinion personnelle sur le suffrage universel ce que M. de Belleval n'avait introduit dans son livre que comme extrait textuel de l'œuvre d'un autre publiciste.

Votre 8e sous-commission estime que les faits de corruption et d'intimidation relevés dans l'élection de la 1re circonscription suffiraient seuls à entacher le résultat du scrutin; mais elle considère que les diffamations dirigées contre M. Raspail ont une portée bien plus grave. La population ouvrière de cette circonscription, très nombreuse et qui se renouvelle constamment, n'a pu juger par elle-même de la patriotique attitude et du dévouement de l'honorable M. Raspail pendant le siège de Paris. Cette population doit s'irriter, d'autre part, et s'indigner à juste titre contre ceux qui, sous une forme ou sous une autre, lui sont dénoncés comme ayant trouvé la misère assez bonne pour elle. Deux imputations aussi lourdes, exploitées surtout à la dernière heure, ont dû jouer dans cette élection un rôle de premier ordre et enlevé au candidat diffamé un nombre considérable de suffrages.

Dans ces conditions, l'écart important qui existe entre les deux candidats, au scrutin du 6 octobre (2,870 voix), peut trouver son explication dans la gravité même des diffamations.

Par ces considérations, votre 8e sous-commission vous propose de conclure à l'annulation des opérations électorales dans la 1re circonscription de Sceaux.

M. Chautemps, *rapporteur*. — L'élection de la 2e circonscription de l'arrondissement de Tulle a nécessité deux tours de scrutin. Les résultats du scrutin de ballottage ont été les suivants :

Nombre des électeurs inscrits, 20,443.
Nombre des votants, 15,718.
Nombre des suffrages exprimés, 15,654.

Ont obtenu :

MM. Vacher..... 8.561 voix.
Delpeuch..... 7.093 —

Différence des voix, 1,468.

Des protestations nombreuses sont parvenues au 3e bureau, qui a relevé dans le dossier de cette élection des faits d'une incontestable gravité.

1° *Diffamations et outrages à l'adresse de M. Delpeuch.* — L'effort de M. Vacher, celui de ses agents et la polémique du journal *le Corrézien* ont principalement eu pour objectif de faire passer M. Delpeuch pour ne pas être Français.

Dans le *Corrézien*, M. Delpeuch est couramment appelé « le candidat étranger. »

Dans le numéro du 6 octobre, on lit, à propos d'une réunion publique : « ... ils ont exécuté sommairement l'étranger. »

Dans le numéro du 4 octobre, on lit, en tête du journal et en vedette, le titre suivant : « Candidat étranger et travail étranger. »

Dans le numéro du 1er octobre du *Corrézien*, paraît un manifeste du comité d'union conservatrice, également publié et répandu à profusion par le journal *la Vérité*, et nous y lisons cette phrase : « Candidature... humiliante pour tous parce qu'elle est étrangère. »

Le 5 octobre, paraît le manifeste du journal lui-même, en première page et en caractères d'affiches; on y lit cette phrase : « Le nom de M. Delpeuch est inacceptable parce qu'il est officiel, et humiliant parce qu'il est étranger. »

Le 3 octobre paraît un manifeste d'un comité d'électeurs de Tulle et de la banlieue; il se termine de la façon suivante : « Vive la République honnête! Vive Vacher! A bas le candidat des mouchards! A bas l'étranger! A bas les voleurs!»

Le numéro du 22-23 septembre publie, toujours en première page et en gros caractères, les phrases suivantes :

« Avez-vous entendu le jeune Delpeuch, cet étrange étranger du ministère des affaires étrangères. . . . . .
. . . . . .

« Et Labrousse, Brugeilles, Dubois, Dellestable, quelle honteuse politique n'ont-ils pas rappelée aussi, avec les Delpeuch et Vachal?

« C'est le programme des hommes sinistres qui ont fait le Tonkin, qui ont vendu la croix d'honneur, qui ont déshonoré la République française!

« Ces hommes ont été accusés et convaincus d'être associés à des escrocs, des échappés de bagne, des fripouilles! »

(Suivent des personnalités on ne peut plus grossières qui ne peuvent trouver place dans un document parlementaire.)

« Pour faire plaisir à Bismarck, ils ont bombardé Sagallo, et, par peur des Anglais, ils ont étranglé Panama!

« Il faut que cela cesse et cela va cesser! Vous avez entendu l'immense cri : « A bas les voleurs! »

Sous l'inflence de ces accusations chaque jour répétées par le *Corrézien*, et colportées par des agents de peu de scrupule, M. Delpeuch ne peut plus se présenter nulle part sans entendre le cri de : « A bas le Prussien! à bas le Badois! »

A la Graulière, le nommé Brossard outrage M. Delpeuch en lui criant : « A bas le Prussien! » Quelques jours après, M. Vacher passe dans cette commune et donne 20 fr. à Brossard.

Au Lonzac, le jour de la foire du 17 septembre, la bande de M. Vacher traverse longitudinalement le champ de foire, en criant : « A bas les voleurs! à bas le Badois! à bas le Prussien! »

A Traignac, M. Delpeuch est menacé et injurié dans les mêmes termes; 23 protestataires de Saint-Salvadour, 23 habitants de Seilhac, 30 habitants de Tulle font les mêmes déclarations.

2° *Outrages au Gouvernement.* — Dans le *Rapide* comme dans le *Corrézien*, les ministres sont traités de bandits et d'assasins.

A Treignac, des placards injurieux sont apposés la nuit sur la fontaine publique : les colonnes du *Journal officiel* ne sauraient servir à la reproduction de telles grossièretés, et nous nous bornerons à ces deux citations :

» A l'eau! au fumier Carnot!

« A l'eau le Badois Spuller et son Delpeuch! »

3° *Manœuvres mensongères.* — On lit dans le *Corrézien*, numéro du 5 octobre : « L'opportunisme a voté un nouvel impôt de 8 fr. par 100 fr. sur les quatre contributions, qui sera perçu à partir du 1er janvier 1890. »

On lit dans le *Rapide du Centre:* « La bande ferryste a fait voter par la Chambre des députés et par le Sénat une augmentation de 8 p. 100 des impôts, à dater du 1er janvier 1890. »

Or, M. Vacher a lui-même déclaré avoir abonné à ses frais, au journal le *Rapide*, environ 750 électeurs de la circonscription, qui ont régulièrement reçu cette feuille du 19 septembre au 6 octobre.

4° *Fraudes.* — A Soudaine la Vinadière, il a été trouvé dans l'urne un paquet de bulletins « de la grosseur d'un poing fermé», et « de dimensions telles qu'il n'aurait pu être introduit par l'orifice de l'urne. » Tous ces bulletins, dont le nombre reste inconnu, étaient au nom de M. Vacher; l'enquête a établi que dix-huit personnes notoirement absentes avaient été portées comme ayant voté.

Le sieur Jarrige a voté deux fois, à bulletin ouvert, pour M. Vacher, une fois à Eyburie, où il n'était pas inscrit, et une seconde fois à Condat.

5 *Faits de corruption.* — Tous les protestataires (comité républicain cantonal de Seilhac, comité républicain de Tulle, groupe d'habitants du Lonzac, etc.), parlent d'argent distribué, de rastels organisés. Le bureau n'a voulu retenir que les faits reconnus par M. Vacher lui-même : 20 fr. ont été donnés au sieur Brossard, 10 fr. au sieur Robert.

6° *Violences.* — Tous les protestataires, notamment ceux du comité republicain cantonal de Seilhac (46 signatures) du comité de Tulle (30 signatures), et de la commune du Lonzac (13 signatures) sont unanimes à affirmer l'existence d'une bande recrutée et conduite par les sieurs Geneste et Phalippoux, l'un et l'autre de Treignac, et se rendant dans les diverses localités de la circonscription pour y organiser le succès des réunions de M. Vacher, le trouble des réunions de M. Delpeuch, et l'excitation contre le candidat prussien.

Voici, à titre d'exemple, comment s'expriment les protestataires du Lonzac :

« Nous, soussigné, maire de la commune du Lonzac, certifions qu'il s'est produit, au sujet de l'élection de M. Vacher, comme député, dans la commune du Lonzac, des manœuvres frauduleuses de toutes sortes, dont les unes font l'objet d'une instruction judiciaire, d'autres sont encore ignorées ; mais qu'il est au vu et au su de toute la population du Lonzac, justement indignée, que M. Vacher a eu à sa solde, pendant la période électorale qui vient de s'écouler, une bande organisée et payée; que cette bande, qui semait partout sur son passage la terreur et l'intimidation, se composait d'au moins 150 personnes;

« Que le désordre était tel sur le passage de cette bande que notre grande foire du 17 septembre a été complètement défaite, et les transactions devenues nulles;

« Que cette bande, par ses hurlements, acclamations ou injures grossières proférées à l'adresse des électeurs dévoués à l'élection de M. Delpeuch, et conduite par les soins de M. Vacher, a, en outre, intentionnellement et sur les ordres de ce dernier, traversé longitudinalement le champ de foire du Lonzac, partant de l'hôtel Sérézat et se dirigeant à l'hôtel Bourg jeune, insultant tout le monde sur son passage et

criant constamment : « A bas les voleurs ! A bas le Badois ! A bas le Prussien ! »

« Qu'il est également à notre connaissance que M. Vacher avait organisé dans les deux hôtels ci-dessus des tables ouvertes à tout venant, et que, sans l'intervention de M. le commissaire de police et de la gendarmerie, de graves désordres se seraient produits. »

Ce document est suivi des signatures de MM. Chambras, adjoint; Boissy, Tramichet, Segurel, conseillers municipaux, et des signatures de MM. Chatel, retraité; Courié, négociant; Deshors, messager; Saintagne, maître maçon; Chalard, taillandier; Bourdarias, boulanger; Serjaux, propriétaire; Profit, maître d'hôtel.

Trois lettres de M. Goursoles, maire, confirment les mêmes faits.

Le 8 septembre, à Treignac, M. Delpeuch, au sortir d'une réunion privée, fut injurié et menacé par une bande d'individus que conduisait et excitait le sieur Phalippoux; M. Delpeuch et M. Fleyssac, maire, furent acculés sur une ruelle étroite et en pente rapide au bas de laquelle était la demeure du docteur Fleyssac. Des pierres furent jetées contre les fenêtres. La gendarmerie dut protéger M. Delpeuch.

Le lendemain, à Chamberet, la même bande poussait les mêmes cris, organisait le même désordre.

L'excitation devint telle, dans le canton de Treignac, que l'on dut y installer un commissaire de police extraordinaire.

7° *Conclusion.* — Les opérations électorales de la 2e circonscription de l'arrondissemant de Tulle ont été marquées par un tel ensemble d'imputations calomnieuses à l'adresse du concurrent de M. Vacher, d'outrages à l'adresse des pouvoirs publics, de manœuvres susceptibles d'égarer l'opinien publique, de fraudes et de violences, que le 3e bureau a décidé de proposer à la Chambre l'invalidation de cette élection.

M. Leydet, député des Bouches-du-Rhône, a déposé sur le bureau de la Chambre une pétition de 300 habitants de Nevers.

M. Montaut, député de Seine-et-Marne, a déposé une pétition de M. Hippolyte Destrem.

Annexes au procès-verbal de la séance du 12 décembre 1889.

SCRUTIN

Sur les conclusions du rapport du 11e bureau, tendant à l'annulation des opérations électorales de la 1re circonscription de Limoges. (Résultat du pointage.)

Nombre des votants	460
Majorité absolue	231
Pour l'adoption	221
Contre	239

La Chambre des députés n'a pas adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Abeille (Valentin). Armez. Arribat.

Baile (Martial). Barodet. Bastid (Adrien). Batiot (Aristide). Baulard. Beauquier. Bérard. Bézine. Bizarelli. Bizot. Blanc (Pierre). Bonnefoy-Sibour. Bony-Cisternes. Boudenoot. Bouge. Boulanger-Bernet. Boullay. Bourgeois (Jura). Bourgeois (Léon) (Marne). Bouthier de Rochefort. Bovier-Lapierre. Boysset. Braud. Briens. Brisson (Henri). Brousse (Emile). Brugnot. Brunier. Burdeau. Buvignier.

Cabart-Danneville. Carquet. Cavalié. Cazauvieilh. Caze (Edmond). Chevandier. Choiseul (Horace de). Clauzel (Ardèche). Clech. Clémenceau. Clerjounie. Cochery (Georges). Cordier. Corneau. Cornudet.

Dautresme. David (Indre). Deandreis. Delcassé. Dellestable. Delmas. Delpech. Deluns-Montaud. Deniau. Descamps (Albert). Dethou. Develle (Jules). Deville. Dron. Dubois (Arnault) (Corrèze). Dubois (Emile) (Nord). Dubost (Antonin). Duchasseint. Duclaud. Ducoudray. Ducroz. Dujardin-Beaumetz (Aude). Dumas. Dumay. Dupuy (Charles) (Haute-Loire). Dupuy-Dutemps (Tarn). Durand-Savoyat (James). Duval (César).

Fanien (Achille). Farjon. Ferry (Albert). Ferry (Emile). Folliet. Fougeirol.

Gacon. Gaillard (Jules) (Vaucluse). Gaillard (Oise). Garnier (Charente-Inférieure). Gastellier. Gaussorgues (Frédéric). Germain (Constant) (Haute-Garonne). Gerville-Réache. Giguet. Gillot. Goirand. Gotteron. Grisez. Guéguen. Guillaumou. Guillemaut. Guyot-Dessaigne.

Haynaut. Hémon. Herbet. Horteur. Hovelacque. Hubbard (Gustave).

Isambert (Gustave). Isoard.

Jacques. Jamais (Emile). Joffrin. Jouffray (Isère). Jourdan (Louis). Jullien. Jumel.

Labrousse. Labussière. Lachièze (Lot). Lacroix (Loiret). Laffitte de Lajoannenque (de). Laffon (René) (Yonne). Lagnel. Lagrange. Langlet. Lasbaysses. Lascombes. Lasserre. Laville. Leborgne. Léglise. Legludic. Leroy (Arthur) (Côte-d'Or), Le Roy (Edouard) (la Réunion). Letellier. Levêque. Linard. Lockroy. Lombard (Isère). Loriot. Loustalot.

Mac-Adaras. Macherez. Madier de Montjau. Magnien. Maigne (Jules). Mandeville. Maret (Henry). Marmottan. Martinon. Marty. Maruéjouls. Mathé (Félix) (Allier). Mathé (Henri) (Seine). Maujan. Méline. Mesureur. Michel (Alfred). Million (Louis). Mir. Montaut (Seine-et-Marne). Mougin.

Nivert.

Obissier Saint-Martin. Ordinaire (Dionys).

Pajot. Perrier (Antoine) (Savoie). Pesson (Albert). Philipon. Pichon (Seine). Pochon. Poincaré (Raymond). Ponlevoy (Frogier de). Pourquery de Boisserin. Prevet. Prost (Victor).

Rabier. Raspail (Camille) (Var). Raynal. Reinach (Joseph). Révillon (Tony). Rey (Aristide) (Isère). Rey (Lot). Reybert. Ricard. Riotteau. Rivet (Gustave). Rolland. Rousse. Royer (Louis-Auguste) (Aube). Royer (Meuse).

Saint-Germain. Saint-Romme. Salis. Sarrien. Siegfried. Signard. Sourigues. Surchamp.

Talou (Léon). Tassin. Thierry-Delanoue. Thiers (Edouard). Thomas. Thomson. Thorel. Trannin. Trouillot (Georges). Turrel (Adolphe).

Vacherie. Valle. Vallon (amiral). Varlet. Vernhes. Vernière. Viger. Vignancour. Ville. Villemonte. Viox. Vival.

Werquin.

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Abrial (Léon). Adam (Achille). Aigle (comte de l'). Aillières (d'). Aimel (Henri). Amagat. Arenberg (prince d'). Argeliès. Armand (comte). Arnous. Aynard (Edouard).

Bar (de). Barascud. Barbotin. Barrès (Maurice). Barthou. Baudin. Baudry-d'Asson (de). Belleval (de). Benazet. Benoit (de). Berger (Maine-et-Loire). Berger (Georges) (Seine). Bergerot. Bernis (comte de). Bertrand. Bezanson. Bigot. Bischoffsheim. Blachère. Blin de Bourdon (vicomte). Boisboissel (de). Borie. Boucher (Finistère). Boudeau. Bourgeois (Paul) (Vendée). Boyer (Antide). Breteuil (marquis de). Breton. Breuil de Saint-Germain (du). Brincard.

Caffarelli (comte). Carron. Castelin. Cazenove de Pradine (de). Chabrié. Champvallier (de). Charles Roux. Charmes (Francis). Chassaing. Chiché. Cibiel. Clausel de Coussergues. Cluseret. Colbert-Laplace (comte de). Colombet (de). Cornulier (marquis de). Coutisson. Couturier.

Daynaud. Dejardin-Verkinder (Nord). Delafosse (Jules) (Calvados). Delafosse (Marie) (Ille-et-Vilaine). Delahaye. Déroulède (Paul). Descaure. Deschanel (Peul). Desjardins (Ernest) (Aisne). Després (Armand) (Seine). Dompierre d'Hornoy (vice-amiral de). Douville-Maillefeu (comte de). Dreyfus (Camille). Du Bodan. Dufaure (Amédée). Dugué de la Fauconnerie. Dumonteil.

Elva (Christian) (comte d'). Engerand. Eschasseriaux (baron). Espeuilles (comte d'). Estourmel (marquis d'). Etcheverry.

Fairé. Farcy (Eugène). Fauré (Gers). Féraud). Féroul. Fould (Achille). Fouquet (Camille). Fourtou (de). Freppel. Frescheville (général de). Froin (Alcée).

Gabriel. Galpin (Gaston). Gasté (de). Gauthier (de Clagny). Gavini. Gérard (baron). Germain (Henri (Ain). Gervais (Jules). Girodet. Godelle. Gonidec de Traissan (comte Le). Gondet (Gontrand). Goussot. Goyon (de). Granet. Granger. Granier de Cassagnac (Paul). Grousset.

Haussmann. Hély d'Oissel.

Jacquemart. Jacquemin. Jolibois. Jouffroy d'Abbans (comte de) (Doubs). Jourde. Juigné (comte de). Jules Jaluzot.

Kergariou (de). Kergorlay (comte de). Kerjégu (J. de). Kermenguy (vicomte de).

La Bassetière (Louis de). Labat. La Bourdonnaye (vicomte de). La Chambre. Lachize (Rhône). Lacôte. Lacretelle (général). Ladoucette (baron de). Laguerre. Laisant. Lalou. La Martinière (de). Lamarzelle (de). Lanjuinais (comte de). La Nouë (vicomte de). Laporte (Gaston). Lareinty (Jules de). Largentaye (Rioust de). La Rochefoucauld, duc de Doudeauville. La Rochejaquelein (marquis de). Laroche-Joubert. Le Cerf. Leconte (Alfred) (Indre). Le Cour. Le Gavrian. Legrand (Arthur) (Manche). Legras. Le Hérissé. Lemercier (comte). Léon (prince de). Le Provost de Launay. Le Roux (Paul). Le Senne. Lévis-Mirepoix (comte de). Lorgeril (de). Lorois (Emile) (Morbihan). Lur-Saluces (marquis de).

Mackau (baron de). Maillé (comte de). Malartre. Maréchal. Martin (Marius). Martineau. Mège. Meilhodon. Mercier. Mézières. Millerand. Millevoie (Lucien). Milochau. Montalembert (comte de). Montéty (de). Montgolfier (de). Montsaulnin (de). Moreau (Emile). Morillot (Léon). Morin-Latour. Moustier (marquis de). Mun (comte Albert de).

Naquet (Alfred). Noël-Parfait.

Olry. Ornano (Cuneo d').

Pasquier. Passy (Louis) (Eure). Paulmier. Peyrusse. Picot. Piérard (baron). Piou (Jacques). Plazanet (colonel de). Plichon (Nord). Pontbriant (comte de). Pontois. Porteu (Armand). Possesse (de). Poulié. Prax-Paris. Prénat.

Ramel (de). Rauline. Reille (baron). Renard (Léon). Richard (Pierre). Robert-Mitchell. Roche (Ernest) (Seine). Roques. Rotours (baron des). Rouvre (Bourlon de). Roy de Loulay (Louis).

Saint-Martin (de) (Indre). Saint-Martin (Seine). Saussay (du). Say (Léon). Schneider (Henri). Serph (Gusman). Solages (marquis de). Soland (de). Soubeyran (baron de).

Tailliandier. Taudière. Terrail-Mermeix. Terves (comte de). Thellier de Poncheville. Théron. Theulier. Thivrier. Turigny.

Vacher. Vilfeu. Villebois-Mareuil (vicomte de). Villeneuve (marquis de).

Waddington (Richard). Witt (Conrad de).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Audiffred.

Balsan. Bizouard-Bert. Borriglione. Boucher (Vosges). Boudeville. Bully.

Chaulin-Servinière. Chautemps. Chollet. Christophle (Albert). Constans. Cosmao-Dumenez. Cousset.

David (Alpes-Maritimes). Delaunay. Denizot. Deprez (André) (Pas-de-Calais). Deproge. Desmons.

Eliez-Evrard. Etienne. Fuzière.

Fallières. Floquet (Charles). Flourens. Forcioli. Fouquier (Henry).

Gerbay. Gévelot. Graux (Georges). Greffülhe (comte).

Hainsselin. Haulon. Hiroux.

Jonnart.

La Batut (de). Lacretelle (Henri de). Laurençon. Lavertujon (Henri). Ledieu. Le Veillé. Levet (Georges). Leydet.

Mahy (de). Ménard-Dorian. Merlou. Michau (Nord). Michou (Aube).

Papelier. Pelletan (Camille). Périer de Larsan (du) (Gironde). Peytral. Pierre Alype. Pierre Legrand (Nord).

Quintaa.

Rathier. Razimbaud. Réaux (Marie-Emile). Rouvier.

Sentenac. Simon (Fidèle). Sirot. Spuller.

Ternisien. Terrier. Thévenet.

Yves Guyot.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme ayant été retenus à la commission des crédits supplémentaires :

MM. Arène (Emmanuel).
Bartissol.
Casimir-Perier (Aube). Cavaignac (Godefroy).
Deloncle (François). Demarçay (baron).
Faure (Félix) (Seine-Inférieure).
Lechevallier. Leygues.
Proust (Antonin).
Rambourgt. Ribot. Roche (Jules) (Savoie).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme retenus par les opérations de la commission d'enquête sur l'élection de Gien :

MM. La Ferronnays (marquis de). Lanessan (de).
Maurice-Faure.
Rozet (Albin). Souhet.

N'A PU PRENDRE PART AU VOTE

le député dont l'élection est soumise à l'enquête :

M. Loreau.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Baïhaut. Barbe. Bargy. Boissy-d'Anglas. Bourlier. Calvinhac. François (Alfred). Franconie. Garnier (Yonne). Guilloutet (de). Hurard. Laur. Lebaudy. Lecomte (Maxime) (Nord). Montfort (de). Ouvré. Paulin-Méry. Poupin. Sabouraud. Sibille. Viette. Vilar (Edouard).

M. Letellier, porté comme ayant voté « pour » les conclusions du 11e bureau sur les opérations électorales de la 1re circonscription de Limoges, déclare qu'il était momentanément retenu à la commission des crédits, et qu'il avait l'intention de s'abstenir.

SCRUTIN

Sur l'amendement de M. Leydet tendant à l'annulation des opérations électorales de la Cochinchine.

Nombre des votants	469
Majorité absolue	235
Pour l'adoption	65
Contre	404

La Chambre des députés n'a pas adopté.

ONT VOTÉ POUR :

Barodet. Barthou. Baulard. Bertrand. Bizarelli. Bony-Cisternes. Boullay. Bourgeois (Jura). Bourgeois (Léon) (Marne). Bovier-Lapierre. Boysset. Brousse (Emile). Bully.
Chautemps. Chevandier. Corneau. Cousset.
Delpech. Descaure. Desmons. Douville-Maillefeu (comte de). Dron. Duchasseint.
Farjon. Forcioli. Gaillard (Jules) (Vaucluse). Gillot. Goirand. Gonnet (Gontran). Guillemaut. Guyot-Dessaigne.
Jacquemart. Jacques. Jouffray (Isère). Jourdan (Louis).
Lacretelle (Henri de). Laffon (René) (Yonne). Lagnel. Lasbaysses. Le Hérissé. Leydet.
Madier de Montjau. Maigne (Jules). Mathé (Henri) (Seine). Merlou. Mesureur. Michel (Alfred). Montaut (Seine-et-Marne).
Pajot. Peytral. Pourquery de Boisserin. Prost (Victor).
Rabier. Rathier. Révillon (Tony). Reybert. Rivet (Gustave). Rolland. Rousse.
Saint-Romme. Salis.
Thomson.
Vernhes. Vernière. Villeneuve (marquis de).

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Abrial (Léon). Adam (Achille). Aigle (comte de l'). Aillières (d'). Aimel (Henri). Amagat. Arenberg (prince d'). Arène (Emmanuel). Argeliès. Armand (comte). Arnous. Arribat. Audiffred. Aynard (Edouard).
Baile (Martial). Balsan. Bar (de). Barascud. Barbotin. Barrès (Maurice). Baudin. Baudry d'Asson (de). Beauquier. Belleval (de). Benazet. Benoit (de). Bérard. Berger (Maine-et-Loire). Berger (Georges) (Seine). Bergerot. Bernis (comte de). Bezanson. Bézine. Bizot. Bizouard-Bert. Blachère. Blanc (Pierre). Blin de Bourdon (vicomte). Boisboissel (de). Bonnefoy-Sibour. Borie. Borriglione. Boucher (Finistère). Boucher (Vosges). Boudeau. Boudenoot. Boudeville. Bouge. Boulanger-Bernet. Bourgeois (Paul) (Vendée). Bouthier de Rochefort. Boyer (Antide). Braud. Breteuil (marquis de). Breton. Breuil de Saint-Germain (du). Briens. Brincard. Brugnot. Brunier. Burdeau. Buvignier.
Cabart-Danneville. Caffarelli (comte). Carquet. Carron. Casimir-Perier (Aube). Castelin. Cavaignac (Godefroy). Cavalié. Cazauvieilh. Chabrié. Champvallier (de). Charles Roux. Charmes (Francis). Chassaing. Chaulin-Servinière. Chiché. Choiseul (Horace de). Chollet. Christophle (Albert). Cibiel. Clauzel de Coussergues. Clauzel (Ardèche). Clémenceau. Clerjounie. Cluseret. Cochery (Georges). Colbert-Laplace (comte de). Colombet (de). Cordier. Cornudet. Cornulier (marquis de). Cosmao-Dumenez. Coutisson. Couturier.
Dautresme. David (Alpes-Maritimes). David (Indre). Deandreis. Dejardin-Verkinder (Nord). Delafosse (Jules) (Calvados). Delafosse (Marie) (Ille-et-Vilaine). Delaunay. Delcassé. Dellestable. Delmas. Deluns-Montaud. Deniau. Denizot. Deprez (André) (Pas-de-Calais). Déroulède (Paul). Descamps (Albert). Deschanel (Paul). Desjardins (Ernest) (Aisne). Després (Armand) (Seine). Dethou. Develle (Jules). Deville. Dompierre d'Hornoy (vice-amiral de). Dreyfus (Camille). Du Bodan. Dubois (Arnault) (Corrèze). Dubois (Emile) (Nord). Dubost (Antonin). Duclaud. Ducoudray. Ducroz. Dufaure (Amédée). Dujardin-Beaumetz (Aude). Dumas. Dumonteil. Dupuy (Charles) (Haute-Loire). Dupuy-Dutemps (Tarn). Durand-Savoyat (James). Duval (César).
Eliez-Evrard. Elva (Christian) (comte d'). Engerand. Espeuilles (comte d'). Estourmel (marquis d'). Etcheverry.
Fairé. Fanien (Achille). Farcy (Eugène). Faure (Félix) (Seine-Inférieure). Ferroul. Ferry (Albert). Ferry (Emile). Flourens. Folliet. Fougeirol. Fould (Achille). Fouquet (Camille). Fouquier (Henry). Fourtou (de). Freppel. Frescheville (général de).
Gabriel. Gacon. Gaillard (Oise). Galpin (Gaston). Garnier (Charente-Inférieure). Gasté (de). Gaussorgues (Frédéric). Gauthier (de Glagny). Gavini. Gérard (baron). Gerbay. Germain (Henri) (Ain). Gervais (Jules). Gerville-Réache. Gévelot. Giguet. Girodet. Godelle. Gonidec de Traissan (comte Le). Gotteron. Goussot. Goyon (de). Granet. Granger. Graux (Georges). Greffülhe (comte). Grisez. Grousset. Guéguen. Guillaumou.
Hainsselin. Haulon. Haynaut. Hély d'Oissel. Hémon. Herbet. Horteur. Hubbard (Gustave).
Isambert (Gustave).
Jacquemin. Jamais (Emile). Joffrin. Jonnart. Jouffroy d'Abbans (comte de) (Doubs). Jourde. Juigné (comte de). Jules Jaluzot. Jullien. Jumel.
Kergorlay (comte de). Kerjégu (J. de). Kermenguy (vicomte de).
La Bassetière (Louis de). Labat. La Batut (de). La Bourdonnaye (vicomte de). Labrousse. Labussière. Lachièze (Lot). Lachize (Rhône). Lacôte. Lacretelle (général). Lacroix (Loiret). Laffitte de Lajoannenque (de). Lagrange. Laguerre. Laisant. Lalou. La Martinière (de). Langlet. Lanjuinais (comte de). La Nouë (vicomte de). Laporte (Gaston). Lareinty (Jules de). Largentaye (Rioust de), La Rochefoucauld, duc de Doudeauville. La Rochejaquelein (marquis de). Laroche-Joubert. Lascombes. Lasserre. Laurençon. Lavertujon (Henri). Laville. Le Cerf. Lechevallier. Leconte (Alfred) (Indre). Ledieu. Le Gavrian. Léglise. Legludic. Legrand (Arthur) (Manche). Legras. Lemercier (comte). Léon (prince de). Le Provost de Launay. Le Roux (Paul). Leroy (Arthur) (Côte-d'Or). Le Senne. Le Veillé. Levêque. Levet (Georges). Lévis-Mirepoix (comte de). Linard. Lombard (Isère). Lorgeril (de). Loriot. Loustalot. Lur-Saluces (marquis de).
Mac-Adaras. Macherez. Mackau (baron de). Magnien. Maillé (comte de). Malartre. Maréchal. Marmottan. Martin (Marius). Martineau. Martinon. Marty. Maruéjouls. Mathé (Félix) (Allier). Maujan. Mège. Méline. Mercier. Mézières. Michau (Nord). Michou (Aube). Millerand. Millevoye (Lucien). Million (Louis). Milochau. Mir. Montalembert (comte de). Montéty (de). Montgolfier (de). Montsaulnin (de). Moreau (Emile). Morillot (Léon). Morin-Latour. Mougin. Moustier (marquis de).
Naquet (Alfred). Noël-Parfait.
Obissier Saint-Martin. Olry. Ordinaire (Dionys).
Papelier. Pasquier. Paulmier. Pelletan (Camille). Périer de Larsan (du) (Gironde). Perrier (Antoine) (Savoie). Pesson (Albert). Philipon. Pichon (Seine). Picot. Piérard (baron). Pierre Legrand (Nord). Piou (Jacques). Plazanet (colonel de). Plichon (Nord). Pochon. Poincaré (Raymond). Ponlevoy (Frogier de). Pontbriant (comte de). Pontois. Porteu (Armand). Possesse (de). Poulié. Prax-Paris. Prénat. Prevet.
Quintaa.
Rambourgt. Ramel (de). Raspail (Camille) (Var). Rauline. Raynal. Reille (baron). Reinach (Joseph). Renard (Léon). Rey (Aristide) (Isère). Rey (Lot). Ribot. Ricard. Richard (Pierre). Riotteau. Robert-Mitchell. Roche (Ernest) (Seine). Roche (Jules) (Savoie). Roques. Rotours (baron des). Royer (Louis-Auguste) (Aube). Royer (Meuse).
Saint-Germain. Saint-Martin (de) (Indre). Saint-Martin (Seine). Sarrien. Say (Léon). Schneider (Henri). Sentenac. Serph (Gusman). Siegfried. Signard. Simon (Fidèle). Sirot. Solages (marquis de). Soland (de). Soubeyran (baron de). Sourigues. Surchamp.
Tailliandier. Talou (Léon). Tassin. Taudière. Terrail-Mermeix. Terrier. Terves (comte de). Thellier de Poncheville. Théron. Theulier. Thierry-Delanoue. Thiers (Edouard). Thivrier. Thomas. Thorel. Trannin. Trouillot (Georges). Turigny. Turrel (Adolphe).
Vacher. Vacherie. Valle. Vallon (amiral). Varlet. Viger. Vignancour. Vilfeu. Ville. Villemonte. Viox. Vival.
Waddington (Richard). Witt (Conrad de).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Abeille (Valentin). Armez.
Bastid (Adrien). Batiot (Aristide). Bigot. Bischoffsheim. Brisson (Henri).
Caze (Edmond). Cazenove de Pradine (de). Clech. Constans.
Daynaud. Delahaye. Deproge. Dugué de la Fauconnerie. Dumay.
Eschasseriaux (baron). Etienne. Euzière.
Fallières. Fauré (Gers). Féraud. Floquet (Charles). Froin (Alcée).
Gastellier. Germain (Constant) (Haute-Garonne). Granier de Cassagnac (Paul).
Haussmann. Hiroux. Hovelacque.
Isoard.
Jolibois.
Kergariou (de).
La Chambre. Ladoucette (baron de). Lamarzelle (de). Leborgne. Le Cour. Le Roy (la Réunion). Lockroy. Lorois (Emile) (Morbihan).
Mahy (de). Mandeville. Maret (Henry). Meilhodon. Ménard-Dorian. Mun (comte Albert de).
Nivert.
Ornano (Cuneo d').
Passy (Louis) (Eure). Peyrusse. Pierre Alype.
Razimbaud. Réaux (Marie-Emile). Rouvier. Rouvre (Bourlon de). Roy de Loulay (Louis).
Saussay (du). Spuller.
Ternisien. Thévenet.
Villebois-Mareuil (de).
Werquin.
Yves Guyot.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme ayant été retenus à la commission des crédits supplémentaires :

MM. Bartissol. Deloncle (François). Demarçay (baron). Letellier. Leygues. Proust (Antonin).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme retenus par les opérations de la commission d'enquête sur l'élection de Gien :

MM. La Ferronnays (marquis de). Lanessan (de). Maurice Faure. Rozet (Albin). Souhet.

N'A PAS PU PRENDRE PART AU VOTE

le député dont l'élection est soumise à l'enquête :

M. Loreau.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Baïhaut. Barbe. Bargy. Boissy-d'Anglas. Bourlier. Calvinhac. François (Alfred). Franconie. Garnier (Yonne). Guilloutet (de). Hurard. Laur. Lebaudy. Lecomte (Maxime) (Nord). Montfort (de). Ouvré. Paulin-Méry. Poupin. Sabouraud. Sibille. Viette. Vilar (Edouard).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants	484
Majorité absolue	243
Pour l'adoption	71
Contre	413

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN

Sur la première partie des conclusions du 11e bureau sur l'élection de la Cochinchine.

Nombre des votants	457
Majorité absolue	229
Pour l'adoption	431
Contre	26

La Chambre des députés a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Abrial (Léon). Adam (Achille). Aigle (comte de l'). Aillières (d'). Aimel (Henri). Amagat. Arenberg (prince d'). Arène (Emmanuel). Argeliès. Armand (comte). Armez. Arnous. Arribat. Audiffred. Aynard (Edouard).

Baile (Martial. (Bar (de). Barascud. Barbotin. Barrès (Maurice). Batiot (Aristide). Baudin. Baudry-d'Asson (de). Baulard. Beauquier. Belleval (de). Benazet. Benoit (de). Bérard. Berger (Maine-et-Loire). Berger (Georges) (Seine). Bergerot. Bernis (comte de). Bertrand. Bezanson. Bischoffsheim. Bizot. Bizouard-Bert. Blachère. Blanc (Pierre). Blin de Bourdon (vicomte). Boisboissel (de). Bonnefoy-Sibour. Borie. Borriglione. Boucher (Finistère). Boucher (Vosges). Boudeau. Boudenoot. Boudeville. Bouge. Boulanger-Bernet. Boullay. Bourgeois (Paul) (Vendée). Bouthier de Rochefort. Braud. Breteuil (marquis de). Breton. Breuil de Saint-Germain (du). Briens. Brincard. Brugnot. Brunier. Burdeau. Buvignier.

Cabart-Danneville. Caffarelli (comte). Carquet. Carron. Casimir-Perier (Aube). Castelin. Cavaignac (Godefroy). Cavalié. Cazauvieilh. Chabrié. Champvallier (de). Charles Roux. Charmes (Francis). Chassaing. Chaulin-Servinière. Chautemps. Chiché. Choiseul (Horace de). Chollet. Christophle (Albert). Cibiel. Clausel de Coussergues. Clauzel (Ardèche). Clech. Clémenceau. Clerjounie, Cluseret. Cochery (Georges). Colbert-Laplace (comte de). Colombet (de). Cordier. Cornudet. Cornulier (marquis de). Cosmao-Dumenez. Coutisson. Couturier.

Dautresme. David (Alpes-Maritimes). Deandreis. Dejardin-Verkinder (Nord). Delafosse (Jules) (Calvados). Delafosse (Marie) (Ille-et-Vilaine). Delahaye. Delaunay. Delcassé. Dellestable. Delmas. Deloncle (François). Delpech. Deluns-Montaud. Deniau. Denizot. Deprez (André) (Pas-de-Calais). Déroulède (Paul). Descamps (Albert). Deschanel (Paul). Desjardins (Ernest) (Aisne). Desprès (Armand) (Seine). Dethou. Develle (Jules). Deville. Dompierre d'Hornoy (vice-amiral de). Dreyfus (Camille). Dron. Du Bodan. Dubois (Arnault) (Corrèze). Dubois (Emile) (Nord). Dubost (Antonin). Ducoudray. Ducroz. Dufaure (Amédée). Dumas. Dumonteil. Dupuy (Charles) (Haute-Loire). Dupuy-Dutemps (Tarn). Durand-Savoyat (James). Duval (César).

Eliez-Evrard. Elva (Christian) (comte d'). Engerand. Eschasseriaux (baron). Espeuilles (comte d'). Estourmel (marquis d'). Etcheverry.

Fairé. Fanien (Achille). Farcy (Eugène). Ferroul. Ferry (Albert). Ferry (Emile). Flourens. Folliet. Forcioli. Fougeyrol. Fould (Achille). Fouquier (Henri). Fourtou (de). Freppel. Frescheville (général de). Froin (Alcée).

Gabriel. Gacon. Gaillard (Oise). Galpin (Gaston). Garnier (Charente-Inférieure). Gasté (de). Gastellier. Gaussorgues (Frédéric). Gauthier (de Clagny). Gavini. Gérard (baron). Gerbay. Germain (Henri) (Ain). Gervais (Jules). Gerville-Réache. Gévelot. Giguet. Girodet. Godelle. Gonidec de Traissan (comte Le). Gotteron. Goussot. Goyon (de). Granet. Granger. Graux (Georges). Greffülhe (comte). Grisez. Grousset. Guéguen. Guillaumou.

Hainsselin. Haulon. Haussmann. Hély d'Oissel. Hémon. Herbet. Hiroux. Horteur. Hovelacque. Hubbard (Gustave).

Isambert (Gustave). Isoard.

Jacquemin. Jamais (Emile). Jolibois. Jonnart. Jouffroy-d'Abbans (comte de) (Doubs). Jourde. Juigné (comte de). Jullien. Jumel.

Kergorlay (comte de). Kerjégu (J. de). Kermenguy (vicomte de).

La Bassetière (Louis de). Labat. La Batut (de). La Bourdonnaye (vicomte de). Labrousse. Labussière. Lachize (Rhône). Lacôte. Lacretelle (général). Lacretelle (Henri de). Lacroix (Loiret). Laffitte de Lajoannenque (de). Laffon (René) (Yonne). Lagrange. Laguerre. Laisant. Lalou. La Martinière (de). Langlet. Lanjuinais (comte de). La Nouë (vicomte de). Laporte (Gaston). Lareinty (Jules de). Largentaye (Rioust de). La Rochefoucauld, duc de Doudeauville. La Rochejaquelein (marquis de). Laroche-Joubert. Lascombes. Lasserre. Laurençon. Laville. Leborgne. Le Cerf. Lechevallier. Ledieu. Le Gavrian. Léglise. Legludic. Legrand (Arthur) (Manche). Legras. Le Hérissé. Lemercier (comte). Léon (prince de). Le Provost de Launay. Le Roux (Paul). Leroy (Arthur) Côte-d'Or). Le Senne. Letellier. Le Veillé. Levêque. Levet (Georges). Lévis-Mirepoix (comte de). Linard. Lockroy. Lombard (Isère). Lorgeril (de). Loriot. Lorois (Emile) (Morbihan). Loustalot. Lur-Saluces (marquis de).

Mac-Adaras. Macherez. Mackau (baron de). Madier de Montjau. Magnien. Maigne (Jules). Maillé (comte de). Malartre. Maréchal. Marmottan. Martin (Marius). Martineau. Martinon. Marty. Maruéjouls. Mathé (Félix) (Allier). Maujan. Mège. Méline. Mercier. Merlou. Mézières. Michau (Nord). Michel (Alfred). Michou (Aube). Millerand. Millevoye (Lucien). Million (Louis). Milochau. Mir. Montalembert (comte de). Montaut (Seine-et-Marne). Montéty (de). Montgolfier (de). Moreau (Emile). Morillot (Léon). Morin-Latour. Mougin. Moustier (marquis de).

Naquet (Alfred). Noël-Parfait.

Obissier Saint-Martin. Olry. Ordinaire (Dlonys).

Pajot. Papelier. Pasquier. Paulmier. Périer de Larsan (du) (Gironde). Perrier (Antoine) (Savoie). Pesson (Albert). Philipon. Pichon (Seine). Picot. Piérard (baron). Pierre Legrand (Nord). Piou (Jacques). Plazanet (colonel de). Plichon (Nord). Pochon. Poincaré (Raymond). Ponlevoy (Frogier de). Pontbriant (comte de). Pontois. Porteu (Armand). Possesse (de). Poulié. Pourquery de Boisserin. Prax-Paris. Prénat. Prevet. Prost (Victor).

Quintaa.

Rambourgt. Ramel (de). Raspail (Camille) (Var). Rathier. Rauline. Raynal. Reille (baron). Reinach (Joseph). Renard (Léon). Rey (Lot). Reybert. Ribot. Ricard. Richard (Pierre). Riotteau. Robert-Mitchell. Roche (Ernest) (Seine). Roche (Jules) (Savoie). Rolland. Roques. Rotours (baron des). Rouvre (Bourlon de). Roy de Loulay (Louis). Royer (Louis-Auguste) (Aube). Royer (Meuse).

Saint-Germain. Saint-Martin (de) (Indre). Saint-Martin (Seine). Saint-Romme. Sarrien. Saussay (du). Say (Léon). Schneider (Henri). Sentenac. Serph (Gusman). Siegfried Signard. Simon (Fidèle). Sirot. Solages (marquis de). Soland (de). Soubeyran (baron de). Sourigues. Surchamp.

Tailliandier. Talou (Léon). Tassin. Taudière. Terrail-Mermeix. Terrier. Terves (comte de). Thellier de Poncheville. Théron. Theulier. Thierry Delanoue. Thiers (Edouard). Thivrier. Thomas. Thorel. Trannin. Trouillot (Georges). Turigny. Turrel (Adolphe).

Vacher. Vacherie. Valle. Vallon (amiral). Varlet. Viger. Vignancour. Vilfeu. Ville. Villemonte. Viox. Vival.

Waddington (Richard). Werquin. Wit (Conrad de).

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Barodet. Bézine. Bizarelli. Bony-Cisternes. Bovier-Lapierre.

Chevandier. Corneau. Cousset.

Descaure. Duchasseint. Dujardin-Beaumetz (Aude).

Farjon.

Goirand. Guyot-Dessaigne.

Jacques. Joffrin. Jouffray (Isère). Jourdan (Louis).

Mathé (Henri) (Seine).

Rabier. Révillon (Tony). Rivet (Gustave).

Salis.

Vernhes. Vernière. Villeneuve (marquis de)

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Abeille (Valentin).

Balsan. Barthou. Bastid (Adrien). Bigot. Bourgeois (Jura). Bourgeois (Léon) (Marne). Boyer (Antide). Boysset. Brisson (Henri). Brousse (Emile). Bully.

Caze (Edmond). Cazenove de Pradine (de). Constans.

David (Indre). Daynaud. Deproge. Desmons. Duclaud. Dugué de la Fauconnerie. Dumay.

Etienne. Euzière.

Fallières. Fauré (Gers). Féraud. Floquet (Charles). Fouquet (Camille).

Gaillard (Jules) (Vaucluse). Germain (Constant) (Haute-Garonne). Gillot. Gonnet (Gontran). Granier de Cassagnac (Paul). Guillemaut.

Haynaud.

Jacquemart. Jules Jaluzot.

Kergariou (de).

La Chambre. Lachièze (Lot). Ladoucette (baron de). Lagnel. Lamarzelle (de). Lasbaysses. Lavertujon (Henri). Leconte (Alfred) (Indre). Le Cour. Le Roy (Edouard) (la Réunion). Leydet.

Mahy (de). Mandeville. Maret (Henry). Meilhodon. Ménard-Dorian. Mesureur. Montsaulnin (de). Mun (comte Albert de).

Nivert.

Ornano (Cuneo d').

Passy (Louis) (Eure). Pelletan (Camille). Peyrusse. Peytral. Pierre Alype.

Razimbaud. Réaux (Marie-Emile). Rey (Aristide) (Isère). Rousse. Rouvier.

Spuller.

Ternisien. Thévenet. Thomson.

Villebois-Mareuil (vicomte de).

Yves Guyot.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme ayant été retenus à la commission des crédits supplémentaires :

MM. Bartissol.

Demarçay (baron). Douville-Maillefeu (comte de).

Faure (Félix) (Seine-Inférieure).

Leygues.

Proust (Antonin).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme retenus par les opérations de la commission d'enquête sur l'élection de Gien :

MM. La Ferronnays (marquis de). Lanessan (de).

Maurice-Faure.

Rozet (Albin).

Souhet.

N'A PU PRENDRE PART AU VOTE

le député dont l'élection est soumise à l'enquête :

M. Loreau.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Baïhaut. Barbe. Bargy. Boissy-d'Anglas. Bourlier. Calvinhac. François (Alfred). Franconie. Garnier (Yonne). Guilloutet (de).

Hurard. Laur. Lebaudy. Lecomte (Maxime) (Nord). Montfort (de). Ouvré. Paulin-Méry. Poupin. Sabouraud. Sibille. Viette. Vilar (Edouard).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants..... 476
Majorité absolue..... 239

Pour l'adoption..... 447
Contre..... 29

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

M. Calvinhac déclare qu'il a été porté par erreur comme ayant voté « contre » dans le scrutin du 9 décembre sur l'amendement de M. Cluseret tendant à l'annulation des opérations électorales dans la 2e circonscription du 18e arrondissement de Paris.

L'honorable membre, retenu chez lui par une indisposition, n'assistait pas à la séance. S'il avait été présent, il aurait voté « pour » l'amendement de M. Cluseret.

M. Montaut (Seine-et-Marne) déclare qu'il a été porté par erreur comme ayant voté l'ajournement de l'interpellation de M. Bourgeois (Jura) sur la question monétaire (séance du 10 décembre).

M. Millerand déclare qu'il a été porté par erreur comme ayant voté « pour » le renvoi à un mois de l'interpellation de M. Bourgeois (Jura), et qu'en réalité il avait voté « contre ».

Bureaux du jeudi 12 décembre.

1er bureau.

MM. Baulard, Seine. — Bertrand, Marne. — Bischoffsheim, Alpes-Maritimes. — Bizot, Ain. — Blachère, Ardèche. — Boissy-d'Anglas, Drôme. — Bonnefoy-Sibour (Gard). — Boulanger-Bernet, Pas-de-Calais. — Brunier, Haute-Savoie. — Cazauvieilh, Gironde. — Chabrié, Tarn-et-Garonne. — Colbert-Laplace (comte de), Calvados. — Constans, Haute-Garonne. — Delmas, Charente-Inférieure. — Dron, Nord. — Fanien (Achille), Pas-de-Calais. — Fauré (Gers). — Gacon, Allier. — Gastellier, Seine-et-Marne. — Gervais (Jules), Seine-Inférieure. — Granger, Seine. — Granier de Cassagnac (Paul), Gers. — Guilloutet (de), Landes. — Hély d'Oissel, Seine-et-Oise. — Jolibois (Charente-Inférieure. — Jules Jaluzot, Nièvre. — Kergorlay (comte de), Haute-Loire. — Kermenguy (vicomte de), Finistère. — Lachièze, Lot. — Lacôte, Creuse. — Largentaye (Rioust de), Côtes-du-Nord. — Levet (Georges), Loire. — Lorgeril (de), Ille-et-Vilaine. — Lur-Saluces (marquis de), Gironde. — Mackau (baron de), Orne. — Martineau (Seine). — Montalembert (comte de), Nord. — Morin-Latour, Ardèche. — Ordinaire (Dyonis), Doubs. — Ornano (Cuneo d'), Charente. — Philippon, Ain. — Pierre-Alype, Inde française. — Pochon, Ain. — Quintaa, Basses-Pyrénées. — Rauline, Manche. — Révillon (Tony), Seine. — Ternisien, Cochinchine. — Thivrier, Allier. — Turigny, Nièvre. — Vallon (amiral), Sénégal. — Vilfeu, Sarthe. — Yves-Guyot, Seine.

2e bureau.

MM. Aillières (d'), Sarthe. — Barbe, Seine-et-Oise). — Borriglione, Alpes-Maritimes. — Boudenoot, Pas-de-Calais. — Bourgeois, Jura. — Breteuil (marquis de), Hautes-Pyrénées. — Calvinhac, Haute-Garonne. — Cibiel, Aveyron. — Clausel de Coussergues, Aveyron. — Clerjounie, Dordogne. — Cornulier (marquis de), Calvados. — Coutisson, Creuse. — Després (Armand), Seine. — Du Bodan, Morbihan. — Dupuy (Charles), Haute-Loire. — Espeuilles (comte d'), Nièvre. — Estourmel (marquis d'), Somme. — Farcy (Eugène), Seine. — Farjon, Puy-de-Dôme. — Ferry (Albert), Vosges. — Froin (Alcée), Gironde. — Gaillard (Jules), Vaucluse. — Germain (Constant), Haute-Garonne. — Germain (Henri), Ain. — Haulon, Basses-Pyrénées. — Horteur, Savoie. — Jacques, Seine. — Laisant, Seine. — Lalou, Nord. — Lamarzelle (de), Morbihan. — Lanessan (de), Seine. — Lasbaysses, Ariège. — Lasserre, Tarn-et-Garonne. — Lechevallier, Seine-Inférieure. — Le Cour, Loire-Inférieure. — Letellier, Alger. — Macherez, Aisne. — Maruéjouls, Aveyron. — Mathé (Henri), Seine. — Merlou, Yonne. — Mun (comte Albert de), Morbihan. — Pichon, Seine. — Plazanet (colonel de), Mayenne. — Ponlevoy (Frogier de), Vosges. — Prénat, (Rhône). — Prévet, Seine-et-Marne. — Roques, Aveyron. — Roy de Loulay (Louis), Charente-Inférieure. — Royer, Meuse. — Saint-Martin (de), Indre. — Thomas, Marne. — Viox, Meurthe-et-Moselle.

3e bureau.

MM. Barascud, Aveyron. — Barthou, Basses-Pyrénées. — Benazet, Indre. — Bizouard-Bert, Côte-d'Or. — Boucher, Finistère. — Boucher, Vosges. — Boudeau, Seine. — Bourgeois (Léon), Marne. — Brugnot, Vosges. — Bully, Eure. — Castelin, Aisne. — Cavalié, Tarn. — Chevandier, Drôme. — Colombet (de), Lozère. — Cornudet, Creuse. — Couturier, Rhône. — Daynaud, Gers. — Delaunay, Oise. — Ducroz, Haute-Savoie. — Duval (César), Haute-Savoie. — Etcheverry, Basses-Pyrénées. — Faure (Félix), Seine-Inférieure. — Ferroul, Aude. — Gabriel, Meurthe-et-Moselle. — Gillot, Saône-et-Loire. — Granet, Bouches-du-Rhône. — Jacquemart, Ardennes. — Laroche-Joubert, Charente. — Laur, Seine. — Léglise, Landes. — Le Senne, Seine. — Lockroy, Seine. — Loustalot, Landes. — Madier de Montjau, Drôme. — Mercier, Haute-Saône. — Millevoye (Lucien), Somme. — Noël-Parfait, Eure-et-Loir. — Ouvré, Seine-et-Marne. — Passy (Louis), Eure. — Paulin-Méry, Seine. — Proust (Antonin), Deux-Sèvres. — Rabier (Fernand), Loiret. — Rathier, Yonne. — Réaux (Marie-Emile), La Guadeloupe. — Riotteau, Manche. — Rouvier, Alpes-Maritimes. — Sibille, Loire-Inférieure. — Thellier de Poncheville, Nord. — Thiers (Edouard), Rhône. — Thomson, Constantine. — Villeneuve (marquis de), Corse. — Werquin, Nord.

4e bureau.

MM. Abrial (Léon), Tarn. — Arnous, Charente. — Audiffred, Loire. — Barrès (Maurice), Meurthe-et-Moselle. — Bartissol, Pyrénées-Orientales. — Beauquier, Doubs. — Bezanson, Haute-Saône. — Boysset, Saône-et-Loire. — Carron, Ille-et-Vilaine. — Chautemps, Seine. — Corneau, Ardennes. — Delafosse (Marie), Ille-et-Vilaine. — Desjardins (Ernest), Aisne. — Desmons, Gard. — Dugué de la Fauconnerie, Orne. — Dupuy-Dutemps, Tarn. — Ferry (Emile), Seine. — Galpin (Gaston), Sarthe. — Gotteron, Haute-Vienne. — Goussot, Seine. — Guillemaut, Saône-et-Loire. — Hainsselin, Oise. — Hurard, La Martinique. — Jouffray, Isère. — Jourde, Gironde. — Lacretelle (Henri de), Saône-et-Loire. — Le Cerf, Côtes-du-Nord. — Ledieu, Pas-de-Calais. — Le Gavrian, Nord. — Legras, Seine-Inférieure. — Le Roux (Paul), Vendée. — Le Roy (Edouard), La Réunion. — Lévis-Mirepoix (comte de), Orne. — Loriot, Eure. — Mathé (Félix), Allier. — Méline, Vosges. — Michau, Nord. — Michel (Alfred), Vaucluse. — Montsaulnin (de), Cher. — Nivert, Vienne. — Papelier, Meurthe-et-Moselle. — Paulmier, Calvados. — Richard (Pierre), Seine. — Rivet (Gustave), Isère. — Roche (Jules), Savoie. — Rotours (baron des), Nord. — Saint-Romme, Isère. — Sarrien, Saône-et-Loire. — Saussay (du), Indre-et-Loire. — Schneider (Henri), Saône-et-Loire. — Vilar (Edouard), Pyrénées-Orientales. — Vival, Lot.

5e bureau.

MM. Aigle (comte de l'), Oise. — Argeliès, Seine-et-Oise. — Arribat, Indre-et-Loire. — Baïhaut, Haute-Saône. — Batiot (Aristide), Vendée. — Berger (Georges), (Seine). — Bezine, Yonne. — Borie, Corrèze. — Boullay, Saône-et-Loire. — Bourgeois (Paul), Vendée. — Charmes (Francis), Cantal. — Clauzel, Ardèche. — Clech, Finistère. — Delahaye, Indre-et-Loire. — Delcassé, Ariège. — Demarçay (baron), Vienne. — Denizot, Vienne. — Douville-Maillefeu (comte de), Somme. — Fougeirol, Ardèche. — Fould (Achille), Hautes-Pyrénées. — François (Alfred), Somme. — Freppel, Finistère. — Garnier, Charente-Inférieure. — Gaussorgues (Frédéric), Gard. — Gauthier (de Clagny), Seine-et-Oise. — Gonnet (Gontran), Somme. — Graux (Georges), Pas-de-Calais. — Jonnart, Pas-de-Calais. — La Ferronnays (marquis de), Loire-Inférieure. — Laurençon (Hautes-Alpes). — Lecomte (Maxime), Nord. — Le Hérissé, Ille-et-Vilaine. — Leygues, Lot-et-Garonne. — Linard, Ardennes. — Loreau, Loiret. — Lorois (Emile), Morbihan. — Mac-Adaras, Basses-Alpes. — Malartre, Haute-Loire. — Montaut, Seine-et-Marne. — Montéty (vicomte de), Aveyron. — Moreau (Emile), Nord. — Naquet (Alfred), Seine. — Obissier Saint-Martin, Gironde. — Peyrusse, Gers. — Plichon, Nord. — Possesse (de), Loir-et-Cher. — Razimbaud, Hérault. — Rey, Lot. — Roche (Ernest), Seine. — Serph (Gusman), Vienne. — Theulier, Dordogne. — Vernhes, Hérault.

6e bureau.

MM. Armez, Côtes-du-Nord. — Barbotin, Ille-et-Vilaine. — Bargy, Côte-d'Or. — Benoit (de) Aveyron. — Blanc (Pierre), Savoie. — Bony-Cisternes, Puy-de-Dôme. — Bovier-Lapierre, Isère. — Caffarelli (comte), Aisne. — Chassaing, Seine. — Chaulin-Servinière, Mayenne. — Choiseul (Horace de), Corse. — Christophle (Albert), Orne. — Cluseret, Var. — Descaure, Somme. — Dethou, Yonne. — Dubois (Emile), Nord. — Dubost (Antonin), Isère. — Durand-Savoyat (James), Isère. — Forcioli (Constantine. — Gévelot, Orne. — Haussmann, Seine-et-Oise. — Hovelacque, Seine. — Isoard, Basses-Alpes. — Jourdan (Louis), Lozère. — Labussière, Allier. — Laffitte de Lajoannenque (de), Lot-et-Garonne. — Laffon (René), Yonne. — Lagrange, Rhône. — La Martinière (de), Manche. — Langlet, Marne. — Laporte (Gaston), Nièvre. — Lemercier (comte), Charente-Inférieure. — Magnien Saône-et-Loire. — Maillé (comte de), Maine-et-Loire. — Mandeville, Haute-Garonne. — Maujan, Seine. — Montfort (vicomte de), Seine-Inférieure. — Montgolfier (de), Ardèche. — Moustier (marquis de), Doubs. — Pasquier, Aisne. — Périer de Larsan (du), Gironde. — Reille (baron), Tarn. — Reinach (Joseph), Basses-Alpes. — Ribot, Pas-de-Calais. — Rousse, Var. — Solages (marquis de), Tarn. — Tassin (Loir-et-Cher. — Terrier, Eure-et-Loir. — Théve-

net, Rhône. — Trannin, Nord. — Viger, Loiret. — Waddington (Richard), Seine-Inférieure.

7e bureau.

MM. Adam (Achille), Pas-de-Calais. — Bérard, Rhône. — Blin de Bourdon (vicomte), Somme. — Boisboissel (de), Côtes-du-Nord. — Bouge, Bouches-du-Rhône. — Bourlier, Alger. — Briens, Manche. — Brincard, Seine-et-Oise. — Brousse (Emile), Pyrénées-Orientales. — Burdeau, Rhône. — Cabart-Danneville, Manche. — Champvallier (de), Charente. — Charles Roux, Bouches-du-Rhône. — Chiché, Gironde. — Clémenceau, Var. — Dautresme, Seine-Inférieure. — Deandreis, Hérault. — Delpech, Vaucluse. — Deniau, Loir-et-Cher. — Develle (Jules), Meuse. — Dompierre d'Hornoy (vice-amiral de), Somme. — Duclaud, Charente. — Etienne, Oran. — Fouquet (Camille), Eure. — Frescheville (général de), Nord. — Gaillard, Oise. — Gerbay, Loire. — Herbet, Ain. — Jacquemin, Côtes-du-Nord. — Jouffroy d'Abbans (comte de), Doubs. — Jullien, Loir-et-Cher. — Jumel, Landes. — Lachize, Rhône. — Laguerre, Seine. — Lanjuinais (comte de), Morbihan. — La Rochejaquelein (marquis de), Deux-Sèvres. — Le Veillé-Haute-Vienne. — Leydet, Bouches-du-Rhône. — Maret (Henry), Cher. — Pajot, Cher. — Pesson (Albert), Indre-et-Loire. — Picot (Vosges. — Pontbriand (comte de), Loire-Inférieure. — Porteu (Armand), Ille-et-Vilaine. — Royer (Louis-Auguste), Aube. — Salis, Hérault. — Soubeyran (baron de), Vienne. — Spuller, Côte-d'Or. — Turrel (Adolphe), Aude. — Vacherie, Haute-Vienne. — Ville, Allier.

8e bureau.

MM. Abeille (Valentin, Haute-Garonne. — Aimel (Henri), Gironde. — Balsan, Indre. — Bar (de), Puy-de-Dôme. — Baudry-d'Asson (de), Vendée. — Bergerot, Nord. — Bizarelli, Drôme. — Bouthier de Rochefort, Saône-et-Loire. — Cazenove de Pradine (de), Loire-Inférieure. — Cordier, Meurthe-et-Moselle. — Dejardin-Verkinder, Nord. — Deproge, La Martinique. — Dreyfus (Camille), Seine. — Duchasseint, Puy-de-Dôme. — Ducoudray, Nièvre. — Dujardin-Beaumetz, Aude. — Dumay, Seine. — Féraud, Hautes-Pyrénées. — Flourens, Hautes-Alpes. — Garnier, Yonne. — Gavini, Corse. — Gonidec de Traissan (comte Le), Ille-et-Vilaine. — Goyon (de), Côtes-du-Nord. — Grousset, Lozère. — Haynaut, Pas-de-Calais. — Hémon, Finistère. — Isambert (Gustave), Eure-et-Loir). — Joffrin, Seine. — La Batut (de), Dordogne. — Labrousse, Corrèze. — Lagnel, Bouches-du-Rhône. — La Nouë (vicomte de), Côtes-du-Nord. — Lascombes, Cantal. — Leconte (Alfred), Indre. — Le Provost de Launay, Côtes-du-Nord. — Maréchal, Dordogne. — Martin (Marius), Seine. — Marty, Aude. — Meilhodon, Dordogne. — Mézières, Meurthe-et-Moselle. — Michou, Aube. — Mougin, Vosges. — Renard (Léon), Nord. — Rolland, Pyrénées-Orientales. — Sourigues, Landes. — Thierry-Delanoue, Aube. — Grouillot (Georges), Jura. — Vacher, Corrèze. — Varlet, Ardennes. — Vernière, Hérault. — Witt (Conrad de), Calvados.

9e bureau.

MM. Arenberg (prince d'), Cher. — Bastid (Adrien), Cantal. — Baudin, Cher. — Belleval (de), Seine. — Berger, Maine-et-Loire. — Bernis (comte de), Gard. — Boyer (Antide, Bouches-du-Rhône. — Carquet, Savoie. — Caze (Edmond), Haute-Garonne. — Cochery (Georges), Loiret. — David, Alpes-Maritimes. — Deloncle (François), Basses-Alpes. — Déroulède (Paul), Charente. — Descamps (Albert), Gers. — Deschanel (Paul), Eure-et-Loir. — Deville, Aisne. — Dubois (Arnault), Corrèze. — Eliez-Evrard, Nord. — Elva (Christian comte d'), Mayenne. — Engerand, Calvados. — Euzière, Hautes-Alpes. — Fallières, Lot-et-Garonne. — Gerville-Réache, La Guadeloupe. — Goirand, Deux-Sèvres. — Guyot-Dessaigne, Puy-de-Dôme. — Kerjégu (J. de), Finistère. — La Bassetière (Louis de), Vendée. — Labat, Basses-Pyrénées. — Lacretelle (général), Maine-et-Loire. — Lacroix, Loiret. — Laville, Puy-de-Dôme. — Leborgne, Finistère. — Legludic, Sarthe. — Levêque, Côte-d'Or. — Marmottan, Seine. — Millerand, Seine. — Milochau, Eure-et-Loir. — Pelletan (Camille), Bouches-du-Rhône. — Pierre Legrand, Nord. — Piou (Jacques), Haute-Garonne. — Pontois, Deux-Sèvres. — Poulié, Tarn. — Pourquery de Boisserin, Vaucluse. — Raspail (Camille), Var. — Raynal, Gironde. — Ricard, Seine-Inférieure. — Saint-Martin, Seine. — Sentenac, Ariège. — Surchamp, Gironde. — Terrail-Mermeix, Seine. — Villemonte, Dordogne.

10e bureau.

MM. Amagat, Cantal. — Arène (Emmanuel), Corse. — Boudeville, Oise. — Braud, Charente-Inférieure. — Buvignier, Meuse. — Cavaignac (Godefroy), Sarthe. — Dellestable, Corrèze. — Eschasseriaux (baron), Charente-Inférieure. — Fairé, Maine-et-Loire. — Floquet (Charles), Seine. — Fouquier (Henri), Basses-Alpes. — Giguet, Ain. — Godelle, Aisne. — Guéguen, Finistère. — Guillaumou, Rhône. — Hiroux, Nord. — Hubbard (Gustave), Seine-et-Oise. — Jamais (Emile), Gard. — Kergariou (de), Côtes-du-Nord. — La Bourdonnaye (vicomte de), Maine-et-Loire. — Ladoucette (baron de), Ardennes. — Lareinty (Jules de), Loire-Inférieure. — La Rochefoucauld, duc de Doudeauville, Sarthe. — Lebaudy, Seine-et-Oise. — Legrand (Arthur), Manche. — Léon (prince de), Morbihan. — Leroy (Arthur), Côte-d'Or. — Mahy (de), La Réunion. — Maigne (Jules), Haute-Loire. — Martinon, Creuse. — Ménard-Dorian, Hérault. — Mir, Aude. — Morillot (Léon), Marne. — Perrier (Antoine), Savoie. — Piérard (baron), Seine-Inférieure. — Prax-Paris, Tarn-et-Garonne. — Rambourgt, Aube. — Ramel (de), Gard. — Robert-Mitchell, Gironde. — Rozet (Albin), Haute-Marne. — Sabouraud, Vendée. — Siegfried, Seine-Inférieure. — Signard, Haute-Saône. — Tailliandier, Pas-de-Calais. — Taudière, Deux-Sèvres. — Terves (comte de), Maine-et-Loire. — Thorel, Eure. — Valle, Marne. — Viette, Doubs. — Vignancour, Basses-Pyrénées. — Villebois-Mareuil (vicomte de), Mayenne.

11e bureau.

MM. Armand (comte), Aube. — Aynard (Edouard), Rhône. — Baïle (Martial), Hautes-Pyrénées. — Barodet, Seine. — Bigot, Mayenne. — Breton, Seine-Inférieure. — Breuil de Saint-Germain (du), Haute-Marne. — Brisson (Henri), Seine. — Casimir-Perier, Aube. — Chollet, Loire. — Cosmao-Dumenez, Finistère. — Cousset, Creuse. — David, Indre. — Delafosse (Jules), Calvados. — Deluns-Montaud, Lot-et-Garonne. Déprez (André), Pas-de-Calais. — Dufaure (Amédée), Seine-et-Oise. — Dumas, Allier. — Dumonteil, Aisne. — Folliet, Haute-Savoie. — Fourtou (de), Dordogne. — Franconie, Guyane française. — Gasté (de), Finistère. — Gérard (baron), Calvados. — Girodet, Loire. — Greffülhe (comte), Seine-et-Marne. — Grisez, Haut-Rhin. — Juigné (comte de), Loire-Inférieure. — La Chambre, Ille-et-Vilaine. — Lavertujon (Henri), Haute-Vienne. — Lombard, Isère. — Maurice-Faure, Drôme. — Mège, Puy-de-Dôme. — Mesureur, Seine. — Million (Louis), Rhône. — Olry, Eure. — Peytral, Bouches-du-Rhône. — Poincaré (Raymond), Meuse. — Poupin, Jura. — Prost (Victor), Côte-d'Or. Rey (Aristide), Isère. — Reybert, Jura. — Rouvre (Bourlon de), Haute-Marne. — Saint-Germain, Oran. — Say (Léon), Basses-Pyrénées. — Simon (Fidèle), Loire-Inférieure. — Sirot, Nord. — Soland (de), Maine-et-Loire. — Souhet, Loire. — Talou (Léon), Lot. — Théron, Aude.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.